

Manuel du Conseil de sécurité

de l'ONU

Guide de l'utilisateur aux pratiques et aux procédures



Manuel du Conseil de sécurité de l'ONU

Guide de l'utilisateur aux pratiques et aux procédures

Manuel du Conseil de sécurité de l'ONU : Guide de l'utilisateur aux pratiques et aux procédures

Security Council Report 711 Third Avenue, Suite 1501 New York, New York 10017

Copyright © 2021 par Security Council Report

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable des éditeurs.

ISBN: 978-1-7332366-3-8

Conçu par Point Five Photographie des pages de garde par Ivan Brody

Publié par Security Council Report

Table des matières

Remerciements xi

Partie I Règles écrites 1

1.1 Le Conseil de sécurité et la Charte des Nations Unies 1

Composition du Conseil de sécurité Amendements à la Charte des Nations Unies Le mandat du Conseil de sécurité

1.2 Les pouvoirs du Conseil de sécurité : chapitres VI, VII et VIII 6

Comment est-ce que les questions sont portées à l'attention

du Conseil de sécurité ?

Les Parties à un différend

Les États membres

L'Assemblée générale

Le Secrétaire général

Chapitre VI: Pouvoirs de règlement et d'accord

Règlement d'un différend par des moyens pacifiques : Article 33

Enquête sur un différend : Article 34

Recommander des moyens spécifiques pour régler un différend :

Article 36

Faire une recommandation si les parties ne réussissent pas à

s'entendre : Article 37

Chapitre VII: Pouvoirs d'exécution Chapitre VIII: Accords régionaux

1.3 Règlement intérieur et méthodes de travail 14

Note 507

Le système du rédacteur

Partie II Déroulement des travaux 20

2.1 Le vote 20

Distinction entre les questions de procédure et les questions de fond (non procédurales)

Votes de procédure

Questions de fond (non procédurales)

Le véto

Propositions de réforme : la limitation du droit de véto

Abstentions obligatoires

Abstentions volontaires et non-participation

Vote sur les projets de résolutions, d'amendements et de paragraphes

Une résolution peut-elle être retirée une fois qu'elle a été mise en bleu?

Quel est l'ordre de vote sur les amendements ?

Que se passe-t-il si un projet de résolution est appuyé ?

2.2 Ordre du jour du Conseil de sécurité 30

Ordre du jour provisoire

2.3 Pouvoirs du Président du Conseil de sécurité 31

Comment la présidence du Conseil est-elle déterminée ? Quels sont les pouvoirs du Président du Conseil ? La présidence du Conseil dans la pratique

2.4 Réunions du Conseil de sécurité 33

Format des réunions du Conseil de sécurité

2.5 Les réunions formelles 35

Réunions publiques

Débat public

Débat

Exposé

Adoption

Réunions fermées

2.6 Réunions informelles 36

Consultations plénières

Dialogue informel interactif

Réunions organisées selon la formule Arria

2.7 Décisions et issues 38

Résolutions

Déclarations présidentielles

Notes du Président

Lettres du Président (du Conseil)

Communiqués de presse

Déclarations à la presse

2.8 Activités du Conseil de sécurité 41

Missions sur le terrain

Retraite du Conseil de sécurité avec le Secrétaire général

Partie III Organes subsidiaires du Conseil de sécurité 44

3.1 Aperçu général 44

Comment sont choisis les présidents des organes subsidiaires ?

3.2 Comités de sanctions du Conseil de sécurité 48

Les comités de sanctions

Bref historique des sanctions de l'ONU

Les Comités de sanctions et groupes d'experts

Les critères d'inscription sur la liste, de retrait de la liste et de désignation

3.3 Comités, groupes de travail et organes ad hoc

Organe subsidiaire mandaté par la Charte

Le Comité d'État-major

Groupes de travail

Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés

Groupe de travail ad hoc sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique

Groupe de travail sur la documentation et les autres questions de procédure

Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix

Groupe de travail créé, conformément à la résolution 1566

Comités

Le Comité contre le terrorisme

Le Comité sur la non-prolifération (1540)

La Résolution 2231 (2015) sur les questions nucléaires en Iran

Les Cours et Tribunaux Internationaux Ad Hoc

Le Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux et le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

3.4	Organes mandatés par le Conseil de sécurité	62
Les	Opérations de paix	

3.5 Organe subsidiaire consultatif 65

La Commission de consolidation de la paix La composition et le fonctionnement de la CCP Relations entre le Conseil et la CCP

Partie IV Relations avec les autres organes 78

4.1 L'Assemblée Générale 78

S'unir pour la paix

Élections au Conseil de sécurité

Comment est-ce que les membres sont élus au Conseil de sécurité?

Relation entre les Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale

Rapports annuels et spéciaux du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

L'Assemblée générale Nomination du Secrétaire général Admission à l'ONU

4.2 Le Conseil économique et social 88 Exposés du président de l'ECOSOC au Conseil

4.3 Le Conseil de tutelle 92

4.4 La Cour internationale de justice 92

Le Conseil et l'exécution des arrêts de la CIJ Relations entre le Conseil de sécurité et la CIJ L'élection des juges de la CIJ

4.5 Le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et le Secrétariat 95

Appendice Développements des méthodes de travail pendant la pandémie de la Covid-19 98

Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité (S/96/Rev.7) 101

Avant-propos

Le Conseil de sécurité des Nations Unies est l'organe mondial chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales. Sa création a été un acte radical: ainsi, pour la première fois, les nations ont renoncé à un élément de leur souveraineté pour être contraintes par les décisions du Conseil de sécurité, et ont également conféré au Conseil une autorité globale pour l'emploi de la force.

Le Conseil a réalisé beaucoup de choses, notamment la création de deux tribunaux pénaux internationaux, l'élargissement du recours aux sanctions et la mise sur pied de plus de 70 opérations de paix, qui ont permis de sauver de nombreuses vies. Néanmoins, il a également échoué à plusieurs reprises à prévenir ou à atténuer les conflits, les agressions et les génocides.

L'efficacité du Conseil de sécurité requiert l'engagement des États membres et l'adaptation continue de ses pratiques. Ses règles ont évolué et de nouvelles pratiques ont été introduites, souvent de manière créative, contribuant ainsi à une culture où de meilleures décisions sont prises, de manière plus consultative.

En mars 2020, face à la sinistre propagation de la pandémie de la COVID-19 dans le monde entier, le siège de l'ONU a fermé ses portes et a commencé à travailler à distance. Cela a induit une période d'adaptation rapide pour le Conseil de sécurité. Pendant cette période également, une compréhension de la Charte des Nations Unies et des règles du Conseil s'est avérée cruciale.

Depuis l'adoption de la Charte des Nations Unies en juin 1945, le travail du Conseil de sécurité est devenu plus complexe, tant dans sa portée que dans ses processus. Contrairement aux premières années, où plusieurs mois pouvaient s'écouler sans que le Conseil ne se réunisse, les réunions et consultations du Conseil absorbent aujourd'hui quelque 550 heures par an, ou environ 46 heures par mois. Il ne s'agit là que de la partie émergée d'un immense iceberg : les heures interminables de

consultation, d'échange de messages, de rédaction et de négociation demeurent méconnues.

Les Nations Unies ont dépassé leur précurseur, la Société des Nations, d'environ 50 ans. Mais les systèmes multilatéraux fondés sur des règles ne sont pas autonomes. Nombre d'entre eux sont confrontés à des défis, y compris la perte de confiance du public et le soutien des dirigeants mondiaux, ainsi que la difficulté de trouver un discours qui transcende les élites mondiales. Il est essentiel de cultiver un certain degré d'accessibilité et de compréhension de son ordre du jour et de ses délibérations par les autres nations, la société civile et le public pour que le Conseil de sécurité soit perçu comme pertinent, légitime et efficace.

Security Council Report (SCR) a été lancé en 2005 pour favoriser davantage de transparence, d'efficacité et de responsabilité dans le travail du Conseil. Depuis lors, nos rapports pertinents et francs, nos recherches approfondies et notre perspective impartiale sont devenus des lectures bréviaires pour les observateurs et les membres du Conseil. En 2012, SCR a commencé à renforcer les capacités des pays candidats, couvrant plusieurs sujets dans la présente publication. Avec le présent Guide de l'utilisateur au Conseil de sécurité, en langue française, qui inclut quelques statistiques et une partie spéciale sur les méthodes de travail du Conseil pendant la période de la COVID entre 2020 et 2021, un public encore plus large a accès à une orientation directe sur le fonctionnement pratique du Conseil.

New York Juillet 2021 Karin Landgren
Directrice executive
Security Council Report

Guide du lecteur et clause de non-responsabilité

Le présent manuel constitue un guide pratique des principaux aspects de la Charte des Nations Unies et du Règlement intérieur provisoire qui sous-tend les travaux du Conseil de sécurité.

Il montre comment le Conseil a développé de manière créative ses propres méthodes et pratiques de travail sur la base de ces règles, afin de s'acquitter de son mandat. Ces pratiques sont appelées à évoluer, tandis que les principes fondamentaux qui ont guidé le Conseil dans le passé continuent de servir de base à son action. Le présent manuel n'a pas pour but d'être exhaustif mais de transmettre les principaux éléments des pratiques et des procédures du Conseil de sécurité telles qu'elles sont au milieu de l'année 2019. Le manuel est divisé en quatre parties:

- La partie I sur les règles écrites fournit des informations sur les pouvoirs du Conseil de sécurité, conformément à la Charte, au règlement intérieur et aux méthodes de travail.
- La partie II sur le déroulement des travaux explique les fondements de la manière dont le Conseil vote son ordre du jour et le rôle du président. Elle couvre les différents formats de réunion et les décisions du Conseil.
- La partie III sur les organes subsidiaires présente un aperçu général des sanctions du Conseil et des informations sur l'inscription et le retrait de la liste des sanctions, ainsi que sur les critères de désignation des 14 comités de sanctions. Elle traite également des différents groupes de travail et autres organes subsidiaires.
- La partie IV sur les relations avec les autres organes traite des relations du Conseil avec l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de justice, le Secrétariat et le Secrétaire général des Nations Unies.

Remerciements

Le présent manuel a été rédigé par le personnel de Security Council Report, sous la conduite de Shamala Kandiah Thompson et a été produit grâce au financement du gouvernement de la Norvège. Security Council Report est seul responsable de son contenu. La version française a été réalisée grâce au financement du gouvernement Suisse.

Pour rédiger le présent manuel, nous avons bénéficié de la richesse des informations disponibles sur le site Internet de l'ONU, en particulier dans le répertoire de l'ONU, et du travail précieux effectué sur les règles et les procédures du Conseil de sécurité de l'ONU par Loraine Sievers et Sam Daws, la Division des Affaires du Conseil de sécurité de l'ONU, et Enrico Carisch et Loraine Rickard-Martin de Compliance and Capacity Skills International, auteurs du Guide des bonnes pratiques pour les présidents et les membres des comités de sanctions des Nations Unies, au nom de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède. Le manuel s'appuie également sur les archives du SCR des pratiques documentées du Conseil depuis 2005. Nous sommes reconnaissants au personnel du SCR, ancien et actuel, et aux nombreux membres du Conseil qui, au fil des ans, ont permis au SCR de documenter le travail du Conseil.

Partie I Règles écrites

1.1 Le Conseil de sécurité et la Charte des Nations Unies

La Charte des Nations Unies est le document régissant l'ONU. Elle est entrée en vigueur le 24 octobre 1945 et a créé six organes principaux : l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de justice et le Secrétariat de l'ONU.

Les principaux chapitres relatifs au Conseil de sécurité sont les chapitres V, VI, VII et VIII. Le chapitre V traite de sa composition (Article 23), de ses fonctions et pouvoirs (Articles 24-26), du vote (Article 27) et de la procédure (Articles 28-32). Le chapitre VI traite de l'action du Conseil de sécurité pour le règlement pacifique des différends (Articles 33-38), tandis que le chapitre VII traite de l'action du Conseil de sécurité en ce qui concerne les menaces contre la paix, les ruptures de la paix et les actes d'agression (Articles 39-51). Le chapitre VIII traite de l'échange du Conseil de sécurité avec les accords ou organismes régionaux (Articles 52-54).

Composition du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité est composé de 15 membres :

- cinq membres permanents (la République populaire de Chine, la France, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis); et
- dix membres non permanents, élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans, non renouvelable (Article 23).

(Pour plus de détails sur le mode d'élection des membres, voir la section Assemblée générale dans la partie IV).

Amendements à la Charte des Nations unies

La Charte prévoit deux voies d'amendement. L'Article 108 concerne les étapes à suivre pour apporter des amendements spécifiques ; l'ar-

La Charte des Nations Unies fait toujours référence aux membres permanents initiaux, la République de Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, bien que la première ait été remplacée aux Nations unies par la République populaire de Chine, le 25 octobre 1971, et la seconde ait été remplacée par la Fédération de Russie, le 24 décembre 1991. Le libellé de l'Article 23 (1) n'a pas été amendé.

ticle 109 introduit la possibilité d'une conférence de révision en dehors des réunions habituelles de l'Assemblée générale dans le but d'une « révision » globale de la Charte. Les deux voies exigent que les deux tiers des États membres des Nations unies votent en faveur d'une proposition d'amendement et la ratifient. En outre, « tous les membres permanents du Conseil de sécurité » doivent également ratifier l'amendement avant son entrée en vigueur. La convergence des cinq membres permanents est considérée comme le principal obstacle à des amendements importants de la Charte.

La Charte a été modifiée cinq fois, toujours pour prendre en charge l'augmentation du nombre de membres de l'ONU:

- l'amendement 23, qui élargit le Conseil de sécurité de 11 à 15 membres (entré en vigueur le 31 août 1965)
- l'amendement 27, qui porte de 7 à 9 le nombre de voix requis au Conseil de sécurité (entré en vigueur le 31 août 1965)
- l'amendement 61, qui porte le nombre des membres du Conseil économique et social de 18 à 27 (entré en vigueur le 31 août 1965)
- l'amendement 109, qui modifie les conditions relatives à la tenue d'une conférence générale des États membres pour la révision de la Charte (entré en vigueur le 12 juin 1968)
- l'amendement 61 visant à élargir à nouveau le Conseil économique et social de 27 à 54 membres (entré en vigueur le 24 septembre 1973).

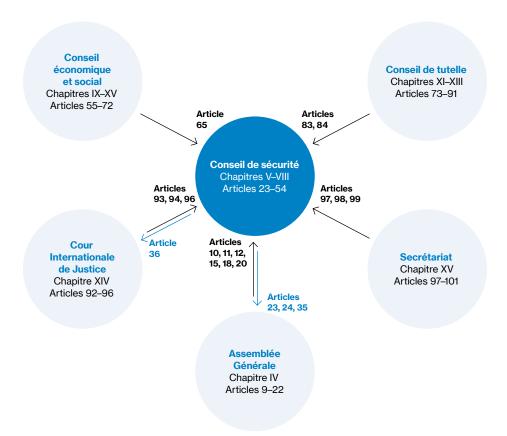
Le mandat du Conseil de sécurité

Le mandat principal du Conseil de sécurité, contenu dans l'Article 24 (1) de la Charte des Nations Unies, lui confère « la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. »

La Charte prévoit plusieurs moyens permettant au Conseil de s'acquitter de ce mandat :

• appeler les parties à régler leur différend par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques (Article 33);

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ, CONFORMÉMENT À LA CHARTE DES NATIONS UNIES Les six organes des Nations Unies



- · enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entrainer un désaccord entre les nations ou engendrer un différend (Article 34);
- · recommander les procédures ou méthodes d'ajustement appropriées (Article 36);
- · recommander tels termes de règlement qu'il juge appropriées (Article 37);
- faire des recommandations aux parties en vue d'un règlement pacifique du différend (Article 38);
- constater l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et faire des recommandations pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales (Article 39);

- inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables (Article 40) ;
- décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions et inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures (Article 41);

L'Article 26 a-t-il été utilisé ?

L'Article 26 confère au Conseil un rôle proactif dans l'élaboration des plans de réglementation des armements :

Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde, le Conseil de sécurité est chargé, avec l'assistance du Comité d'état-major prévu à l'Article 47, d'élaborer des plans qui seront soumis aux Membres de l'organisation en vue d'établir un système de réglementation des armements.

Cet article établit un lien entre le désarmement et la réduction des dépenses militaires et l'accroissement de la sécurité, de la paix et du développement. Il prévoit également que le Comité d'état-major (CEM) assiste le Conseil de sécurité dans l'élaboration de ces plans. Le Comité d'état-major, composé des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil, a été rendu presque caduc par la guerre froide. (Voir la section sur le Comité d'état-major dans la Partie III : Organes subsidiaires, pour plus de détails).

L'Assemblée générale a adopté la résolution 41 du 14 décembre 1946 recommandant au Conseil d'élaborer les mesures pratiques nécessaires à la réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées, et d'assurer que cette réglementation et réduction soient généralement observées, réaffirmant ainsi les obligations du Conseil au titre de l'Article 26.

Dans sa résolution 18 du 13 février 1947, le Conseil a reconnu que la réglementation générale et la réduction des armements et des forces armées constitueraient une occasion réelle de renforcer la paix et la sécurité internationales. Afin de mettre en œuvre les obligations de la Charte, le Conseil de sécurité avait créé la Commission des Nations unies des armements de type classique (UNCCA), chargée de s'occuper des armements autres que les armes de destruction massive et ayant pour mandat de faire des propositions pour la réduction générale des armements.

L'Union soviétique faisait pression pour une réduction immédiate des armements. Les États-Unis d'Amérique n'étaient favorables à des réductions que lorsqu'un cadre efficace de sécurité collective serait mis en place. Très vite, la dynamique politique de la guerre froide mettait fin à l'UNCCA. En 1950, l'Union soviétique a utilisé la question de procédure ayant trait à de la représentation de la Chine au sein de l'UNCCA, comme base pour retirer sa participation. Cela a effectivement mis fin aux travaux de la Commission, qui fut dissoute en 1952 par la résolution 97 du Conseil.

À partir de ce moment-là, le Conseil n'a plus joué de rôle important en matière de réglementation des armements, et il n'y a eu que peu de tentatives pour relancer le débat sur le mandat de l'Article 26.

- entreprendre au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales (Article 42);
- négocier et conclure un accord spécial ou des accords spéciaux concernant les forces armées, l'assistance et les facilités, avec les États membres des Nations Unies (Article 43);
- établir des plans pour l'emploi de la force armée avec l'aide du Comité d'état-major (Article 46);
- encourager le développement du règlement pacifique des différends d'ordre local par le moyen des accords ou des organismes régionaux (Article 52);
- utiliser ces accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité (Article 53); et
- élaborer des plans en vue d'établir un système de réglementation des armements (Article 26).

Le Conseil est aidé dans l'accomplissement de ses obligations en vertu de la Charte par :

- · la création des organes subsidiaires qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions (Article 29); et
- l'adoption de son règlement intérieur (Article 30).

En vertu de la Charte des Nations unies, les États membres des Nations unies confèrent au Conseil la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales et « reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil de sécurité agit en leur nom. » (Article 24 [1]). Ils conviennent également « d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité, conformément à la présente Charte » (Article 25). En d'autres termes, le Conseil de sécurité agit au nom de l'ensemble des Nations unies et a le pouvoir de contraindre tous les membres de l'organisation.

La Charte souligne également que « dans l'accomplissement de ces devoirs, le Conseil de sécurité agit conformément aux buts et principes des Nations Unies » (Article 24, [2]), ce qui conditionne les pouvoirs du Conseil.

1.2 Les pouvoirs du Conseil de sécurité: chapitres VI, VII et VIII

La Charte établit trois séries de pouvoirs pour le Conseil de sécurité :

- les pouvoirs d'ajustement ou de règlement (Chapitre VI) ;
- les pouvoirs coercitifs (Chapitre VII); et
- les pouvoirs d'accords régionaux (Chapitre VIII).

Bien que séparées en chapitres distincts, dans la pratique, les dispositions de ces chapitres sont interconnectées sur le plan de la procédure. Parfois, le Conseil passe de l'un à l'autre ou en utilise plusieurs en même temps : il n'a pas besoin de préciser en vertu de quel article de la Charte il prend une décision. Le Conseil a parfois invoqué explicitement un chapitre (ou un article) mais il l'a aussi fait de manière implicite ou tout à fait ambiguë. Des chapitres différents sont également appliqués dans une même décision.

TABLEAU 1 SAISIR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Acteur	Article		
Les Parties à un différend	Article 33: rechercher une solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux ou d'autres moyens pacifiques.		
	Article 94 (2) : si une partie ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la CIJ, l'autre partie peut avoir recours au Conseil de sécurité		
Les États membres	Article 35 : tout membre des Nations Unies peut porter tout différend à l'attention du Conseil de sécurité		
L'Assemblée générale	Article 11 (3): peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les situations qui semblent devoir mettre en danger la paix et la sécurité internationales.		
	Article 12 (1): ne doit faire aucune recommandation sur ce différend ou cette situation, à moins que le Conseil de sécurité ne le lui demande.		
Le Secrétaire général	Article 99 : le Secrétaire général peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales		

Comment est-ce que les questions sont portées à l'attention du Conseil de sécurité?

La Charte prévoit de multiples voies pour porter une question à l'attention du Conseil de sécurité :

Les parties à un différend

- Article 33 (1) : cet article confie la responsabilité première du règlement pacifique des différends aux parties à un différend. Après avoir épuisé les procédures de l'article 33 (1), les parties peuvent porter le différend à l'attention du Conseil.
- Article 94 (2) : conformément à cet article, si une partie ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la CIJ, l'autre partie peut avoir recours au Conseil.

Les États membres

• Article 35 : cet article permet aux États membres, et pas seulement aux parties au différend et aux membres du Conseil, de saisir le Conseil. Il fournit également une voie alternative à l'Article 33 (1).

TABLEAU 2 LES ACTES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Chapitre VI	Article 33 (2): s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend par de tels moyens.			
	Article 34: peut enquêter sur tout différend, ou toute situation, qui pourrait entrainer un désaccord entre nations ou engendrer à un différend.			
	Article 36 (1): peut, à tout moment de l'évolution d'un différend ou d'une situation analogue, recommander les procédures ou les méthodes d'ajustement appropriées.			
	Article 94 (2): peut, s'il le juge nécessaire, faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt.			
Chapitre VII	Article 39 : constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises.			
	Article 40 : peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables.			
	Article 41 : peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions.			
	Article 42: peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales.			

Il s'agit de la voie la plus fréquemment utilisée pour saisir le Conseil de sécurité d'un différend ou d'une situation qui met ou est susceptible de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il a été invoqué pour la première fois par l'Iran sur la question iranienne à travers sa lettre au Conseil de sécurité du 18 mars 1946. La lettre demandant une réunion du Conseil pour traiter de la situation au Sierra Léone est un exemple typique de l'utilisation de l'Article 35.

L'Assemblée générale

• Article 11 (3) : cet article permet à l'Assemblée générale d'attirer l'attention du Conseil sur les situations « qui semblent devoir mettre en danger la paix et la sécurité internationales ». Cependant, l'article 12 (1) stipule qu'en ce qui concerne les différends ou les situations dont le Conseil est saisi, l'Assemblée générale ne doit « faire aucune recommandation sur ce différend ou cette situation, à moins que le Conseil de sécurité ne le lui demande. »

L'utilisation des pouvoirs d'enquête du Conseil

L'Article 34 a souvent été invoqué implicitement lors de la création de comités ou de sous-comités du Conseil, ou d'organes ou de comités extérieurs, afin d'enquêter sur un différend au nom du Conseil.

L'Article 34 a été explicitement invoqué dans plusieurs résolutions dans les premiers temps du Conseil de sécurité.

La question grecque

La résolution 15 de 1946 a invoqué l'Article 34 lorsqu'elle avait créé une commission d'enquête sur les incidents à la frontière grecque pendant la guerre civile.

La question Indo-Pakistanaise

En 1948, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 39, qui avait créé la Commission des Nations Unies sur l'Inde et le Pakistan, conformément à l'Article 34 pour enquêter sur un différend entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire.

La plainte de Cuba

En 1960, la résolution 144 du Conseil de sécurité sur la situation tendue entre Cuba et les États-Unis d'Amérique a cité l'Article 34 dans un paragraphe du préambule.

Situation au Sahara occidental

La résolution 377 de 1975 a invoqué l'Article 34 pour demander au Secrétaire général de consulter toutes les parties intéressées sur la question du Sahara occidental et de faire rapport au Conseil.

Le Secrétaire général

• Article 99 : conformément à cet article, « le Secrétaire général peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. »

(Pour plus d'informations sur les relations entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, voir la partie IV.)

Une fois saisi, le Conseil peut agir de son propre chef, en vertu des chapitres VI ou VII.

- Article 33 (2) : cet article confère au Conseil la possibilité de recommander aux parties de respecter leurs obligations en vertu de la Charte et renvoie la responsabilité du règlement du différend aux parties : « le Conseil de sécurité, s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend. »
- Article 34 : cet article confère au Conseil de sécurité le pouvoir « d'enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entrainer un désaccord entre nations ou engendrer un différend, afin de déterminer si la prolongation de ce différend ou de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.' »
- Article 36 (1) : cet article confère au Conseil de sécurité le pouvoir de recommander aux parties un moven spécifique de régler un différend.
- Articles 39, 40, 41, 42 : ces articles confèrent au Conseil de sécurité le pouvoir de déterminer s'il existe ou non, dans un cas particulier, « une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression » et de faire des recommandations ou de décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force, conformément aux Articles 41 et 42.

Chapitre VI: Pouvoirs de règlement et d'accord

Les pouvoirs du chapitre VI sont en grande partie liés aux recommandations d'ajustement ou de règlement d'un différend ou d'une situation qui, en principe, ne constituent pas encore une menace à la paix et la sécurité internationales. Il traite en grande partie des mesures non coercitives visant un règlement pacifique.

Règlement d'un différend par des moyens pacifiques : Article 33

• Article 33 (2) : le Conseil de sécurité peut inviter les parties à un différend à régler leur différend, avant tout, par « voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques. » Cet article permet au Conseil de recommander aux parties de respecter leurs obligations en vertu de la Charte et de leur renvoyer la responsabilité du règlement du différend. Au fil des ans, le Conseil a implicitement fait référence à l'Article 33 à plusieurs reprises dans ses décisions. Les références explicites sont rares, mais peuvent être trouvées dans les premières résolutions : la résolution 144 (1960) sur la plainte de Cuba ; la résolution 211 (1965) sur la question Inde-Pakistan ; et les résolutions 377 (1975) et 380 (1975) sur la situation au Sahara occidental.

Les références implicites comprennent des recommandations aux parties pour régler leurs différends par divers moyens. Par exemple, le jour de l'agression irakienne en 1991, le Conseil a demandé à l'Irak et au Koweït d'entamer immédiatement des négociations. La résolution 502 adoptée le 3 avril 1982 a exhorté l'Argentine et le Royaume-Uni à rechercher une « solution diplomatique » à leur conflit sur les îles Falkland / Malvinas. Le Conseil peut également inviter les parties à un accord à respecter les arrangements

Commission d'enquête sur la République centrafricaine (RCA)

Un exemple de l'utilisation implicite de l'Article 34 est la résolution 2127 adoptée le 5 décembre 2013, qui demandait au Secrétaire général de « créer rapidement une commission d'enquête internationale pour une période initiale d'un an...pour enquêter immédiatement sur les informations faisant état de violations du droit international humanitaire et d'atteintes aux droits de l'homme qui auraient été perpétrées en République centrafricaine par toutes les parties depuis le 1er janvier 2013, de réunir des informations, d'aider à identifier les auteurs de ces violations et atteintes, de mettre en lumière leur éventuelle responsabilité pénale et d'aider à faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes. »

La Commission a présenté un rapport préliminaire en juin 2014 et un rapport final en décembre 2014. Le 20 janvier 2015, deux des trois commissaires ont fait l'exposé lors d'un dialogue interactif informel avec les membres du Conseil, le rapport final de la Commission d'enquête internationale (CEI) sur la RCA.

La CEI a constaté que « toutes les parties étaient impliquées dans de graves violations du droit international humanitaire et des atteintes flagrantes des droits de l'homme, y compris des viols et d'autres infractions et violations sexuelles et sexistes. » Après avoir examiné toutes les preuves disponibles, la Commission a conclu que la condition minimale pour prouver l'existence de l'élément nécessaire d'intention génocidaire n'avait pas été établie en ce qui concerne tous les acteurs du conflit, mais avait souligné que cela ne diminuait en rien la gravité des crimes.

Parmi les autres exemples, citons la résolution 1564, adoptée en 2004, qui demandait au Secrétaire général de créer une commission d'enquête internationale, chargée d'enquêter sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme au Darfour, et la résolution 2235, adoptée le 7 août 2015, qui a créé un mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU, en Syrie pour identifier les personnes impliquées dans l'utilisation d'armes chimiques.

de cessation des hostilités, comme il l'avait fait dans la résolution 2432 adoptée le 30 août 2018 sur la situation au Mali.

Enquête sur un différend : Article 34

• Article 34 : le Conseil de sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Cela l'a conduit à créer des missions d'enquête et des commissions d'enquête.

Recommander des moyens spécifiques pour régler un différend: Article 36

- Article 36 (1) : le Conseil de sécurité peut recommander des procédures ou des méthodes d'ajustement appropriées en tenant compte de toutes les procédures de règlement du différend qui ont déjà été adoptées par les parties en vertu de l'Article 33.
- Article 36 (3) : le Conseil de sécurité peut renvoyer un différend juridique à la Cour internationale de justice (CIJ). Cela a rarement été utilisé. Le seul exemple où le Conseil recommandait à deux parties de régler leur différend devant la Cour est l'incident du chenal de Corfou. Le 22 octobre 1946, deux destroyers britanniques ont posé des mines dans le chenal de Corfou au large de la côte albanaise. Le Royaume-Uni a accusé l'Albanie d'avoir posé les mines de manière injustifiée et a soumis le différend au Conseil de sécurité. Le 9 avril 1947, n'ayant pas réussi à régler la question, le Conseil, dans sa résolution 22, a recommandé que le différend soit renvoyé à la CIJ. La Cour a finalement statué que le Royaume-Uni avait le droit de passage inoffensif.

Faire une recommandation, lorsque les parties ne parviennent pas à s'entendre: Article 37

- Article 37 (2) : dans une situation où les parties à un différend n'ont pas réussi à régler leur différend par les moyens recommandés aux Articles 33 et 36, elles le soumettent au Conseil. À ce stade, le Conseil peut intervenir en prenant des mesures en vertu de l'Article 36 ou en recommandant tels termes de règlement qu'il juge appropriées.
- Article 38 : à la demande de toutes les parties à un différend, le Conseil de sécurité peut faire des recommandations aux parties en vue d'un règlement pacifique du différend. L'Article 38 n'a jamais été utilisé.

La question égyptienne

Le 8 juillet 1947, l'Égypte a saisi par écrit le Conseil en affirmant que les troupes britanniques étaient maintenues sur le territoire égyptien contrairement au principe d'égalité souveraine des États membres de l'ONU. La lettre indiquait également qu'un différend avait surgi entre les deux pays et que les tentatives de parvenir à un règlement, conformément à l'Article 33 avaient échoué. Elle a par conséquent souligné qu'elle soumettait ce différend au Conseil, conformément aux Articles 35 et 37 de la Charte.

Chapitre VII: Pouvoirs d'exécution

Les pouvoirs du Chapitre VII sont des recommandations ou des décisions pour l'application d'un ajustement ou d'un règlement d'un différend qui menace la paix et la sécurité internationales. Le Conseil

L'Article 41 fournit une liste non exhaustive des mesures n'impliquant pas l'emploi de la force, y compris l'interruption des relations diplomatiques, les embargos commerciaux, les sanctions économiques et l'interruption des moyens de communication. C'est les plus couramment utilisées dans le cadre des sanctions économiques et ont été spécifiquement citées dans des résolutions imposant des sanctions à la République populaire démocratique de Corée et à l'Iran.

de sécurité peut décider d'agir en vertu du chapitre VII, l'Article 39, s'il constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, de faire des recommandations non contraignantes ou des décisions contraignantes sur les mesures à prendre.

Une fois que le Conseil a pris une décision en vertu de l'Article 39, il peut :

- inviter les parties à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires (Article 40);
- décider d'employer des mesures n'impliquant pas l'emploi de la force pour donner effet à ses décisions (Article 41);
- décider de recourir à l'emploi de la force pour donner effet à ses décisions (Article 42) ; et
- décider de confier l'emploi de la force à tous les États membres des Nations Unies ou à certains d'entre eux (Article 48, et conformément à l'Article 42).

Chapitre VIII: Accords régionaux

Les pouvoirs du Chapitre VIII prévoient des accords ou organismes régionaux destinés à régler les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans les conditions suivantes :

CHAPITRE VII: POUVOIRS D'EXÉCUTION



- Les accords et leurs activités doivent être compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies (Article 52 [1]).
- La question traitée doit être d'ordre « locale » (Article 52 [2]).
- La question doit être appropriée à une action de caractère régional (Article 52[1]).
- · L'accord régional doit obtenir « l'autorisation du Conseil de sécurité » avant d'entreprendre une action (Article 53 [1]).
- Le Conseil de sécurité doit « être tenu pleinement au courant de toutes les activités entreprises ou envisagées » (Article [54]).

Les accords régionaux sont également régis par l'Article 103, qui stipule : « en cas de conflit entre les obligations des Membres des NationsUnies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront. »

Quelles sont les différences entre une menace contre la paix, une rupture de la paix et un acte d'agression?

Une menace contre la paix est considérée comme la plus vaste et la plus amorphe des déterminations énoncées à l'Article 39. Afin de répondre à la nature changeante du conflit, à travers sa pratique, le Conseil de sécurité a élargi son idée d'une menace contre la paix essentiellement des conflits étatiques pour inclure, entre autres, les situations internes, les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, les violations des principes démocratiques, les pandémies, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Une rupture de la paix est un terme moins vaste qu'une menace contre la paix et, en tant que telle, peut être considérée comme désignant des actes plus spécifiques. L'identification d'une violation est par définition réactive : la violation doit déjà avoir eu lieu. Un acte d'agression est considéré comme la forme la plus grave d'un emploi illégal de la force en vertu du droit international. En outre, il s'agit d'un crime international largement reconnu, qui figure également dans le Statut de la Cour pénale internationale. Tout comme les autres termes de l'Article 39, une constatation par le Conseil qu'un acte d'agression a eu lieu sert principalement de prélude à l'adoption de mesures coercitives au titre du chapitre VII. Le Conseil n'a constaté qu'à quatre reprises l'existence d'un acte d'agression,1 très probablement en raison de la gravité associée à ce terme.

Constater l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression est une décision politique du Conseil. Bien qu'en principe les termes de l'Article 39 représentent une échelle de gravité croissante, l'importance d'une constatation, au titre de l'Article 39, ouvre la voie aux décisions du Chapitre VII du Conseil de sécurité. Les outils et options dont dispose le Conseil sont identiques, soit qu'il constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression.

Article 51 : Le droit à la légitime défense individuelle ou collective

Le chapitre VII comprend l'Article 51, qui donne aux États le droit de légitime défense individuelle ou collective « dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. » Les mesures prises par des Membres sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil.

Un exemple de référence implicite à l'Article 51 peut être trouvé dans la résolution 83 adoptée le 27 juin 1950. Elle a constaté que l'attaque dirigée contre la République de Corée par des forces armées venues de Corée du Nord constituait une rupture de la paix et avait appelé à la cessation immédiate des hostilités et à ce que les autorités de la Corée du Nord retirent immédiatement leurs forces armées au 38ème parallèle. La résolution recommandait également que les membres de l'ONU "apportent à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir la paix et la sécurité internationales." L'Article 51 a été explicitement mentionné dans la résolution 546 adoptée le 6 janvier 1984 sur la situation entre l'Afrique du Sud et l'Angola, qui avait réaffirmé le droit de l'Angola « conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et, en particulier, de l'Article 51, de prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre et sauvegarder sa souveraineté, son intégrité territoriale et son indépendance. »

Un droit de légitime défense contre les acteurs non étatiques est de plus en plus invoqué et accepté dans la pratique des États, même si sa légalité n'a pas encore été clairement établie. La résolution 1368, adoptée en 2001, reconnaissait implicitement le droit des États-Unis d'Amérique à la légitime défense en réponse aux attentats du 11 septembre perpétrés par Al-Qaida. L'Irak a invoqué le droit à la légitime défense collective, lorsqu'il avait saisi par écrit au Conseil en 2014 pour demander aux États-Unis d'Amérique de conduire les efforts internationaux pour frapper les sites de l'EIIL et les fiefs militaires en Syrie. Le Conseil a adopté en 2015 la résolution 2249 demandant aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément au droit international en vue de « prévenir et de faire cesser les actes de terrorisme commis en particulier par l'EIIL, également connu sous le nom de Daech, ainsi que par le Front al-Nusra et tous les autres individus, groupes, entreprises et entités associées à Al-Qaida, ainsi que les autres groupes terroristes, qui avaient été désignés comme tels par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. » Les États membres impliqués dans les attaques de la coalition contre l'EIIL en Syrie ont saisi par écrit le Conseil pour l'informer d'attaques imminentes, et en citant l'Article 51.

1.3 Règlement intérieur et méthodes de travail

L'Article 30 de la Charte prévoit que le Conseil de sécurité adopte son propre règlement intérieur. En 1946, le Conseil a adopté son Règlement intérieur provisoire (S/96). Les États membres ont appelé à plusieurs reprises le Conseil à mettre à jour le Règlement intérieur provisoire pour refléter l'évolution de la réalité du travail du Conseil et mettre fin au statut « provisoire » du règlement. Le règlement intérieur

Contraignant ou non contraignant?

La nature contraignante ou non contraignante des décisions du Conseil de sécurité n'est pas une science exacte et doit être déterminée au cas par cas. Le caractère contraignant ou non d'une décision dépend des termes de la décision et du langage utilisé. Dans une décision, certaines parties peuvent être contraignantes et d'autres non. Lorsque, dans une décision, le Conseil « décide » de quelque chose, cela est contraignant, alors que s'il « appelle », il indique une recommandation.

La Cour internationale de Justice a souligné, dans l'affaire « Conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie » (1971), que « le libellé d'une résolution du Conseil de sécurité doit être soigneusement analysé avant de pouvoir conclure à son effet contraignant. Compte tenu de la nature des pouvoirs en vertu de l'Article 25, la question de savoir s'ils ont effectivement été exercés doit être tranchée dans chaque cas, au regard des termes de la résolution à interpréter, des discussions qui y ont conduit, des dispositions de la Charte invoquées et, en général, de toutes les circonstances qui pourraient aider à déterminer les conséquences juridiques de la résolution du Conseil de sécurité. »

est encore considéré comme provisoire aujourd'hui. Il a été amendé 11 fois. L'amendement le plus récent, datant de 1982, a ajouté l'arabe comme sixième langue officielle, conformément à la résolution 35/219 de l'Assemblée générale du 17 décembre 1982.2

Bien que les méthodes de travail du Conseil de sécurité découlent de la Charte des Nations Unies et du Règlement intérieur provisoire, leur développement au fil des ans s'est largement fondé sur la pratique plutôt que sur des documents spécifiques. Au fil du temps, le Conseil de sécurité a fait preuve de souplesse en adaptant ses méthodes de travail à l'évolution des circonstances, tant au sein du Conseil que dans le système international.

Au cours des 45 premières années d'existence du Conseil, le mode de fonctionnement du Conseil s'est transmis oralement d'une génération de diplomates à une autre. Au cours des premières années, le volume des issues était faible et les précédents, sur lesquels reposaient de nombreuses méthodes de travail, étaient relativement faciles à retracer. Avec l'augmentation de l'activité du Conseil au début des années 90, juste après la fin de la guerre froide, de nouvelles pratiques sont apparues rapidement. Le Conseil a parfois commencé à publier une note ou une déclaration du président pour articuler ses méthodes de travail. Les exemples incluent les sanctions, les relations avec les fournisseurs de contingents et la terminologie utilisée pour des types particuliers de réunions. À partir du début des années 90, le Conseil a commencé à consigner la plupart de ses méthodes de travail nouvelles ou modifiées dans des documents séparés, principalement dans des

notes du président du Conseil de sécurité. Ce sont des documents officiels du Conseil mais ce ne sont pas des décisions. En juin 1993, le Conseil a créé son Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure (GTI). Le GTI a mis l'accent sur les méthodes de travail du Conseil, y compris les mesures visant à renforcer son efficacité, sa transparence et son interactivité.

En 2002, le Conseil a produit le premier index de ses méthodes de travail, énumérant les références et les thèmes de ses précédents documents sur les méthodes de travail dans un document unique, publié sous forme de note du président (S/2002/1000). Reconnaissant l'intérêt de tous les membres de l'ONU, ce document portait également la référence de l'Assemblée générale (A/57/382). Au début de 2006, les membres du Conseil ont décidé de redynamiser le GTI et de passer d'une rotation mensuelle de sa présidence à des rotations annuelles ou semestrielles. Le Japon a été nommé à la présidence en 2006 et en juillet de la même année, le GTI a produit un volume unique qui rassemblait des documents préalablement convenus sur les méthodes de travail et recueillait les nouvelles pratiques qui n'avaient pas été formulées par écrit. Le Conseil a publié sa première note détaillée du président sous la cote S/2006/507, désormais communément appelée « Note 507 ».

Note 507

La note du 19 juillet 2006 du président du Conseil de sécurité détaille 63 pratiques et mesures visant à accroitre l'efficacité et la transparence du travail du Conseil, ainsi qu'à renforcer les échanges et le dialogue avec les non membres du Conseil. Les notes antérieures—qu'elle comprenait et avait davantage développé—ont été remplacées par la note 507.

Au cours de ses deux mandats suivants au Conseil (2009-2010 et 2016-2017), le Japon a repris la présidence du GTI, et a révisé et enrichi la note 507. Les nouvelles notes ont été publiées en 2010 et 2017. La note 507 de 2017 est le plus vaste recueil à ce jour des méthodes de travail convenues.³ Elle souligne les pratiques relatives au programme de travail, aux consultations informelles, aux co-rédacteurs, au dialogue avec les membres et organes non membres du Conseil et aux missions du Conseil de sécurité.⁴ La Note 507 de 2017 soulignait également l'engagement des membres « à continuer de donner à l'ensemble des membres de l'Organisation l'occasion d'exprimer leur point de vue sur les méthodes de travail du Conseil, y compris par l'organisation de débats publics sur la mise en œuvre de la présente note, et à les encourager à continuer de participer à ces débats. »

La note 507 a été utilisée par le président pour toutes ces notes, à l'exception de la première, afin de faciliter la recherche des documents

dans le système documentaire de l'ONU, et la mise en œuvre de la Note 507 avait été le point de l'ordre du jour au titre duquel le Conseil a discuté des méthodes de travail depuis 2008. Des débats publics sur les méthodes de travail ont lieu régulièrement depuis 2008 et ont toujours suscité un vif intérêt de la part des États membres. En outre, des séances de récapitulation formelles qui sont parfois programmées par le président du Conseil, à la fin du mois, se tiennent au titre du point de l'ordre du jour « Note 507 ».

Le système de rédacteur

Le terme « rédacteur » désigne un membre du Conseil qui dirige la négociation et la rédaction de résolutions sur un point de l'ordre du jour du Conseil. Le fait qu'un membre prenne l'initiative de la rédaction des issues est une pratique constante depuis la création du Conseil, mais le « système » de rédacteur est une évolution plus récente. En 2006, lorsque les questions de non-prolifération de la RPDC et de l'Iran ont été inscrites à l'ordre du jour du Conseil, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (les P3) ont dirigé la rédaction et la négociation des issues sur ces deux questions sensibles. Cela a marqué l'émergence du « système » de rédaction, en tant que pratique distincte. Auparavant, les membres élus jouaient également des rôles actifs ; si quelques membres permanents ont pu dominer la rédaction des textes du Conseil, ce n'était pas leur domaine exclusif. En 2010, le système de leadership continu de certains membres du Conseil sur des questions spécifiques a été consacré. Les P3 ont commencé à partager de manière informelle le rôle de « rédacteur » pour la plupart des situations nationales et certaines questions thématiques inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Les questions récurrentes dont le Conseil est saisi depuis 2010—la Colombie, la Libye, le Mali, le Soudan du Sud et le Yémen—ont eu un membre des P3 comme rédacteur.

Les autres membres permanents, la Chine et la Russie, ont parfois servi ces dernières années en tant que co-rédacteurs avec les États-Unis d'Amérique sur les questions de non-prolifération en RPDC et sur le plateau du Golan, respectivement. Des membres élus ont servi de rédacteur sur l'Afghanistan, la Guinée-Bissau et certaines questions thématiques. Outre la rédaction et la conduite des négociations sur les issues, le rédacteur joue un rôle central dans toutes les activités du Conseil concernant cette situation, y compris la convocation de réunions, l'organisation de débats et la conduite de missions sur le terrain. Le système de rédacteur a également conduit à une pratique du rédacteur des P3 rédigeant un texte et obtenant l'accord des deux autres, suivi de négociations avec la Chine et la Russie. Ce n'est qu'à

ce moment/après que le projet de texte est distribué aux membres élus, souvent à l'approche de la date d'adoption. Parfois, les États membres qui ont un lien étroit avec la question peuvent être consultés.

Il n'y a pas eu de décision ni de processus formels pour ces assignations, et le terme « rédacteur » n'a figuré dans un document approuvé par le Conseil qu'en 2014. Une note du président du Conseil sur le renforcement de « l'efficacité et la transparence du travail du Conseil » (S/2014/268) a reconnu que tous les membres peuvent jouer le rôle de rédacteur. La note a aussi affirmé l'engagement des membres à accroître la participation de tous les membres du Conseil à la rédaction des issues et a indiqué l'intention du Conseil de consulter les non membres du Conseil lors de la rédaction. En 2017, la version actualisée de la note 507, incorporait les dispositions de la note de 2014 et indiquait également que « [plus] d'un membre du Conseil peut agir en tant que corédacteur, lorsqu'il est jugé que cela apporte une valeur ajoutée, en tenant compte le cas échéant de l'expertise et/ ou des contributions des membres du Conseil sur les sujets. » Cependant, dans la pratique, il y a eu peu de changement dans le nombre de rédacteurs, et les membres du Conseil ainsi que certains membres de l'ONU au sens large ont continué d'exprimer leurs préoccupations lors des débats publics annuels sur les méthodes de travail.

Bien que tout membre du Conseil puisse initier un projet d'issue, il est devenu de plus en plus difficile de le faire. La frustration suscitée par cette pratique a conduit les membres élus à agir. Dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité à la fin de 2018, les représentants permanents de 15 pays, membres élus et nouveaux membres du Conseil—Allemagne, Belgique, Bolivie, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, Éthiopie, Indonésie, Kazakhstan, Koweït, les Pays-Bas, Pérou, Pologne, Afrique du Sud et Suède—ont souligné qu'une répartition plus équitable du travail entre tous les membres, y compris à travers des corédacteurs, accroitrait l'efficacité globale du Conseil.⁵ Dans ce qui pourrait être une première mesure en vue d'un système plus équitable, l'Allemagne, président du comité des sanctions contre la Libye était, en 2019, le co-rédacteur des sanctions contre ce pays avec le Royaume-Uni. L'Allemagne était également co-rédacteur (avec le Royaume-Uni) sur le Darfour.

Notes de fin de page Partie I

- 1 S/RES/496 (15 décembre 1981), S/RES/507 (28 mai 1982), S/RES/573 (4 octobre 1985) et S/RES/ 577 (6 décembre 1985)
- 2 S/96/Rev.7
- 3 S/2017/507 (30 août 2017)
- Le 27 décembre 2019, le Conseil de sécurité a adopté huit notes du président (S/2019/990-997) sur les méthodes de travail.
- 5 S/2018/1024 (13 novembre 2018)

Partie II Déroulement des travaux

En 2020, en raison de la pandémie, le Conseil a dû trouver de nouvelles voies pour le déroulement de ses travaux. L'appendice sur « développements des méthodes de travail pendant la pandémie de COVID-19 » rend compte de la manière dont le Conseil a adapté son travail au cours de cette période, en particulier en ce qui concerne le vote et la tenue des réunions.

2.1 Le vote

Article 27

- 1. Chaque membre du Conseil de sécurité dispose d'une voix.
- 2. Les décisions du Conseil de sécurité sur des questions de procédure sont prises par un vote affirmatif de neuf membres.
- 3. Les décisions du Conseil de sécurité sur toutes autres questions sont prises par un vote affirmatif de neuf de ses membres dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents, étant entendu que, dans les décisions prises aux termes du Chapitre VI et du paragraphe 3 de l'Article 52 une partie à un différend s'abstient de voter.

L'Article 27 de la Charte constitue la base de la manière avec laquelle le Conseil vote sur les questions de procédure et les questions non procédurales.

Distinguer les questions de procédure et les questions de fond (non procédurales)

Votes de procédure

La Charte fait une distinction entre les votes sur « les questions de procédure » et les votes sur « toutes les autres questions ». Les décisions du Conseil sur les questions de procédure nécessitent neuf votes affirmatifs, sans distinction entre les voix des membres permanents et des autres membres (Article 27 [2]). Lors d'un vote sur une question de procédure, un vote négatif par un membre permanent n'agit pas comme un véto.

Dans sa résolution 267 (III) du 14 avril 1949 sur « la question du vote au Conseil de sécurité », l'Assemblée générale a recommandé que le Conseil de sécurité considère comme étant de procédure plusieurs types de questions énumérées dans une annexe. Il s'agissait

de soumettre à l'Assemblée générale des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales et de demander à l'Assemblée générale de faire une recommandation sur un différend ou une situation dont le Conseil est saisi (c'est-à-dire que le Conseil avait inscrite à son ordre du jour). Les autres questions étaient l'approbation des rapports annuels à l'Assemblée générale, la tenue de réunions dans des lieux autres que le siège de l'ONU et la création d'organes subsidiaires par le Conseil. Le Conseil a examiné ces recommandations, mais il n'a pris aucune mesure.

Tout au long de l'histoire de l'ONU, il y a eu des désaccords sur ce qui constituait une question de procédure ou de fond. Cela a parfois obligé le Conseil à voter sur ladite « question préliminaire » de savoir si une question particulière était de procédure ou de fond avant de procéder à un vote de procédure ou de fond.

Au fil du temps, la pratique du Conseil a confirmé la nature procédurale de certaines questions, y compris, par exemple, la suspension d'une réunion, la convocation d'une session d'urgence de l'Assemblée générale, l'invitation des intervenants à participer aux réunions du Conseil et l'ajout de/ou le retrait de points de l'ordre du jour de la liste des questions, dont le Conseil est saisi (« liste de saisie »).

Entre 1946 et 1989, 153 votes de procédure ont été enregistrés et entre 1989 et 2018, il y en a eu 32. À la fin des années 80 et au début des années 90, le Conseil a tenu nombre de votes de procédure presque exclusivement pour constater la participation aux réunions. De 1989 à 1992 seulement, il y a eu 17 votes de procédure (qui ont tous été adoptés), 16 sur la participation de l'Observateur permanent de la Palestine aux travaux du Conseil.1

Entre 1993 et 2013, les votes de procédure ont été rares : il n'y en a eu que cinq, et aucun durant la période allant de 2007 à 2013. La plupart des décisions de procédure ont été prises par consensus. Depuis 2014, le Conseil a eu recours plus régulièrement aux votes de procédure, dont dix jusqu'en 2018 sur des questions, telles que la RPDC, le Myanmar, la Syrie et l'Ukraine. Cette hausse pourrait refléter soit des divisions accrues au sein du Conseil, soit la confiance en soi des membres désireux de presser le Conseil à traiter

Votes de procédure entre 2014 et 2018

Le premier point de l'ordre du jour provisoire de chaque réunion du Conseil est l'adoption de l'ordre du jour (Article 9, Règlement intérieur). Le Conseil a pour pratique d'adopter l'ordre du jour sans vote, à moins qu'une objection ne soit soulevée. Si les différences au sujet de l'ordre du jour ne peuvent être réglées entre les membres du Conseil, elles sont résolues par voie d'un vote de procédure. Sept des dix votes de procédure de 2014-2018 portaient sur un point de l'ordre du jour. Quatre de ces votes portaient sur la tenue d'une réunion sur la situation des droits de l'homme en RPDC. les autres portaient sur la discussion proposée sur la capture par la Russie de trois navires ukrainiens, un exposé sur les issues de la mission d'enquête du Conseil des droits de l'homme sur le Myanmar par son président, et un sur une réunion sur la situation des droits de l'homme en Syrie par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Les autres votes de procédure concernaient les orateurs proposés (Ukraine), la séquence du vote (Syrie) et le report d'une réunion (Svrie).

des questions spécifiques face à l'opposition, ou les deux. Les votes de procédure sont également utilisés comme voie pour sensibiliser et dresser un bilan des efforts du Conseil en vue d'échanger sur des questions particulières.

Questions de fond (non procédurales)

Le véto

Les décisions du Conseil sur les questions de fond nécessitent le vote affirmatif de neuf de ses membres et aucun vote négatif des membres permanents (Article 27 [3]). Cette disposition de la Charte des Nations Unies est à la base du véto, bien que la Charte elle-même n'utilise pas le terme « véto ». Un vote négatif qui contrecarre une décision qui a recu au moins neuf voix affirmatives est considéré comme un véto. L'abstention, la non-participation ou l'absence d'un membre permanent est considérée comme un vote concordant, comme l'exige l'Article 27(3).

Le véto est l'avantage institutionnel le plus significatif sur le plan politique des membres permanents et une question sensible dans la dynamique entre les membres. Si le véto peut parfois étouffer l'action du Conseil, les grandes puissances en ont fait une condition pour la création de l'ONU. C'est leur façon d'assurer qu'aucune décision

Bref historique des cinq vétos permanents

L'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) a émis le premier véto le 16 février 1946 sur un projet de résolution sur le retrait des troupes étrangères du Liban et de la Syrie.² Dans les premières années, l'URSS a émis la plupart des véto, souvent pour bloquer l'admission d'un nouvel État membre, démontrant une préoccupation concernant la composition de l'Assemblée générale avant la vague de décolonisation dans les années 1960. L'URSS/Russie avait émis près de la moitié de tous les vétos, au nombre de 141 à la fin du mois de mars 2019.

Les États-Unis d'Amérique ont émis leur premier véto, le 17 mars 1970,3 L'URSS avait alors émis 107 vétos. Depuis 1970, les États-Unis d'Amérique ont utilisé le véto plus que tout autre membre permanent, le plus souvent pour bloquer les décisions qu'ils considèrent comme préjudiciables aux intérêts d'Israël. À la fin du mois de mars 2019, les États-Unis d'Amérique avaient émis 85 vétos.

Le Royaume-Uni a utilisé le droit de véto 32 fois, la première fois le 30 octobre 19564 pendant la crise de Suez. La France a utilisé son véto pour la première fois le 26 juin 1946 sur la question espagnole,5 et a émis un total de 18 vétos. Aucun des deux pays n'a utilisé le droit de véto depuis 1989.

La Chine a utilisé le droit de véto 14 fois jusqu'en mars 2019, le premier véto étant émis, le 13 décembre 1955,6 par la République de Chine (ROC) et les 13 autres par la République populaire de Chine après avoir succédé à la ROC en tant que membre permanent, le 25 octobre 1971.

relative à la paix et à la sécurité internationales ne soit prise sans leur soutien collectif, ou du moins leur consentement.

Les membres permanents utilisent leur véto pour diverses raisons, y compris la défense de leurs intérêts nationaux et de ceux de proches alliés, ou pour défendre un principe de leur politique étrangère, comme leur interprétation du principe de souveraineté. Dans certains cas, « l'appât du véto » est utilisé de manière tactique : le (s) auteur (s) d'un projet de résolution déposera le document en sachant qu'il entraînera un véto. Cela peut montrer leur soutien, et l'opposition d'un autre membre, à une question. Il y a eu des cas où un ou plusieurs auteurs ont mal évalué la disposition d'un membre permanent à utiliser son véto, comme cela a pu être le cas lorsque la Chine et la Russie ont opposé leur véto à une résolution demandant des sanctions contre le Zimbabwe, en 2008.7

Depuis la fin de la guerre froide en 1991, des tendances claires sont apparues dans l'utilisation du véto. La France et le Royaume-Uni n'ont pas émis de véto dans l'après-guerre froide. Ils ont utilisé le véto pour la dernière fois le 23 décembre 1989 lorsque, avec les États-Unis d'Amérique, ils ont bloqué la condamnation de l'invasion américaine du Panama.8

Bien que la Chine a toujours utilisé le droit de véto avec parcimonie, elle s'est montrée plus disposée à le faire ces dernières années. Elle a émis 11 des 14 vétos entre 1997 et mars 2019.9 Alors que les P3 ont souvent opposé leur véto pendant la guerre froide, la Chine et la Russie ont récemment tendance à opposer leur véto aux projets en tandem. Entre 2007 et février 2019, la Chine et la Russie ont opposé leur véto aux projets sur des questions, telles que le Myanmar; 10 Zimbabwe; 11 Svrie;12 et Venezuela.13

La Chine a également émis son véto unique le 10 janvier 1997¹⁴ et le 25 février 199915 concernant le Guatemala et l'ex-République yougoslave de Macédoine, respectivement, en raison du fait que les deux pays ont accordé une reconnaissance diplomatique à Taïwan.

Il y a eu un accroissement marqué du recours au droit de véto depuis 2011, principalement sur les questions du Moyen-Orient. De 2011 à 2018, la Russie a exercé 12ème véto sur la Syrie, dont six conjointement avec la Chine.16 D'autres véto russes entre 2011 et février 2019 portaient sur deux projets de résolution liés au conflit en Ukraine; un sur le 20ème anniversaire du génocide à Srebrenica; un sur les sanctions contre le Yémen; et un conjointement avec la Chine sur le Venezuela. Entre 2011 et 2018, les États-Unis d'Amérique ont émis trois vétos, tous sur des questions israélo-palestiniennes.

Le véto dit « dissimulé » ou « illicite » n'est pas reflété dans les statistiques sur le véto. Il s'agit des cas dans lesquels les projets de résolution

ne sont pas officiellement déposés en raison de la menace (réelle ou implicite) de véto d'un ou de plusieurs membres permanents. Les registres d'un véto « dissimulé » n'existent que si un projet de résolution est distribué en tant que document du Conseil, ce qui ne se produit généralement que lorsqu'il y a une attente raisonnable d'adoption.

Propositions de réforme : restriction du véto

Depuis les années 90, plusieurs groupes ont formulé des initiatives de restriction du véto, afin de lutter contre le manque d'efficacité du Conseil de sécurité dans la lutte contre les atrocités.

En 2001, la Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des États, qui a inventé l'expression « la responsabilité de protéger », a fait valoir que les membres permanents du Conseil « conviennent de ne pas appliquer leur droit de véto, dans les questions où leurs intérêts vitaux d'État ne sont pas impliqués, afin d'empêcher l'adoption de résolutions autorisant une intervention militaire à des fins de protection humaine pour lesquelles il existe par ailleurs un soutien de la majorité. »

Dans la perspective du Sommet mondial de 2005, le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement a appelé les membres permanents, « à titre individuel, à s'engager à s'abstenir de recourir au droit de véto en cas de génocide et de violations à grande échelle des droits humains. »

Faisant suite à la recommandation du Groupe de haut niveau, le Groupe restreint des cinq (S5)—un groupe de cinq petits pays (Costa Rica, Jordanie, Liechtenstein, Singapour et Suisse) qui avait adopté une série de réformes visant à accroitre la performance du Conseil—a préconisé que les membres permanents devaient « s'abstenir [...] de recourir à un véto en vue de bloquer l'action du Conseil visant à prévenir ou à mettre fin à un génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. » Le S5 a été dissous en 2012, mais son ordre du jour, notamment sa position sur le véto, a été repris au début de 2013 par un groupe d'États qui avait émergé en tant que caucus informel pour plaider en faveur de l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité. Ce groupe, appelé Responsabilité, Cohérence et Transparence (ACT), a été lancé le 2 mai 2013.

Un Groupe interrégional de 27 petits et moyens États, l'ACT s'est engagé à travailler sur un code de conduite pour les États membres en ce qui concerne l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Le code vise à encourager une action opportune et décisive du Conseil pour prévenir ou mettre fin à la perpétration de ces crimes. Il exhorte les membres

permanents à accepter volontairement de s'abstenir de recourir à leur véto dans des situations impliquant des atrocités de masse, mais tout membre du Conseil est prié d'adhérer au code, comme dans tout autre État qui pourrait, à un moment donné, devenir membre du Conseil. Au 1er janvier 2019, 119 États membres¹⁷ et deux observateurs soutenaient le code de conduite, dont deux membres permanents du Conseil—la France et le Royaume-Uni—et huit membres élus siégeant en 2019 : Belgique, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou et Pologne.

La France, membre permanent, a également préconisé une limitation volontaire du véto de la part des membres permanents depuis le milieu des années 2000. En septembre 2014, en marge de la 69ème Session de l'Assemblée générale, la France, rejointe par le Mexique, a organisé un événement au niveau ministériel sur cette question où les coprésidents ont appelé les P5 à « s'engager volontairement et collectivement à ne pas recourir au véto en cas de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre à grande échelle. » Cependant, parmi les membres permanents, seul le Royaume-Uni a soutenu l'initiative française.

Abstentions obligatoires

L'Article 27 (3) de la Charte des Nations Unies consacre non seulement le droit de véto des membres permanents, mais impose également des limites à ce pouvoir par la règle de l'abstention obligatoire. Il dispose que « dans les décisions prises aux termes du Chapitre VI et du paragraphe 3 de l'Article 52, une partie à un différend s'abstient de voter. » L'Article 52 (3) met l'accent sur le règlement pacifique des différends d'ordre local.

Chaque membre du Conseil de sécurité—permanent et non permanent-est tenu de s'abstenir de voter sur une décision lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- la décision à voter n'est pas procédurale;
- la décision relève du chapitre VI ou de l'Article 52 (3);
- il y a un différend; et
- le membre du Conseil en question est partie au différend.

Les abstentions obligatoires ne s'appliquent pas aux décisions du chapitre VII, ce qui signifie que dans de telles décisions, un membre est autorisé à voter dans des situations où il est partie à un différend.

La pratique du Conseil de sécurité et de ses membres pour soulever et respecter la règle d'abstention de l'Article 27 (3) est incohérente depuis 1946 et pratiquement inexistante depuis le 17 avril 2000, la

dernière fois qu'un État membre a soulevé la question au sein du Conseil.¹⁸ La dernière abstention de vote en vertu de l'Article 27 (3), remonte au 23 juin 1960, et la référence la plus récente à l'esprit de la disposition a eu lieu lors d'un débat thématique du Conseil le 13 mai 2003.19 À l'exception du Royaume-Uni en 1947, les membres permanents ne se sont jamais montrés intéressés à soulever la question, et les membres non permanents ne l'ont fait que sporadiquement.

Les abstentions obligatoires sont rares. Seuls six membres du Conseil se sont abstenus de voter au Conseil ou ont émis une abstention reconnaissante explicitement ou implicitement l'Article 27 (3). La France et le Royaume-Uni se sont abstenus lors du vote sur la question syrienne et libanaise en 1946. Le Royaume-Uni s'est abstenu de voter dans les cas suivants : deux fois sur des projets de résolution sur la question du canal de Corfou en 1947²⁰ et 11 fois sur la question égyptienne, en 1947, sur trois projets de résolution et leurs amendements respectifs.²¹ L'Égypte s'est abstenue de voter une fois sur la question de Palestine en 1950, citant explicitement l'Article 27 (3) malgré « l'absence de précédents ». 22 L'Argentine s'est également explicitement référée à l'Article 27 (3) pour expliquer sa non-participation à l'adoption de la résolution 138 (1960) sur la question Eichmann.²³

La question indo-pakistanaise reste un cas unique dans lequel les deux parties concernées se sont abstenues de voter sur toutes les résolutions et décisions pertinentes à l'examen, alors qu'elles étaient au Conseil de sécurité en 1950-1951 (Inde) et 1952-1953 (Pakistan). L'Inde l'a fait six fois²⁴ alors que le Pakistan l'a fait une fois.²⁵ (Le Pakistan a participé à une décision prise sans vote sur cette question le 31 ianvier 1952.)

Le véto de la Russie en 2014 sur un projet de résolution en vertu du chapitre VI sur la situation en Ukraine sans discussion de l'Article 27 (3) au Conseil est un exemple des difficultés d'application de cette disposition.²⁶ Les membres permanents, en particulier, peuvent ne pas avoir l'envie de se battre pour cette disposition, alors qu'elle pourrait être utilisée pour restreindre leur capacité à opposer leur véto dans de futurs cas où ils seront parties à un différend.

Abstentions volontaires et non-participation

Les membres du Conseil peuvent choisir de s'abstenir lors du vote sur une décision de fond. Au moment de l'adoption de la Charte, la manière dont l'abstention volontaire des membres permanents serait interprétée n'était pas claire dans le contexte des décisions de fond qui, conformément à l'Article 27 (3), nécessitent les « votes concordants des membres permanents ». Cependant, la pratique du Conseil

a montré clairement que les abstentions volontaires des membres permanents sont interprétées comme des « votes concordants ». Les abstentions ne bloquent pas l'adoption d'une décision, s'il y a neuf votes affirmatifs et aucun vote négatif des membres permanents.

La Charte ne traite pas de la non-participation au vote des membres du Conseil, et la pratique du Conseil a traité la non-participation d'un membre permanent comme une abstention volontaire. La non-participation a été utilisée pour manifester son mécontentement face au vote, ou à la place d'une abstention obligatoire, tel qu'indiqué à l'Article 27 (3) ci-dessus.

Vote sur les projets de résolutions, d'amendements et de paragraphes

Le Règlement intérieur provisoire du Conseil prévoit l'ordre de vote sur les projets de résolution, d'amendements et de paragraphes, à savoir que « les propositions principales et les projets de résolution ont priorité dans l'ordre où ils sont présentés » (Article 32 du règlement).

Mettre une résolution en bleu

Dans les années 60, les auteurs des projets de résolution ont commencé à diffuser leurs projets en dehors des réunions du Conseil, plutôt que de les soumettre pendant les réunions. Ces projets de résolution étaient imprimés à l'encre bleue, ce qui avait donné lieu à l'idée de mettre un projet « en bleu », généralement juste avant un vote. Le projet de résolution en bleu avait une référence et était publié sous forme provisoire. Les projets de résolution « bleus » restaient indéfiniment en bleu à moins d'être annulés ou transformés en « noir » (lors du vote).

Les modifications apportées à une résolution en bleu – qui sont rares – sont incluses dans une version révisée du projet de résolution bleu. Lorsque des révisions sont apportées à un texte en bleu au cours d'une réunion formelle, le président du Conseil précise les modifications apportées et, en mettant le texte aux voix lors d'une réunion, les qualifie d'amendements oraux.

Les auteurs d'un projet de résolution peuvent à tout moment demander qu'un projet de résolution soit mis en « bleu ». Cela se produit souvent soit lorsqu'un texte a fait l'objet d'un accord informel entre tous les membres du Conseil, soit lorsqu'il est clair qu'aucun progrès supplémentaire ne peut être réalisé par voie de négociations. Une fois en bleu, le projet est considéré comme soumis. Rien dans le Règlement intérieur provisoire ne traite du laps de temps entre la mise en bleu d'un projet et le vote. Dans la pratique, il existe une règle minimale de 24 heures, bien qu'il y ait eu des cas où un projet en bleu avait été mis aux voix beaucoup plus rapidement. Le projet russe sur l'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'utilisation signalée d'armes chimiques à Douma, dans la Ghouta orientale, a été diffusé le matin du vote du 10 avril 2018.

Le moment de la soumission est réputé être celui où l'auteur demande de mettre une résolution en bleu.

Une résolution peut-elle être retirée une fois qu'elle a été mise en bleu?

Un projet de résolution peut être retiré par l'auteur après avoir été mis en bleu, tant qu'il n'a pas fait l'objet d'un vote (Article 35 du règlement).

Ouel est l'ordre de vote sur les amendements?

Il est rare que le Conseil vote sur plusieurs amendements, mais le Règlement intérieur provisoire fournit des indications sur la priorité du vote sur les amendements. L'Article 33 stipule que l'introduction d'un amendement a priorité sur toutes les propositions principales et projets de résolution. En d'autres termes, les amendements proposés seront mis aux voix en premier. Le 11 mars 2016, lorsque l'Égypte a proposé un amendement à un paragraphe d'un projet de résolution américain traitant des abus sexuels commis par les soldats de la paix, un premier vote a eu lieu sur le paragraphe égyptien. Il n'a pas obtenu le nombre minimum de voix, et le projet américain a ensuite été voté et adopté.

Conformément à l'Article 36 du Règlement intérieur provisoire, le président du Conseil déterminera dans quel ordre les amendements

Projet de résolution sur le Moyen-Orient et la protection des civils (2018)

Le 1er juin 2018, le Conseil devait voter un projet de résolution du Koweït sur la situation à Gaza et la protection des civils. À la veille du vote, les États-Unis d'Amérique ont proposé 31 amendements au projet de résolution koweïtien de 31 paragraphes. Les amendements auraient considérablement changé le projet en attirant l'attention sur le rôle du Hamas dans les récents troubles à Gaza et en supprimant les termes liés à l'implication d'Israël. S'il était considéré comme un nouveau projet de résolution, conformément à l'Article 32, il serait mis aux voix après le projet koweïtien, tel qu'il avait été soumis ultérieurement. S'il était considéré comme un amendement, conformément à l'Article 33, le texte américain serait d'abord mis aux voix. De façon assez inhabituelle, les États-Unis d'Amérique ont demandé que leurs amendements soient mis en bleu. Les membres du Conseil ont reçu le projet de texte avec une nouvelle référence ; néanmoins, les États-Unis d'Amérique souhaitaient que le texte soit voté comme un amendement au texte original, plutôt que comme des amendements séparés ou comme une nouvelle résolution. Rien dans le Règlement intérieur provisoire n'empêche ce format, mais il n'y avait eu qu'un seul cas précédent où plusieurs amendements avaient été votés en un seul amendement. Les États-Unis d'Amérique ont finalement été persuadés de soumettre leurs amendements sous la forme d'un nouveau projet de résolution qui a été voté après le projet koweïtien, conformément à l'Article 32. Il a obtenu un seul vote affirmatif: celui de son auteur, les États-Unis d'Amérique.

seront mis aux voix, s'il y en a deux amendements ou plus, étant entendu que l'amendement qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition originale, est d'abord mis aux voix, et ensuite l'amendement suivant qui s'en' éloigne le plus; mais, « lorsqu'un amendement à une proposition ou à un projet de résolution comporte une addition ou suppression du texte d'une proposition, il est mis aux voix en premier lieu. »

Tout représentant peut demander que des parties d'un projet de résolution (entendues comme des paragraphes) soient mises aux voix séparément (Article 32 du règlement). Cela est alors fait, à moins qu'il n'y ait une objection de la part de « l'auteur original » (c'està-dire le parrain). Dans ce processus, des paragraphes entiers peuvent être votés sur un projet en bleu, avant que la résolution amendée ne soit votée. Les membres peuvent utiliser ce processus pour expliquer leurs réserves sur certains aspects du projet de résolution.

Que se passe-t-il si un projet de résolution est appuyé?

Un projet de résolution n'a pas besoin d'être appuyé (Article 34 du règlement). Cependant, cela se produit parfois, et un représentant qui a appuyé un projet de résolution peut demander qu'il soit mis aux voix dans le même ordre de priorité que si « l'auteur initial ne l'avait pas retiré » (Article 35 du règlement). Cette règle de procédure a été utilisée, le 16 novembre 2017, lors d'un vote sur le renouvellement du mandat du mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU. Il y avait deux projets de résolution sur la table, l'un par la Russie et l'autre

par les États-Unis d'Amérique. Au début de la réunion, la Bolivie a appuyé le projet russe. Le projet de la Russie a été mis en bleu en premier et aurait dû par conséquent être mis aux voix en premier, mais la Russie a demandé que son projet soit mis aux voix après le projet américain. Cette proposition a finalement été soumise à un vote de procédure, mais lorsqu'elle a été rejetée, la Russie a retiré son projet. Le projet américain a été voté, mais n'a pas été adopté, car il n'a pas obtenu neuf voix affirmatives. La Bolivie a ensuite rappelé qu'elle avait appuyé le projet russe et, invoquant l'Article 35, a demandé que le projet russe soit mis aux voix. Un vote avait eu lieu, mais le projet de résolution, dont la Bolivie était désormais l'auteur, n'a pas non plus recueilli les neuf voix nécessaires.

Vote sur l'ordre des amendements: situation entre l'Irak et le Koweït (1991)

Lors d'une réunion sur la situation entre l'Irak et le Koweït le 2 mars 1991, le Conseil a été saisi d'un projet de résolution présenté par les États-Unis d'Amérique²⁷. Cuba a soumis 18 amendements au projet. Selon le représentant permanent de Cuba, ses amendements visaient à faire en sorte que le Conseil soit en mesure d'établir un cessez-le-feu et d'assumer la responsabilité de l'application du cessez-le-feu, ainsi que de parvenir à un sentiment d'équilibre et de modération dans le projet de résolution. Les États-Unis d'Amérique avaient trois amendements oraux qui avaient été présentés à la réunion. En utilisant l'Article 36 du Règlement intérieur provisoire, le président du Conseil (Autriche) a précisé l'ordre dans lequel les 18 amendements seraient mis aux voix, après quoi le Conseil a voté sur chaque amendement dans cet ordre.

2.2 Ordre du jour du Conseil de sécurité

Le terme « ordre du jour » désigne à la fois l'ordre du jour d'une réunion du Conseil, adopté au début de chaque séance formelle (Article 9), et plus largement toutes les questions dont le Conseil est saisi, qui sont dites « inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. »

Ordre du jour provisoire

Conformément à l'Article 7, l'ordre du jour provisoire d'une réunion formelle du Conseil est établi par le Secrétaire général—en pratique, il est établi par la DACS, la Division des Affaires du Conseil de sécurité de l'ONU-et approuvé par le président du Conseil. Le Règlement intérieur provisoire fournit également des orientations sur les points qui peuvent ou doivent être inscrits à un ordre du jour provisoire. En

Que signifie la saisie du Conseil?

La « liste de saisie » est la liste des points que le Conseil a officiellement inscrits à l'ordre du jour d'une réunion officielle et qui n'ont pas été définitivement finalisés. Conformément à l'Article 11 du Règlement intérieur provisoire, le Secrétaire général « communique chaque semaine aux représentants au Conseil de sécurité un exposé succinct indiquant les questions dont le Conseil de sécurité est saisi, ainsi que le point où en est l'examen de ces questions ». Le premier état récapitulatif a été publié le 23 avril 1946. Le Secrétariat publie cette liste tous les mois, avec des mises à jour hebdomadaires.

Les points sont maintenus sur la liste de saisie jusqu'à ce que le Conseil indique qu'il a finalisé son examen de la question.

Certains points figurent sur la liste depuis des décennies ; plusieurs ont longtemps été considérés comme obsolètes, rendant la liste inutilement encombrée. A travers les notes présidentielles de 2006 et 2008, le Conseil a établi un processus d'élagage de la liste de saisie²⁸. Par la voie de la Note 507 en 2006, une procédure a été introduite en vertu de laquelle le récapitulatif de janvier du Secrétaire général sur la liste de saisie identifierait les points à supprimer. Les États membres se sont vu attribuer une date limite (fin février) pour informer le président du Conseil s'ils souhaitaient que certains points soient conservés. Les points non discutés au cours des cinq années précédentes seraient supprimés s'il n'y avait pas de demande de maintien. La note présidentielle de 2008 a réduit cette période de cinq à trois ans. Si un membre demande le maintien, le point reste sur la liste pendant une année supplémentaire, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Dans la pratique, par conséquent, la première liste publiée en mars de chaque année reflète les points retenus en raison des demandes des États membres et présente également la nouvelle liste complète des points dont le Conseil est saisi.

À partir de 2006, la liste de saisie a été publiée avec la même référence, S/(année)/10) et les additifs hebdomadaires sont publiés sous la cote S /(année)/10/Add.xy.

vertu de l'Article 6, le Secrétaire général « porte immédiatement à la connaissance de tous les représentants au Conseil de sécurité toutes les communications émanant d'États, d'organes des Nations Unies ou du Secrétaire général » concernant une question à examiner par le Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de la Charte. Les points pouvant être inscrits à l'ordre du jour sont les « communications » énumérées à l'Article 6, les points qui ont été examinés mais qui n'ont pas été finalisés au cours d'une réunion antérieure (Article 10) et les questions que le Conseil avait précédemment décidé d'ajourner (Article 7).

2.3 Pouvoirs du Président du Conseil

Comment la présidence du Conseil est-elle déterminée ?

Conformément à l'Article 18 du Règlement intérieur provisoire, la présidence du Conseil de sécurité échoit, au cours du mois civil, à tour de rôle, aux membres du Conseil de sécurité dans l'ordre alphabétique anglais de leurs noms. Le président dirige la conduite des réunions du Conseil de sécurité et est autorisé à le représenter dans les relations avec les autres organes de l'ONU et avec les États membres.

Quels sont les pouvoirs du Président du Conseil?

Conformément au Règlement intérieur provisoire, le président :

- Convoque les réunions, s'il le juge nécessaire (Article 1)
- Approuve l'ordre du jour provisoire (Article 7)
- Préside les réunions (Article 19)
- Cède la présidence s'il estime qu'il ne doit pas présider en raison d'une question ayant un lien direct avec son pays (Article 20)
- Donne la parole aux représentants dans l'ordre où ils l'ont demandée (Article 27 du règlement)
- Accorde un tour de priorité à tout rapporteur désigné par le Conseil de sécurité (Article 29 du règlement)
- Se prononce immédiatement sur un point, si un représentant soulève une question d'ordre, et s'il y a contestation, il en réfère au Conseil (Article 30 du règlement)
- Si une proposition ou un projet de résolution font l'objet de deux ou plusieurs amendements, il déterminera dans quel ordre ils seront mis aux voix (Article 36 du règlement)
- Signe le compte rendu sténographique des réunions du Conseil (Article 53)

 Renvoie la demande d'admission à l'ONU à l'examen d'un comité (Article 59 du règlement)

Lors des réunions informelles (consultations et dialogues informels interactifs), le rôle du président est similaire. En outre, le président du Conseil présente toute déclaration à la presse ou les éléments de presse.

La présidence du Conseil dans la pratique

La présidence du Conseil planifie le programme de travail du mois. Le Secrétariat des Nations Unies fournit au programme de travail de base des informations sur les renouvellements de mandats et les cycles de rapports quelques mois avant la présidence et élabore le programme de travail préliminaire. Chaque mois, le Secrétariat met à jour les « rapports du Conseil de sécurité et cycles de mandat ».29

La présidence ajoute généralement au programme de travail des activités qu'elle considère comme particulièrement importantes. Avant le mois de la présidence, l'équipe de la présidence consultera d'autres membres sur le programme de travail. Les membres parviendront à un accord, généralement au niveau du coordinateur politique, environ deux semaines avant le début de la présidence. Le premier jour ouvrable de la présidence, le président du Conseil organise un petit-déjeuner informel pour discuter du projet de programme, auquel participent les représentants permanents de tous les membres du Conseil. Ce petit-déjeuner était une innovation apportée dans les méthodes de

Que se passe-t-il si les membres ne parviennent pas à s'entendre sur le programme de travail?

À la fin de 2018 et au début de 2019, les membres avaient été incapables à deux reprises de s'entendre sur le programme de travail au début du mois. En septembre 2018, sous la présidence américaine, un désaccord sur l'opportunité d'inclure le Nicaragua avait signifié que le programme n'avait pas été adopté le 4 septembre 2018 (premier jour ouvrable du mois). Au lieu de cela, un « calendrier non officiel des événements » avait été diffusé. La réunion sur le Nicaragua s'était tenue le 5 septembre, à la suite de laquelle le Conseil avait adopté le programme de travail provisoire pour septembre.

En février 2019, le programme de travail provisoire pour le mois n'avait pas été adopté en raison d'un désaccord sur l'inclusion d'une réunion sur le Kosovo. Le maintien ou la réduction des rapports trimestriels sur la mission des Nations Unies au Kosovo était depuis longtemps un sujet de désaccord entre les membres. Le président du Conseil avait annoncé un « plan d'action » pour le mois. À la suite d'un accord sur un cycle de rapport réduit à l'avenir, la réunion sur le Kosovo s'était poursuivie, après quoi le programme de travail provisoire pour le mois avait été adopté.

travail par la Nouvelle-Zélande qui a permis aux représentants permanents une discussion systématique, mais informelle, sur le programme, éliminant en grande partie les longues consultations bilatérales sur le programme de travail qui avaient lieu entre le président et les autres membres du Conseil. Le projet de programme de travail est généralement adopté après le petit-déjeuner. Le président organise ensuite des séances d'information séparées pour les États membres et la presse. Le programme de travail provisoire est posté sur le site Web du Conseil et révisé au cours du mois par le président du Conseil.

À la fin du mois précédant la présidence, le nouveau président du Conseil rencontre généralement les hauts fonctionnaires du Secrétariat, y compris le Secrétaire général. Afin d'organiser ces réunions, la mission de la future présidence contacte les bureaux compétents du Secrétariat plusieurs semaines à l'avance.

Chaque présidence organise un déjeuner avec le Secrétaire général et la plupart des présidences tiennent une session de récapitulation (formelle ou informelle). Une réception de fin de présidence est également une tradition. Chaque présidence devrait produire une évaluation du mois de sa présidence. La présidence de juillet a la tâche supplémentaire de coordonner la préparation du rapport annuel. En vertu de l'Article 24 (3) de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité doit soumettre un rapport annuel à l'Assemblée générale pour examen.

2.4 Réunions du Conseil de sécurité

La Charte comprend plusieurs articles relatifs aux réunions. Le Conseil « est organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence' » (Article 28); L'Article 28 (2) prévoit des « réunions périodiques » du Conseil auxquelles chacun de ses membres peut se faire représenter par un « membre de son gouvernement ou par quelque autre représentant spécialement désigné. » Ces réunions périodiques sont aujourd'hui connues sous le nom de réunions ministérielles ou au sommet, auxquelles participent au moins deux représentants du Conseil au niveau ministériel ou supérieur. Le Conseil a fait preuve de créativité en concevant des formats de réunion pour répondre à ses besoins, tels que les réunions organisées selon la formule Arria et les dialogues informels interactifs.

Le Règlement intérieur provisoire fournit des détails sur la convocation et la tenue des réunions. Selon ce règlement intérieur, les

réunions du Conseil, à l'exception des réunions périodiques, peuvent être convoquées par le président dans les circonstances suivantes :

- lorsque le président « le juge nécessaire » (Article 1);
- à la demande de tout membre du Conseil (Article 2);
- lorsqu'un un différend est soumis à l'attention du Conseil dans les conditions prévues à l'Article 35 ou l'Article 11(3) de la Charte (Article 3);
- sur recommandation ou saisine de l'Assemblée générale en vertu de l'Article 11 (2) (Article 3); et
- lorsque le Secrétaire général attire l'attention du Conseil sur une affaire dans les conditions prévues à l'Article 99 de la Charte (Article 3).

Dans la pratique, le président du Conseil consulte les autres membres du Conseil sur la tenue d'une réunion, ainsi que sur le calendrier. Il y a des moments où, bien qu'une réunion ait été demandée, conformément à la Charte et au Règlement intérieur provisoire, le président peut choisir de ne pas la convoquer, en cas de désaccord entre les membres du Conseil.

Ni la Charte ni le Règlement intérieur provisoire ne fournissent beaucoup d'orientations sur les formats des réunions. Conformément au Règlement intérieur provisoire, « A moins qu'il n'en décide autrement, le Conseil de sécurité siège en public » (Article 48). Les réunions du Conseil se tiennent normalement au siège de l'ONU, à New York (Article 5). Un membre du Conseil de sécurité, ou le Secrétaire général, peut proposer que le Conseil se réunisse en un autre lieu : le Conseil se prononce sur le choix de ce lieu et sur la période pendant laquelle se tient la réunion. L'Article 28 (3) prévoit également que le Conseil peut tenir des réunions à tous endroits autres que le siège de l'ONU. Depuis l'établissement de New York, comme siège de l'ONU, le Conseil s'est parfois réuni dans d'autres lieux : Addis Abéba (1972) ; Panama City (1973); Genève (1990); et Nairobi (2004).

Format des réunions

Les réunions du Conseil peuvent être formelles ou informelles. Les réunions formelles peuvent être publiques ou privées. Les réunions informelles sont des réunions à huis clos avec une participation restreinte et sans enregistrement et se déroulent dans une salle de conférence à l'ONU.

2.5 Réunions formelles

Réunions publiques

Débat public

Un débat public est un débat auquel les États non membres, les observateurs permanents et les membres du Secrétariat peuvent participer. Les États qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité peuvent demander l'autorisation, en vertu des Articles 37 ou 39 du Règlement intérieur provisoire, de participer sans droit de vote, et le Conseil décide d'accéder ou non à une telle demande. Les membres des médias et le public sont également autorisés à assister à ces réunions.

Les débats publics sont devenus plus fréquents au fil des ans, la plupart étant axés sur des thèmes plutôt que sur des situations à l'ordre du jour du Conseil.

Débat

Seuls les membres du Conseil participent à un débat. Cependant, les parties directement impliquées peuvent demander à participer en vertu de l'Article 37. Par exemple, dans les débats sur le Kosovo, le Kosovo et la Serbie participent généralement.

Toutes les réunions publiques du Conseil de sécurité ont un enregistrement (publié avec la référence S/PV suivi du numéro consécutif de la réunion ; depuis le début des années 2000, ils sont sur le site Web de l'ONU sous le nom de « UN Web TV »).

Exposé

Un exposé implique une présentation au Conseil de sécurité, souvent de rapports réguliers, par un membre du Secrétariat (généralement le Secrétaire général, les Secrétaires généraux adjoints, les Représentants spéciaux ou les Envoyés spéciaux) ou par des orateurs conviés, comme le chef de la formation propre à chaque pays de la Commission de consolidation de la paix. Les membres du Conseil font des déclarations après les exposés, et le gouvernement hôte ou le gouvernement qui fait l'objet de la discussion peut également prendre la parole.

Adoption

Une réunion publique officielle se tient dans la salle lorsque le Conseil vote sur un projet de résolution, procède à un vote de procédure ou adopte une déclaration présidentielle. La réunion est ouverte à tous pour observer, mais seuls les membres du Conseil votent ou font des déclarations.

Première réunion du Conseil de sécurité

La première réunion du Conseil de sécurité s'est tenue le 17 janvier 1946, à Church House, Westminster, Londres. Parmi les questions à l'ordre du jour figuraient le rapport de la Commission préparatoire, la sélection du président du Conseil de sécurité, l'adoption de l'ordre du jour, l'adoption du Règlement intérieur provisoire et la nomination du Secrétaire général. Pendant cing mois, du 25 mars au 15 août 1946, le Conseil de sécurité a opéré à partir du Hunter College dans le Bronx, à New York, puis a déménagé à Lake Success, Long Island. En 1952, il a déménagé au nouveau siège de l'ONU à Manhattan, à New York. Le Conseil a tenu sa 574ème réunion, dans sa salle officielle du bâtiment du Secrétariat des Nations Unies, à New York, le 4 avril 1952.

Réunions fermées

Conformément à l'Article 48 du Règlement intérieur provisoire, le Conseil de sécurité siège en public. Toutefois, l'Article 48 mentionne au moins un cas où le Conseil siège en séance privée : sur la recommandation du Conseil concernant la nomination du Secrétaire général. Jusqu'aux années 90, ce format était le plus souvent utilisé pour discuter de la nomination du Secrétaire général et du rapport annuel du Conseil à l'Assemblée générale.

Tout membre des Nations Unies, les membres du Secrétariat et d'autres personnes peuvent, à leur demande, être conviés à être présents ou à participer à la discussion, conformément à l'Article 37 ou 39 du Règlement intérieur provisoire. Les membres du Conseil peuvent faire des déclarations. Un communiqué est publié à l'issue de la réunion (Article 55 du règlement). Un seul exemplaire du procès-verbal de la réunion est conservé par le Secrétaire général et ne peut être consulté que par les personnes qui ont participé à la réunion et par les personnes autorisées (Articles 51 et 56).

Aujourd'hui, le format de réunion privée est le plus couramment utilisé dans les réunions avec les pays fournisseurs de contingents, avant le renouvellement des mandats, et pour l'élection des juges et les réunions

de la CIJ. Il est également toujours utilisé pour les discussions et les décisions liées à la sélection du Secrétaire général.

Ce format a également été utilisé pour certaines sessions de récapitulation à la fin d'une présidence, organisées pour évaluer le travail du Conseil, évaluer la mise en œuvre de ses décisions et souligner les décisions importantes prises ce mois-là.

2.6 Réunions informelles

Consultations plénières

Les consultations sont des réunions « informelles » entre les membres du Conseil de sécurité. Les membres du Secrétariat peuvent être conviés à faire des exposés mais les États membres ne faisant pas partie du Conseil ne peuvent pas participer. Ces réunions sont tenues à

huis clos dans une salle attenante à la salle du Conseil. Il n'y a pas de compte rendu officiel des consultations. L'ordre du jour, qui est adopté au début de chaque réunion, comprend les « autres questions » au titre desquelles les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil et les questions intéressant un ou plusieurs membres peuvent être examinées.

Toutes les réunions officielles du Conseil, ainsi que les consultations sont reflétées dans le programme de travail mensuel et sont incluses dans le Journal des Nations Unies.

Dialogue interactif informel

Un dialogue interactif informel est une réunion privée informelle des membres du Conseil de sécurité convoquée pour tenir une discussion avec un ou plusieurs États non membres du Conseil, des organisations régionales ou d'autres orateurs conviés, afin de permettre un échange de vues sur des situations qui les intéressent directement. Les dialogues interactifs informels sont présidés par le président du Conseil et se tiennent dans une salle de réunion autre que la salle du Conseil ou la salle de consultations. Ces réunions ont tendance à être spécifiques à une situation; les participants sont généralement des fonctionnaires de haut niveau et, même si la réunion est informelle, tous les membres du Conseil y participent. L'accès est limité aux membres du Conseil et au Secrétariat.

Le format de dialogue interactif informel avait été utilisé pour la première fois en février 2009, lorsqu'une délégation de l'UA et de la Ligue des États arabes a voulu rencontrer le Conseil pour discuter du mandat d'arrêt émit par la Cour pénale internationale contre le président Al-Bashir du Soudan. Certains membres s'étaient opposés à une réunion officielle en raison de préoccupations de procédure concernant la manière avec laquelle le Conseil doit interagir avec les organisations internationales. En guise de compromis, les membres du Conseil ont rencontré les deux organisations dans une salle de conférence. Ce format a été utilisé pour discuter du Sri Lanka, une question qui n'était pas à l'ordre du jour du Conseil, au premier semestre de 2009. Il a également été utilisé lorsque le Conseil avait voulu informer ou conseiller un nouveau Représentant spécial du Secrétaire général.

Réunions organisées selon la formule Arria

Les réunions organisées selon la formule Arria sont convoquées à l'initiative d'un ou de plusieurs membres du Conseil de sécurité et permettent au Conseil de rencontrer divers acteurs, y compris des délégations de haut niveau d'États membres ne faisant pas partie du Conseil, des représentants d'acteurs non étatiques, des chefs d'organisations

Quelle est l'origine des réunions organisées selon la formule Arria?

Au cours de la présidence du Conseil par le Vénézuéla, en mars 1992, son Ambassadeur Diego Arria avait été contacté par le père Jozo Zovko, un prêtre franciscain croate de Bosnie qui souhaitait transmettre un témoignage oculaire de la violence en Bosnie-Herzégovine aux membres du Conseil. Etant donné que Zovko n'était ni membre du Secrétariat ni État membre, les formats de réunion existants ne lui auraient pas permis de faire un exposé privé au Conseil. Arria avait décidé de convier les membres du Conseil à rencontrer le Père Zovko, dans le salon des délégués de l'ONU, autour d'un café. Ce format de réunion informel innovant est devenu connu sous le nom de la « formule Arria ». Avec l'assentiment des membres du Conseil, les réunions ultérieures selon la formule Arria ont été transférées du salon des délégués à une salle de conférence des Nations Unies ou à une salle d'un organe autre que le Conseil de sécurité et ont été appuyées par une interprétation simultanée.

internationales, de hauts fonctionnaires de l'ONU, des représentants d'organisations non gouvernementales ou de la société civile. La tenue de ces réunions ne nécessite pas l'accord de l'ensemble du Conseil et certains membres peuvent décider de ne pas y participer. Ces réunions offrent un espace de dialogue avec des acteurs qui, autrement, auraient du mal à informer le Conseil, soit en raison du sujet ou de l'orateur. Des réunions organisées selon la formule Arria ont parfois été organisées à brève échéance : en mars 2018, par exemple, une réunion selon la formule Arria avait été rapidement organisée, après qu'un vote de procédure avait fait échouer un exposé du Conseil sur la situation des droits de l'homme en Syrie par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

En termes de processus, l'organisateur de la réunion envoie une invitation écrite aux 14 autres membres du Conseil les informant du lieu, de la date et de l'heure de la réunion, ainsi que des personnes qui présentent des exposés. Une note conceptuelle est généralement diffusée avant la réunion. Les réunions organisées selon la formule Arria peuvent être publiques, ce qui signifie que d'autres États membres et la société civile peuvent y assister, ou être à huis clos, où seuls les membres du Conseil peuvent participer. Depuis août 2016, la plupart des réunions publiques organisées selon la formule Arria sont disponibles en ligne sur « UN Web TV ». Les réunions n'ont pas de procès-verbaux écrits, mais certaines notes conceptuelles et/ou résumés ont été diffusés en tant que documents du Conseil à la demande de l'organisateur.

2.7 Décisions et issues

En vertu de l'Article 25 de la Charte, les États membres « conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité, conformément à la présente Charte. »

Les décisions du Conseil de sécurité sont publiées dans des documents officiels, tels que les résolutions, les déclarations présidentielles, les notes ou les lettres du président du Conseil, ou publiées sous forme de communiqués de presse informels du président. La Charte n'oblige aucun organe des Nations Unies à utiliser une forme particulière pour communiquer ses décisions ou points de vue, et ne discute pas non plus de l'effet juridique de ces prises de position. Les résolutions et les déclarations présidentielles sont considérées comme des décisions formelles du Conseil. Les notes et lettres du président du Conseil de sécurité sont des documents officiels du Conseil, mais ne sont pas des décisions.

Résolutions

Les résolutions sont des décisions formelles du Conseil et, lorsqu'elles sont publiées, elles sont numérotées dans un ordre continu suivant la formule S/RES/(numéro). Tout membre de l'ONU peut soumettre des propositions et des projets de résolution, mais ceux-ci ne peuvent être mis aux voix que si un représentant au Conseil en fait la demande (Article 38 du Règlement intérieur). Dans la pratique, le chef de file ou le « rédacteur » sur une question donnée inscrite à l'ordre du jour du Conseil soumettra un premier projet. Des résolutions peuvent également être rédigées par un « Groupe d'amis » (des exemples comprenaient des résolutions sur les missions des Nations Unies en Haïti, au Sahara occidental, en Géorgie et au Timor-Leste). Parfois, le Secrétariat a élaboré le premier projet, comme il l'a fait pour les résolutions sur le renouvellement du mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement. Les projets de résolution passent par un processus de négociation avant d'être soumis à une « procédure d'accord tacite »—qui dure normalement 24 heures—pour permettre les observations finales des membres du Conseil avant d'être mis « en bleu ». Les résolutions sont utilisées, entre autres situations, pour autoriser et renouveler les mandats des missions de l'ONU, établir et renouveler les régimes de sanctions et les mandats des groupes d'experts sur les sanctions, faire des recommandations aux parties impliquées dans un conflit et autoriser l'emploi de la force.

Déclarations présidentielles

Les déclarations présidentielles (PRST) sont des documents de consensus, adoptés lors des réunions formelles du Conseil. Au cours de ces réunions, le président du Conseil lira la déclaration ou indiquera qu'elle a été convenue par les membres du Conseil et qu'elle sera publiée. Les membres du Conseil peuvent faire des déclarations après l'adoption d'une déclaration présidentielle. Les PRST sont considérés comme des décisions du Conseil et, depuis 1994, ils portent la cote « S/PRST/(année)/(numéro) ». Parfois, un ou plusieurs membres se sont dissociés d'une déclaration présidentielle après sa lecture. Cela n'invalide pas la déclaration.30

Notes du Président

Les notes du président sont utilisées de manière flexible pour nombre d'objectifs, y compris pour transmettre un rapport d'un autre organe ou une lettre d'un État membre aux membres de l'ONU. Depuis 1993, presque toutes les ententes et tous les accords entre les membres du Conseil en ce qui concerne les méthodes de travail ont été exprimés dans ce format.

Lettres du Président du Conseil

Le président du Conseil peut envoyer une lettre « sous l'autorité du Conseil de sécurité », conformément à l'Article 19 du règlement intérieur provisoire, pour représenter le Conseil « en sa qualité d'organe des Nations Unies ».31 Les lettres envoyées par le président du Conseil sont des documents de consensus.³² Une décision du Conseil peut être publiée sous forme d'une lettre du président du Conseil.³³ Lorsque les membres du Conseil décident d'entreprendre une mission de visite, par exemple, le président envoie une lettre au Secrétaire général avec le mandat, l'itinéraire et les participants.³⁴ Cela permet au Secrétaire général d'allouer des fonds pour la mission à partir du budget de l'ONU et de prendre des dispositions en matière de voyage et de sécurité.35

TABLEAU 3 LES ISSUES DU CONSEIL

Issue	Document	Déscription
Résolution	S/RES/(numéro)	Un vote affirmatif de neuf membres, y compris les votes simultanés des P5 lors d'une réunion publique. Adoption lors d'une réunion publique. 36
Déclaration du Président	S/PRST/(annéé)/ (numéro)	Consensus lors de consultations informelles ou selon la procédure de « non-objection ». Le président du Conseil de sécurité lit la déclaration lors d'une réunion publique.
Note du Président	S/(année)/(numéro)	Consensus lors de consultations informelles ou selon la procédure de « non-objection ».
Communiqué de presse	SC/(numéro)	Consensus lors de consultations informelles ou selon la procédure de « non-objection ».
Élements à la presse	Aucun document	Accord des membres du Conseil obtenu avant que le président ne s'adresse à la presse.

Aujourd'hui, la majorité des décisions dans les lettres concernent la nomination de nouveaux Représentants et Envoyés du Secrétaire général et des commandants des forces de maintien de la paix.³⁷

Communiqué de presse

Les communiqués de presse ne sont pas considérés comme des décisions du Conseil. Ils sont élaborés au nom du Conseil par le président et sont publiés sous forme de communiqués de presse de l'ONU par le Département de l'information avec la référence « SC » et un numéro consécutif. (Le Département publie également des communiqués de presse sur d'autres activités du Conseil, également avec le symbole SC.) Un communiqué de presse nécessite l'accord de tous les membres du Conseil et constitue un texte négocié. Il est souvent utilisé lorsqu'une réponse rapide est nécessaire—en réponse à une attaque terroriste, par exemple³⁸—mais certains communiqués de presse sur des questions politiquement sensibles peuvent prendre des semaines à être négociées. Ils sont utilisés pour envoyer des messages politiques, souvent à la suite d'un exposé sur une question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Des communiqués de presse peuvent également être publiés sur des questions ne figurant pas à l'ordre du jour du Conseil, indiquant que le Conseil observe une situation.³⁹ Si les communiqués de presse sont généralement lus à la presse par le président dans la zone « de presse », ils peuvent également être diffusés électroniquement sans être lus.

Déclarations à la presse

Les « Déclarations à la presse », également appelées « éléments à la presse », sont lues par le président du Conseil à la presse, mais ne sont pas publiées par écrit. Il ne s'agit pas d'un texte entièrement approuvé, mais plutôt d'éléments qui ont été approuvés par les membres.

2.8 Activités du Conseil de sécurité

Missions sur le terrain

Les missions sur le terrain du Conseil ont été déployées en vertu des larges pouvoirs accordés par l'Article 29 de la Charte des Nations Unies, selon lesquels le Conseil « peut créer les organes subsidiaires qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions ». Elles ont été utilisées pour diverses raisons, y compris l'évaluation de la mise en œuvre

des décisions du Conseil, la prévention d'une escalade de la violence, l'appui aux accords politiques et aux processus de paix, la révision du mandat d'une opération de maintien de la paix et une meilleure compréhension de la situation sur le terrain.

Dans le passé, les missions sur le terrain étaient parfois constituées de petits groupes de membres du Conseil, mais aujourd'hui, les 15 membres ont tendance à y participer. Le Règlement intérieur provisoire du Conseil ne donne pas d'orientations sur les missions de visite. Dans la pratique, l'accord pour mener une mission de visite est conclu lors de consultations informelles, avec le consentement requis des 15 membres. La décision d'entreprendre une mission et son mandat sont consignés et transmis par lettres au Secrétaire général.

Retraite du Conseil de sécurité avec le Secrétaire général

Le Secrétaire général organise une retraite annuelle avec le Conseil de sécurité, généralement en dehors de New York. Fait inhabituel, en 2018, elle s'était tenue à Backåkra, domaine privé de Dag Hammarskjöld, deuxième Secrétaire général de l'ONU, à l'initiative de la Suède (pays d'origine de Hammarskjöld) et du Pérou (le président du Conseil ce mois-là). Ces retraites avaient débuté en 1998 à l'initiative du Secrétaire général Kofi Annan. Elles avaient tendance à mettre l'accent sur des questions thématiques transversales, telles que le maintien de la paix, la consolidation de la paix, la prévention des conflits, les droits de l'homme, le terrorisme et les organisations régionales.

La retraite permet aux membres principaux du Secrétariat et du Conseil d'échanger dans un cadre informel et d'avoir des discussions stratégiques sur les principales questions de paix et de sécurité. Un document d'information est produit avant la retraite, mais ces réunions n'ont pas d'issues officielles.

Notes de fin de page Partie II

- 1. https://www.un.org/en/sc /repertoire/89-92/89-92_4.pdf
- 2. S/PV.22 (16 février 1946)
- 3. S/9696 et Corr. 1 et 2 (17 mars 1970)
- 4. S/3710 (30 octobre 1956)
- S/PV.49 (26 juin 1946) 5
- S/3502 (10 décembre 1955) 6.
- S/2008/447 (11 juillet 2008) 7.
- S/21048 (23 décembre 1989) 8.
- Depuis mars 2019, la Chine a émis 9. quatre vétos
- 10. S/2007/14 (12 janvier 2007)
- 11. S/2008/447 (11 juillet 2008)
- 12. S/2011/612 (4 octobre 2011), S/2012/77 (4 février 2012), S/2012/538 (19 juillet 2012), S/2014/348 (22 mai 2014), S/2016/1026 (5 décembre 2016), et S/2017/172 (28 février 2017)
- 13. S/2019/186 (28 février 2019)
- 14. S/1997/18 (10 ianvier 1997)
- 15. S/1999/201 (24 février 1999)
- 16. Entre janvier 2019 et juin 2021, la Russie et la Chine ont conjointement opposé leur véto à quatre autres projets de résolution sur la Syrie
- 17. A juillet 2021, il v a 122 États membres et deux États observateurs soutenant le Code de conduite
- 18. S/PV.4128 (17 avril 2000)
- 19. S/PV.4753 (13 mai 2003)
- 20. S/PV.122 (25 mars 1947) et S/PV.127 (9 avril 1947)
- 21. S/PV.198 (28 août 1947), S/PV.200 (29 août 1947) et S/PV.201
- 22. S/PV.524 (17 novembre 1950)
- 23. S/PV.868 (23 juin 1960)
- 24. S/PV.470 (14 mars 1950), S/PV.471 (12 avril 1950), S/PV.539 (30 mars 1951), S/PV.543 (30 avril 1951), S/PV.548 (29 mai 1951) et S/PV.566 (10 novembre 1951)

- 25. S/PV.611 (23 décembre 1952)
- 26. S/PV.7138 (15 mars 2014)
- 27. S/PV.2978 (3 mars 1991)
- 28. S/2006/507 (19 juillet 2006) et S/2008/847 (31 décembre 2018)
- 29. Les cycles des rapports et des mandats du Conseil de sécurité sont accessibles en ligne via le Service du Secrétariat du Conseil de sécurité.
- 30. Sievers, Loraine et Daws, Sam, The Procedure of the UN Security Council. 4e edition, (Oxford: Oxford University Press, 2014), p.398, lignes 38-41.
- 31. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.426, lignes 29-31.
- 32. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.426, ligne 32.
- 33. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.426, lignes 33-34.
- 34. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.426, lignes 34-36.
- 35. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.426, lignes 37-39.
- 36. La seule exception est la résolution avec la recommandation du Conseil pour le prochain Secrétaire général, qui est votée en séance privée.
- 37. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.427, lignes 23-25.
- 38. Sievers et Daws, The Procedure of the UN Security Council, p.433, lignes 29-31.
- 39. Sievers et Daws. The Procedure of the UN Security Council, p.433, lignes 24-26.

Partie III Les organes subsidiaires du Conseil de sécurité

3.1 Aperçu général

L'Article 29 autorise le Conseil de sécurité à créer « les organes subsidiaires qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions », y compris les comités des sanctions, les groupes de travail et les comités chargés de promouvoir les normes internationales dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et de la prévention de la prolifération des armes de destruction massive. Ces organes subsidiaires sont sous l'autorité directe du Conseil et sont composés des 15 membres du Conseil. Une seule exception s'applique à un seul organe subsidiaire, créé par la Charte des Nations Unies, qui est le Comité d'état-major, qui ne comprend que les membres permanents. Les comités permanents, tels que le comité d'experts sur le règlement intérieur, le comité d'admission des nouveaux membres et le comité des réunions du Conseil hors du siège, sont présidés par le président du Conseil, qui assure son mandat par rotation mensuelle, mais ils se réunissent rarement. Tous les autres comités et groupes de travail sont présidés ou co-présidés par des membres désignés du Conseil.

Comment sont choisis les présidents des organes subsidiaires ?

Depuis quelques années, tous les organes subsidiaires du Conseil sont présidés exclusivement par des membres élus, les présidents de ces organes sont désignés par les membres permanents suite à de rares consultations avec les membres élus. La nomination des présidents des organes subsidiaires était souvent annoncée en fin d'année, ou au mois

de janvier suivant. Le mécontentement croissant des membres élus face au manque de transparence a conduit à une note présidentielle en 2016, qui a apporté des améliorations significatives à ce processus. La note présidentielle a :

- recommandé une date butoir le 1er octobre pour conclure l'accord sur les présidents des organes subsidiaires ;
- · demandé qu'un processus de consultation informel sur les nominations soit « entrepris de manière équilibrée, transparente, efficace et inclusive »; et
- indiqué que le processus doit être facilité conjointement par deux membres du Conseil travaillant, en « pleine coopération

En 2017, certaines de ces recommandations ont été mises en œuvre et les directives ont été intégrées dans la Note 507 suivante (S/2017/507). Dans la pratique, les deux membres qui facilitent le processus sont le président du Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure (GTI) et le coordinateur actuel des P5 (ce poste fait l'objet d'une rotation tous les trois mois). Après avoir consulté les membres élus, le président du GTI et le coordinateur des P5 œuvrent pour parvenir à un accord sur les présidents des organes subsidiaires vacants. Une note présidentielle énumérant les présidents et vice-présidents des organes subsidiaires est publiée chaque année en janvier sous la référence « S/(année)/2 ».

Nonobstant la désignation de certains pays comme présidents, les présidents sont élus à titre personnel. Traditionnellement, ce sont des représentants permanents ; en pratique, depuis 2009, il peut être fait appel à un autre membre de la délégation si le représentant permanent est indisponible pour une réunion donnée. L'Allemagne a innové en 2019 en désignant formellement son représentant permanent adjoint comme président du Comité des sanctions contre la Libye de 1970. En cas de changement de la personne qui préside le comité, une nouvelle note présidentielle est diffusée avec le nom du nouveau président. La fonction de vice-président du comité est, en général, quasi inopérante.

Deux aspects de la pratique continuent de faire l'objet de discussion : le partage de la charge entre tous les membres du Conseil, et l'absence de lien établi entre les rédacteurs des résolutions sur les situations d'un pays et les présidents des comités des sanctions pour les mêmes pays.

ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Comités permanents

Comité des Experts Inactif depuis 1987

Comité sur l'admission des Nouveaux États membres Inactif depuis 2011

Comité sur les réunions hors du siège de l'ONU Inactif depuis 1973

Groupes d'experts (organes subsidiaires non officiels)

Groupe d'experts informel sur la protection des civils dans les conflits armés

Groupe d'experts informel sur les femmes, la paix et la sécurité

Organes subsidiaires (largement définis)

Opérations de maintien de la paix

Missions/Bureaux politiques spéciaux

Comités spéciaux

Comité d'indemnisations des Nations Unies [CINU] 692

Comité contre le terrorisme [CCT] 1373

Comité sur les armes de destruction massive 1540

Groupe d'Experts ↑

Organes subsidiaires consultatifs

Commission de consolidation de la paix [CCP]

Tribunaux internationaux spéciaux

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduel les des tribunaux pénaux

Résolution 2231 sur la « Question du programme nucléaire de l'Iran »

Organe subsidiaire mandaté par la Charte

Comité d'état major [CEM]

Groupes de travail

Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix

Groupe de travail sur la Résolution 1566

Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés

Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique

Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure

Groupe de travail informel sur les Tribunaux internationaux

Comité des sanctions				
Groupe d'Experts $ ightarrow$ Comité des sanction	s contre la Somalie 751			
Comité des sanctions contre l'EIIL [Da'esh] et Al-Qaida 1267/1989/2253 ISIL	Comité des sanctions contre l'Afghanistan 1988			
Comité des sanctions contre l'Irak 1518	Comité des sanctions contre la République Démocratique du Congo 1533			
	Groupe d'Experts ↑			
Comité des sanctions contre le Soudan 1591 Groupe d'Experts	Comité des sanctions contre le Liban 1636			
Comité des sanctions contre la République démocratique et populaire de Corée 1718	Comité des sanctions contre la Libye 1970			
Groupe d'Experts ↑	Groupe d'Experts ↑			
Comité des sanctions contre la Guinée Bissau 2048	Comité des sanctions contre la République centrafricaine 2127			
Comité des sanctions contre le Yemen 2140	Comité des sanctions contre le Soudan du			
	Sud 2206			
Groupe d'Experts ↑	Groupe d'Experts ↑			
Comité des sanctions contre le Mali 2374				
Groupe d'Experts ↑				

3.2 Les Comités des sanctions du Conseil de sécurité

Les Comités des sanctions

La base juridique des sanctions de l'ONU découle du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en particulier de l'Article 41, qui couvre les mesures d'exécution n'impliquant pas l'emploi de la force armée. L'Article 41 donne des exemples du type de mesures qui peuvent être mises en œuvre, mais il ne précise pas les situations dans lesquelles les sanctions peuvent être appliquées.

Le Conseil met en place un régime de sanctions en adoptant une résolution au titre du chapitre VII qui détermine généralement le type de sanctions et la catégorie de personnes ou d'entités visées, et dans la plupart des cas, mais pas toujours, crée un comité des sanctions du Conseil de sécurité, composé des 15 membres du Conseil. Les Comités des sanctions sont souvent identifiés par la résolution qui établit le régime de sanctions, par exemple le Comité des sanctions contre la RPDC 1718 ou le Comité des sanctions contre le Yémen 2140.

Bref historique des sanctions de l'ONU

Le Conseil a imposé pour la première fois des sanctions volontaires (c'est-à-dire non obligatoires) aux régimes d'apartheid de l'Afrique du Sud, en 1963, et de la Rhodésie du Sud, en 1965. Ces sanctions sont devenues des régimes de sanctions obligatoires contre la Rhodésie du Sud par la résolution 253, en 1968, et l'Afrique du Sud à travers la résolution 418 en 1977. Ces deux résolutions ont également créé des Comités de sanctions. Les années 1990 ont vu une prolifération des régimes de sanctions, à commencer par les sanctions globales imposées à l'Irak, après son invasion du Koweït en 1990 (1990–2003), suivies des sanctions imposées à l'ex-Yougoslavie (1991-1996) et à Haïti (1993-1994). Au cours de cette période, les sanctions ciblées plutôt que globales dans le contexte d'un conflit interétatique sont courantes.

Les sanctions peuvent être utilisées pour contraindre, forcer ou donner un signal à leurs cibles. Elles sont utilisées par le Conseil pour parvenir au règlement d'un conflit, garantir la non-prolifération, à la lutte contre le terrorisme, favoriser la démocratisation et la protection des civils (y compris les droits de l'homme). Depuis 2004, tous les nouveaux régimes de sanctions sont ciblés et comprennent généralement des interdictions de voyage, des gels d'avoirs, des embargos sur les armes, des interdictions sur les produits de base (diamants, bois, pétrole, charbon de bois), des articles, des matériels, des équipements, des biens et des technologies liés aux programmes de missiles nucléaires et balistiques et autres armes de destruction massive, et des produits de luxe.

Début 2019, il y a 14 comités de sanctions, le plus ancien étant le régime de sanctions contre la Somalie, établi en 1992, et le plus récent celui contre le Mali, établi en 2017.

Le Conseil de sécurité a créé 30 comités de sanctions concernant : la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud, l'ex-Yougoslavie (2), Haïti, l'Angola, le Liberia (3), l'Érythrée/l'Éthiopie, le Rwanda, la Sierra Léone, la Côte d'Ivoire, la Somalie/l'Érythrée, l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida, l'Irak (2), la RDC, le Soudan, le Liban, la RPDC, l'Iran, la Libye (2), les Talibans, la Guinée-Bissau, la RCA, le Yémen, le Soudan du Sud et le Mali.

La majorité des comités de sanctions sont soutenus par des groupes de surveillance ou des groupes d'experts. Onze des comités sont soutenus par dix groupes, équipes et panels de surveillance. Sept sont basés dans les pays concernés, deux à New York et un à Nairobi. Le Comité des sanctions 1267/1989/2253 contre l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida et le Comité des sanctions 1988 (Taliban) sont tous deux soutenus par l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

Comités des sanctions et groupes d'experts

Les Comités des sanctions supervisent le respect et la mise en œuvre des sanctions, principalement à travers l'examen des rapports sur la mise en œuvre des sanctions élaborés par les États membres et les groupes d'experts. Ils désignent les personnes et les entités qui répondent aux critères d'inscription. Les comités des sanctions examinent également les demandes de dérogation aux listes de sanctions et leurs donnent suite. Ils préparent aussi les examens des sanctions pour le Conseil et produisent des rapports annuels.

Chaque Comité des sanctions fonctionne selon des lignes directrices qui sont élaborées au moment de la création du comité. Ces lignes directrices sont périodiquement modifiées pour traduire les changements intervenus dans le régime. Les Comités des sanctions prennent leurs décisions par consensus, soit lors de réunions officielles, soit à travers une procédure écrite de non-objection. En de rares occasions, lorsqu'un comité n'est pas en mesure de parvenir à un consensus, une décision peut être soumise au vote du Conseil.

Les groupes d'experts s'acquittent de nombre de tâches pour le comité, y compris en fournissant un contexte général concernant la situation dans laquelle les sanctions sont mises en œuvre, en faisant rapport sur l'efficacité des mesures de sanctions, la nature des violations et l'identité de ceux qui ne s'y sont pas conformés, en aidant les États à se conformer aux mesures de sanctions et en formulant des recommandations pour améliorer l'efficacité du régime de sanctions. La sélection des membres du groupe est effectuée par le Comité des sanctions. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et à la consolidation de la paix soumet une proposition au président du Comité, en puisant des noms dans une liste d'experts tenue par le Secrétariat. Le consensus du Comité est nécessaire pour qu'un expert proposé soit nommé, par la suite le Secrétaire général nomme le candidat.

Critères d'inscription sur la liste, de retrait de la liste et de désignation

Comment les personnes et les entités sont-elles désignées pour être inscrites sur la liste ou retirées de la liste ?

L'inscription sur la liste des sanctions se fait par le biais d'une résolution autorisant ou modifiant le régime de sanctions ou, plus couramment, à travers un Comité des sanctions, qui crée la liste en utilisant les critères d'inscription appropriés. Les demandes de retrait de la liste peuvent être adressées au Comité des sanctions par les États membres, au Comité à travers l'État de nationalité ou de résidence du demandeur, ou au point focal pour le retrait de la liste, par la personne ou l'entité.

Quels sont les critères d'inscription ?

Les critères d'inscription permettant d'inscrire des personnes et des entités sur la liste des mesures ciblées sont établis par des résolutions du Conseil de sécurité.

Les principaux critères d'inscription des 14 comités de sanctions actifs, en 2019, sont:

- les menaces à la paix et à la sécurité ou à la stabilité (Afghanistan, RCA, RDC, Guinée-Bissau, Libye, Mali, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Yémen);
- les violations des embargos sur les armes (Afghanistan, RCA, Libye, Somalie, Soudan du Sud, Soudan);
- · les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international (RCA, RDC, Libye, Mali, Soudan du Sud, Soudan, Yémen);
- faire obstruction à l'aide humanitaire (RCA, RDC, Mali, Somalie, Soudan du Sud, Yémen);
- recruter ou utiliser des enfants dans les conflits armés (RCA, RDC, Mali, Somalie, Soudan du Sud);
- · commettre des viols et des violences sexuelles et sexistes (RCA, Libye, Somalie, Soudan du Sud);

- détourner des biens publics (Irak, Libye, Somalie);
- faire obstruction ou attaquer les soldats de la paix et le personnel des Nations Unies (RCA, RDC, Libye, Mali, Soudan du Sud);
- entraver le processus de paix ou la transition politique (Guinée-Bissau, Libye, Mali, Soudan du Sud, Soudan, Yémen);
- incitation à la haine publique et à la violence (RCA) ;
- violer le droit international en vigueur impliquant le ciblage de civils (Libye, Mali, Somalie, Soudan du Sud, Yémen);
- se livrer ou appuyer ceux qui se livrent au commerce illicite de ressources naturelles (RCA, RDC, Libye, Somalie, Sud-Soudan);
- · faire obstacle au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (RDC);
- être associé à un groupe terroriste ou l'appuyer (1267/1989/ 2253 ISIL [Da'esh] et Al-Qaida, Afghanistan, Somalie);
- se livrer à des attentats terroristes à l'explosif ou à des assassinats politiques (Liban);
- participer ou apporter un appui, y compris par d'autres moyens illicites, à des programmes nucléaires, d'armes de destruction massive et/ou de missiles balistiques (RPDC); et
- apporter un appui financier, matériel ou technologique à une entité désignée, ou des biens ou services à une entité désignée ou pour l'appuyer (Afghanistan, RDC, Libye).

(Pour des informations plus détaillées sur les critères d'inscription des 14 comités de sanctions actuels, veuillez consulter l'annexe 1).

Types de sanctions ciblées

Les principaux types de sanctions ciblées de l'ONU peuvent être regroupés dans les catégories suivantes :

- Embargos et interdictions : armes conventionnelles et biens à double usage, armes de destruction massive, biens à double usage liés à la prolifération et approvisionnements de portée générale, produits de base, produits de luxe, la traite des êtres humains et emploi coercitif.
- Restrictions relatives aux infrastructures : gel des avoirs, refus des services financiers, interdictions de voyager, restrictions des transports maritimes, aériens et terrestres.
- Restrictions des activités diplomatiques et culturelles : restriction des privilèges diplomatiques, restriction des activités sportives, restriction des services éducatifs et restriction du commerce des biens culturels.

Médiateur et point focal pour la radiation des listes

Dans la déclaration du Sommet mondial de 2005, l'Assemblée générale a demandé au Conseil de sécurité, avec l'appui du Secrétaire général, de veiller à ce que des procédures équitables et claires soient mises en place pour l'imposition et la levée des mesures de sanctions. En décembre 2006, par la résolution 1730, le Conseil a créé le point focal pour le retrait des listes. Le point focal, un fonctionnaire de l'ONU, traite toutes les demandes de retrait présentées par des personnes et des entités touchées par les sanctions dans tous les régimes de sanctions—à l'exception de ceux de l'EIIL (Da'esh) et d'Al-Qaida, et présente les demandes—avec les preuves fournies par le requérant—aux gouvernements examinateurs et transmet la recommandation de ces derniers au comité compétent. Le point focal est également chargé de recevoir et de transmettre les demandes de dérogation à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs émanant de personnes, de groupes, d'entreprises et d'entités figurant sur la liste au Comité des sanctions contre l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida et au Comité des sanctions de 1988. Il reçoit et transmet également des informations de personnes qui pensent avoir été inscrites par erreur sur la liste du Comité des sanctions contre l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida.

Les régimes de sanctions contre l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida ont un dispositif de retrait différent. En 2009, à travers la résolution 1904, le Conseil a créé le poste de médiateur chargé d'examiner de manière indépendante et impartiale les demandes de personnes, de groupes ou d'entités souhaitant être retirés de la liste, alors intitulée régime de sanctions 1267 contre Al-Qaida-Taliban. En 2011, ce régime de sanctions a été scindé en deux : l'un s'appliquant aux cibles afghanes en vertu de la résolution 1988 et l'autre s'appliquant aux cibles mondiales associées à l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida. Le Bureau du Médiateur ne traite désormais que les cas figurant sur cette dernière liste.

Après avoir échangé, dans un délai établi, avec le requérant, les États et les organisations concernés, le médiateur présente un rapport à la commission avec les principaux arguments concernant une demande de retrait de la liste. La résolution 2368 du 20 juillet 2017 a prolongé le mandat du Médiateur jusqu'au 21 décembre 2021. Le Médiateur est nommé par le Secrétaire général.

3.3 Comités, groupes de travail et organes spéciaux

Organe subsidiaire mandaté par la Charte

Comité d'état-major

En 1945, lorsque la Charte des Nations Unies a été adoptée, il était prévu que les États membres mettent à la disposition du Conseil de sécurité, les forces armées, l'assistance et les facilités, pouvant être utilisées pour maintenir la paix et la sécurité internationales (Article 43). Dans cette optique, la Charte a créé un organe subsidiaire du Conseil, le Comité d'état-major (CEM), composé des conseillers militaires de ses membres permanents. C'est le seul organe subsidiaire du Conseil créé par la Charte et le seul composé exclusivement des membres permanents du Conseil. Son mandat est de conseiller et d'assister le Conseil de sécurité pour tout ce qui concerne les moyens d'ordre militaire nécessaires au Conseil pour maintenir la paix et la sécurité internationales, l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, la réglementation des armements et le désarmement éventuel (Article 47). Cependant, la guerre froide et la réticence à disposer d'une force militaire autonome et permanente de l'ONU ont empêché le CEM de s'acquitter de son mandat. Au lieu de cela, le maintien de la paix de l'ONU s'est développé comme un moyen alternatif pour les États membres de fournir des contingents, afin de mettre en œuvre les mandats du Conseil. Pendant de nombreuses années, le CEM est resté inactif, mais après la fin de la guerre froide, des tentatives ont été entreprises pour le relancer. Aujourd'hui, le CEM tient 50 réunions de fond bimensuelles sur les opérations, dont les mandats doivent être examinés par le Conseil et sur des questions thématiques impliquant des aspects militaires du maintien de la paix. Il a également commencé à entreprendre des missions sur le terrain sur des situations inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Si les réunions officielles du CEM sont limitées aux représentants militaires des P5, les réunions informelles incluent les conseillers militaires des dix membres élus.

Les groupes de travail

Les groupes de travail ont généralement un mandat thématique et ne sont pas toujours créés par une décision publiée du Conseil. Comme les comités de sanctions, les groupes de travail prennent leurs décisions par consensus.

Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés

Le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés a été créé par la résolution 1612 en 2005. Le Groupe de travail a adopté son mandat¹ et les options d'action en réponse aux violations contre les enfants, communément appelées « guide ».² La résolution 1612 a également mis en place un mécanisme de surveillance et de communication de l'information pour recueillir et vérifier les informations sur les violations graves contre les enfants dans les conflits armés. Ces informations alimentent les rapports sur les situations énumérées dans les annexes du rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés. Les annexes énumèrent les parties qui recrutent ou utilisent des enfants, tuent ou mutilent des enfants, commettent des viols et d'autres violences sexuelles à l'encontre des enfants, attaquent des écoles et/ou des hôpitaux (et des personnes protégées en relation avec les écoles et/ou les hôpitaux) et enlèvent des enfants dans des situations de conflit armé.

Le groupe de travail sur les enfants et les conflits armés a pour mandat:

- · d'examiner les rapports nationaux sur les enfants et les conflits armés élaborés par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, et d'adopter les issues
- · d'examiner les progrès accomplis dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action (engagements signés par les parties pour lutter contre les violations perpétrées contre les enfants);
- faire des recommandations au Conseil sur les mesures possibles pour promouvoir la protection des enfants touchés par les conflits armés; et
- de demander, le cas échéant, à d'autres organisations du système des Nations Unies de prendre des mesures appropriées.

Les rapports du Secrétaire général sont présentés au Groupe de travail, lors d'une réunion officielle, par le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés. Le groupe de travail négocie ensuite les issues sur le rapport, qui sont adoptées par consensus et publiées en tant que document officiel du Conseil de sécurité sous la côte S/AC.51/(année)/(numéro). Les issues contiennent des recommandations à l'intention des parties au conflit, des États membres, des agences des Nations Unies et d'autres acteurs du système des Nations Unies, y compris le Secrétaire général, les donateurs et d'autres acteurs concernés, qui sont transmises soit par une lettre du président du groupe de travail, soit sous forme d'une déclaration publique, qui est ensuite publiée sous forme d'un communiqué de presse du Conseil. Le

Groupe de travail reçoit également des mises à jour sur les développements dans le domaine des situations dans les annexes, à travers une « Note horizontale mondiale » élaborée par l'UNICEF.

Depuis 2010, le Groupe de travail effectue régulièrement des missions sur le terrain avant d'examiner un rapport spécifique à un pays sur les enfants et les conflits armés ou pour assurer le suivi de ses recommandations. Le Groupe de travail publie également un rapport annuel sur ses activités.

Le Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique

Une déclaration présidentielle adoptée à la suite d'un débat public du Conseil, en janvier 2002, sur la situation en Afrique, a reconnu « la nécessité de prendre des mesures adéquates pour prévenir et régler les conflits en Afrique » et a souligné qu'il envisagerait de créer un groupe de travail chargé du suivi des recommandations issues de la réunion et de renforcer la coordination avec l'ECOSOC.³ Le groupe de travail spécial sur la prévention des conflits en Afrique a été créé, en mars 2002. Bien qu'il a été créé avec un mandat non limité, entre 2003 et 2010, le mandat du groupe de travail a été prolongé chaque année par des notes présidentielles.4

Au cours de ses premières années d'existence, le groupe de travail a mis l'accent sur le renforcement de la coopération du Conseil avec l'ECOSOC, l'UA et les organisations sous-régionales en Afrique. Sous la présidence de l'Angola, en 2003 et 2004, le Groupe de travail a porté à l'attention du Conseil de sécurité la situation en Guinée-Bissau. Il a aussi discuté des développements en RDC et au Burundi et a tenu une réunion consacrée à la région des Grands Lacs. Depuis le milieu des années 2000, il a largement mis l'accent sur les questions thématiques liées à la prévention des conflits en Afrique, ainsi que sur la coopération entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA. Depuis 2011, ledit Groupe de travail a joué un rôle actif dans l'élaboration de l'ordre du jour de la réunion annuelle entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et le CPS de l'UA, dans la négociation et le suivi des communiqués des réunions entre les deux organes. Cependant, il a

Le groupe de travail, tel qu'il est défini dans une note présidentielle,5 a pour mandat:

- de suivre la mise œuvre des recommandations du document S/PRST/2002/2 et d'autres déclarations présidentielles et résolutions concernant la prévention et le règlement des conflits en Afrique ;
- · de proposer des recommandations sur la manière de renforcer la coopération entre le Conseil de sécurité et l'ECOSOC et d'autres organes des Nations Unies engagés en Afrique ;
- · d'examiner les questions de nature transconflictuelles ou tranrégionales relatives aux travaux du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique; et
- · de proposer des recommandations sur la manière de renforcer la coopération entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales et sous-régionales en Afrique chargées de la prévention et du règlement des conflits.

continué également à mettre l'accent sur les situations préoccupantes en Afrique, en tenant des réunions sur la RDC, la Guinée-Bissau et la République centrafricaine en 2018.

Le Groupe de travail sur la documentation et les autres questions de procédure

Le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur la documentation et les autres questions de procédure (GTI) a été créé en juin 1993 pour améliorer le processus par lequel le Conseil de sécurité traite les questions concernant sa documentation et d'autres questions de travail.

Après quelques années d'activité intense, le GTI est resté en grande

Les questions traitées par le GTI depuis 2006 sont:

- · la coopération avec le Secrétariat :
- · le retrait de points de la liste de saisie ;
- · la perfection de la description des formats des réunions du Conseil :
- l'échange avec les non membres du Conseil
- le calendrier des rapports du Secrétaire général ;
- la répartition équilibrée de la charge de travail du Conseil sur l'année ;
- · la révision du cycle des rapports :
- · une meilleure utilisation des ressources du Conseil;
- le rapport annuel du Conseil à l'Assemblée générale;
- · l'échange entre le Conseil et d'autres organes, tels que la Commission de consolidation de la paix ;
- · la relation du Conseil avec les pays fournisseurs de contingents et de police TCC/PCC;
- la nomination des présidents des organes subsidiaires; et
- · les rédacteurs.

partie inactif jusqu'à ce que les membres du Conseil commencent à le revitaliser dans le sillage du Sommet mondial de 2005, qui a exhorté le Conseil de sécurité à « continuer d'adapter ses méthodes de travail, afin d'accroître la participation des États non membres du Conseil à son travail, le cas échéant, de renforcer sa responsabilité à l'égard des membres et d'accroître la transparence de son travail ».6 L'une des principales décisions a été d'assurer la continuité de la présidence du Groupe de travail informel, qui est auparavant assurée par une rotation mensuelle en fonction de la présidence du Conseil, et de la remplacer par une présidence annuelle. En 2006, le GTI a produit un recueil de toutes les méthodes de travail, publié sous la forme d'une note du président S/2006/507. Jusqu'alors, les méthodes de travail sont dispersées dans les documents de l'ONU ou n' ont jamais été consignées par écrit.

Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix

Le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix a été créé par une déclaration présidentielle du 31 janvier 2001, qui a reconnu la nécessité d'une « relation tripartite entre le Conseil, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat ».7 Elle a réitéré l'accord du Conseil de tenir des consultations avec les pays fournisseurs de contingents, en temps utile, aux différents stades d'une opération de maintien de la paix. Le groupe de travail n'est pas censé remplacer les réunions fermées en cours avec les pays fournisseurs de contingents, mais, conformément à son mandat, il devrait traiter des questions générales de maintien de

la paix et des aspects techniques des différentes opérations de maintien de la paix, « sans préjudice de la compétence du Comité spécial des opérations de maintien de la paix » (C-34).

Le 14 janvier 2002, à travers une note du président, le Conseil a créé un mécanisme visant à améliorer la coopération entre le Conseil et les pays fournisseurs de contingents.8 Ce mécanisme devrait consister en des réunions conjointes du groupe de travail du Conseil sur les opérations de maintien de la paix et des pays fournisseurs de contingents, afin de permettre aux membres du groupe de travail, au Secrétariat et aux pays fournisseurs de contingents d'engager un dialogue plus interactif sur les questions de maintien de la paix.

Le groupe de travail tient régulièrement des réunions informelles, souvent avec la participation des pays fournisseurs de contingents et de police (TCC/ PCC). Il est régulièrement informé par des fonctionnaires de l'ONU du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du Département de la sûreté et de la sécurité. Le groupe de travail est également informé par des représentants de la Commission de consolidation de la paix et des représentants d'organisations régionales. En 2018, il a tenu une réunion conjointe avec le Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits sur la réforme institutionnelle de l'UA.

Groupe de travail créé en vertu de la résolution 1566

Ce groupe de travail a été créé par l'adoption de la résolution 1566 en 2004. Il a pour mandat d'examiner « des mesures concrètes à prendre contre les particuliers, groupes et entités participant ou associés à des activités terroristes autres que ceux visés par la liste arrêtée par le Comité des sanctions, créé par la résolution concernant Al-Qaida et les Taliban », ainsi que « la possibilité de créer un fonds international d'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme et des membres de leur famille ».

Le dernier rapport du Groupe de travail sur ses activités, en 2006, a indiqué que pour diverses raisons, dont l'absence de consensus, un accord « n'a pas été trouvé sur l'élargissement de la liste des personnes, groupes et entités participant ou associés à des activités terroristes

Les questions thématiques examinées par le groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix, sont :

- · la coopération inter-missions, les stratégies de transition et de sortie, l'interaction entre le C34 et le Conseil;
- · les lacunes entre les mandats et leur mise en œuvre et dans les capacités civiles et militaires;
- · la relation entre le Conseil, le Secrétariat et le C34 : - la sûreté et la sécurité des soldats de la paix de l'ONU;
- · la police des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix
- · l'utilisation des technologies modernes dans le maintien de la paix
- · la protection des civils et les environnements difficiles;
- · le partenariat avec les organisations régionales :
- la génération de forces stratégiques ; et
- · la participation des femmes au maintien de la paix.

En outre, le groupe de travail avait discuté de questions liées à des missions de maintien de la paix spécifiques, au fil des ans, y compris celles en Sierra Léone, au Burundi, en RDC, au Soudan du Sud, en RCA, au Mali et la mission UA-ONU en Somalie.

autres que ceux déjà visés par la liste arrêtée par le Comité des sanctions contre Al-Qaida et les Talibans ». Il a également conclu que « le règlement des questions relatives à la création d'un fonds d'indemnisation des victimes d'actes terroristes au niveau international était prématurée. » Depuis lors, le groupe de travail est resté largement inactif.

Les Comités

Le Comité contre le terrorisme

Le Comité contre le terrorisme (CCT) a été créé peu après les attentats terroristes perpétrés aux États-Unis d'Amérique, en septembre 2001. Son rôle est de renforcer la capacité des États membres à faire face au terrorisme à l'intérieur de leurs frontières et au niveau régional. Le CTC surveille également la mise en œuvre par les États membres des mesures de prévention des actes terroristes énoncées dans les résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005). À la suite de l'adoption de la résolution 2178 en 2014, qui a identifié la menace croissante posée par les combattants terroristes étrangers comme une question méritant l'attention du CCT, celui-ci a été chargé d'identifier les lacunes dans les capacités des États membres à mettre en œuvre les résolutions 1373 et 1624 qui pourraient entraver leurs capacités à endiguer le flux de combattants terroristes étrangers. Il a également été chargé d'identifier les bonnes pratiques à cet égard et de faciliter l'assistance technique.

Les Résolutions 1373 et 1624

La résolution 1373, adoptée le 28 septembre 2001, demande aux Etats membres de prendre des mesures pour :

- · criminaliser le financement du terrorisme
- geler les fonds des personnes impliquées dans des actes de terrorisme ;
- refuser toute forme d'appui financier à des groupes terroristes :
- · refuser de donner asile, soutien ou aide à des terroristes ;
- · échanger des informations avec les autres gouvernements sur tout groupe préparant ou planifiant des actes terroristes ;
- · coopérer avec les gouvernements pour dépister, arrêter, extrader et traduire en justice les personnes impliquées dans de tels actes ; et
- · incriminer, en droit national, l'aide active ou passive au terrorisme et poursuivre en justice les auteurs de cette infraction;

La résolution 1624, adoptée le 14 septembre 2005, condamne tous les actes de terrorisme et l'incitation à commettre des actes de terrorisme et demande aux États de l'interdire par la loi, d'empêcher de tels comportements et de refuser l'asile à toute personne coupable d'incitation.

Le CCT est assisté par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT), qui a été créée par la résolution 1535 en 2004, en tant que mission politique spéciale. Elle exécute les décisions politiques du Comité, réalise des évaluations des experts des États membres et facilite l'assistance technique aux pays en matière de lutte contre le terrorisme. Son mandat inclut des questions transversales telles que les combattants terroristes étrangers et la lutte contre l'extrémisme violent.

Comité de non-prolifération (1540)

La résolution 1540 a été adoptée, le 28 avril 2004, sous le chapitre VII. Elle a disposé que la prolifération et la possession d'armes de destruction massive (ADM) par des acteurs non étatiques constituait une menace à la paix et la sécurité internationales et obligeait les États à s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs.

La résolution 1540 a souligné également l'importance de maintenir et de promouvoir les traités multilatéraux de non-prolifération existants et a reconnu qu'elle n'interfère pas avec les obligations des États en vertu de ces traités.

Le Comité 1540 a été créé par la résolution 1540 pour superviser la mise en œuvre de la résolution. Il est composé des 15 membres du Conseil et est soutenu par un groupe d'experts. L'une de ses principales tâches est de permettre aux États membres de mieux comprendre la résolution 1540, d'évaluer sa mise en œuvre et de répondre aux demandes et aux offres d'assistance. Le Comité 1540 compte quatre groupes de travail, qui couvrent les points suivants

- La surveillance et la mise en œuvre nationale
- l'assistance
- la Coopération avec les organisations internationales, y compris le Comité des sanctions contre L'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida et le Comité contre le terrorisme.
- la transparence et la sensibilisation des médias.

Le mandat du comité avait été prolongé jusqu'en 2021 en 2011.9

La résolution 1540 impose les obligations contraignantes suivantes à tous les États:

- Il est interdit à tous les États d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient d'acquérir des armes de destruction massive, des matières connexes ou leurs vecteurs.
- · Tous les États doivent adopter et appliquer des lois qui criminalisent la possession et l'acquisition de telles armes par des acteurs non étatiques, ainsi que les efforts visant à aider ou à financer leur acquisition.
- Tous les États doivent adopter et appliquer des dispositifs nationaux de contrôle des armes nucléaires, chimiques et biologiques, leurs vecteurs et les matières connexes, afin d'empêcher leur prolifération.

Résolution 2231 (2015) sur le programme nucléaire iranien

Le 14 juillet 2015, les P5, l'Iran, l'Allemagne et la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont convenus du Plan d'action global commun (PAGC), qui a engagé l'Iran à prendre une série de mesures pour réduire ses capacités nucléaires en contrepartie de la levée des sanctions. Le 20 juillet 2015, le Conseil de Sécurité a adopté la résolution 2231 approuvant le Plan d'action. La résolution a disposé que l'accord devait entrer en vigueur dans les 90 jours suivant son adoption et a prévu un processus de levée des sanctions, tout en établissant un système solide de surveillance du programme nucléaire iranien. À la suite d'un rapport de l'AIEA indiquant que l'Iran s'est conformé aux mesures relatives au nucléaire convenues dans le PAGC, le régime de sanctions à l'encontre de l'Iran, y compris le Comité des sanctions 1737, a été levé. Toutefois, de nouvelles mesures, spécifiées à l'annexe B de la résolution 2231, est entrées en vigueur et couvrent les transferts et les activités concernant les matières et technologies nucléaires, les vecteurs d'armes nucléaires, les armes conventionnelles et les services connexes.

Les restrictions établies par l'annexe B de la résolution 2231 devant faire l'objet d'un suivi, un nouveau type de mécanisme du Conseil a été créé par une note présidentielle le 16 janvier 2016.10 Elle a stipulé que « pour s'acquitter plus facilement des tâches prévues par la résolution 2231(2015), le Conseil de sécurité charge chaque année un de ses membres de jouer le rôle de facilitateur pour les fonctions énoncées dans la présente note ». Parmi les responsabilités du facilitateur 2231 figurent l'organisation de réunions informelles et de séances d'information du Conseil, deux fois par an. Les réunions se sont tenues au niveau des experts, avec la participation des 15 membres du Conseil. Les membres du Conseil ont notamment pour tâche de surveiller la mise en œuvre de la résolution 2231, d'améliorer la mise en œuvre de la résolution par les États membres, de réagir aux violations présumées, d'entreprendre des activités de sensibilisation, d'examiner et de décider des propositions des États membres concernant les transferts vers l'Iran ou les activités avec ce pays dans le domaine du nucléaire, des missiles balistiques ou des armes, et d'accorder des exemptions aux restrictions. Le retrait des États-Unis du PAGC n'a pas affecté le fonctionnement du format 2231, et les États-Unis ont continué de participer aux réunions.

Cours et tribunaux internationaux spéciaux

Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux et le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Le groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux a été créé en 2000 pour examiner les questions relatives aux tribunaux des Nations Unies et aux tribunaux assistés par les Nations Unies, en particulier le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Le TPIY a été créé en 1993, à la suite de violations du droit humanitaire pendant la guerre en ex-Yougoslavie. Il a été le premier tribunal pour les crimes de guerre, créé par l'ONU. Le TPIR a été créé l'année suivante pour poursuivre les responsables du génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis au Rwanda entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. Le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (IRMCT, ou le Mécanisme), créé le 22 décembre 2010 par la résolution 1966, a pour mission de « poursuivre la juridiction, les droits et obligations et les fonctions essentielles du TPIY et du TPIR » et « doit être une petite structure, temporaire et efficace, dont les fonctions et la taille diminueront avec le temps, avec un petit nombre d'employés à la mesure de ses fonctions réduites ».

L'IRMCT, dont les antennes se trouvent à La Haye et à Arusha, en Tanzanie, met l'accent sur l'achèvement des procès et des appels du TPIY (qui a fermé ses portes en décembre 2017) et du TPIR (qui a fermé ses portes en décembre 2015), sur la localisation et l'arrestation des huit derniers fugitifs inculpés par le TPIR et sur l'assistance aux juridictions nationales dans le traitement des demandes liées à la poursuite des crimes internationaux perpétrés en ex-Yougoslavie et au Rwanda. L'IRMCT a été mandaté pour une période initiale de quatre ans et pour des périodes ultérieures de deux ans, sauf décision contraire du Conseil de sécurité.

En vertu de la résolution 1966, le Conseil de sécurité examine les progrès accomplis dans le travail de l'IRMCT tous les deux ans. Le Groupe de travail informel examine le rapport de l'IRMCT, ainsi que les évaluations de l'IRMCT par le Bureau du contrôle interne. Les issues et les recommandations du groupe de travail informel au Conseil enrichissent l'examen du travail de l'IRMCT par le Conseil.

Le président et le procureur de l'IRMCT informent généralement le Conseil de sécurité deux fois par an. Avant ces séances d'information, ils participent à un échange de vues avec le Groupe de travail Informel sur les Tribunaux Internationaux.

3.4 Organes mandatés par le Conseil de sécurité

Les opérations de paix

Les rédacteurs de la Charte ont envisagé la possibilité de forces en attente des États membres qui contribueraient au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette idée n'a pas pu devenir une réalité du fait de la guerre froide. Au lieu de cela, l'ONU a créé un ensemble d'opérations de paix allant des bureaux régionaux axés sur la conduite de bons offices aux opérations de maintien de la paix multidimensionnelles avec des composantes militaires, de police et civiles. Elles ont compris des missions politiques spéciales (MPS), qui sont des missions civiles de l'ONU, créées pour soutenir les bons offices, la prévention des conflits, le rétablissement de la paix et la consolidation de la paix. Les MPS, qui sont financées dans le cadre du budget ordinaire, a compris non seulement des missions sur le terrain, mais également des Envoyés spéciaux, des groupes de sanctions et des groupes de surveillance.

De 1948 à 2019, 71 opérations de maintien de la paix de l'ONU ont été déployées, avec 14 missions de maintien de la paix actives en 2019, dont la moitié en Afrique. Presque tous les mandats de maintien de la paix ont été autorisés par le Conseil de sécurité. Les exceptions comprennent la Force d'urgence de l'ONU pendant la crise de Suez en 1956 et les Forces de sécurité de l'ONU en Nouvelle-Guinée occidentale en 1962, qui ont été autorisées par l'Assemblée générale. À la mi-2019, près de 103.000 personnes en uniforme sont déployées dans les 14 opérations de maintien de la paix, s'appuyant sur 122 pays fournisseurs de contingents et de police (TCC/PCC).

Le Secrétaire général António Guterres a lancé l'initiative de réforme « Action pour le maintien de la paix » (A4P) lors d'un débat public du Conseil, le 28 mars 2018.11 Suite à ce lancement, le Secrétariat de l'ONU, en partenariat avec dix États membres, a organisé des consultations sur cinq domaines prioritaires : la politique, les partenariats, la performance, les personnes et la consolidation de la paix. Le Secrétariat a ensuite rédigé une déclaration d'engagements partagés qui, fin 2018, a été approuvée par 151 pays et quatre organisations intergouvernementales.

La surveillance des opérations de paix représente une part importante du travail du Conseil. Des exposés réguliers sont faits sur les missions de maintien de la paix, des débats thématiques, des réunions des pays fournisseurs de contingents et de police (TCC/PCC), des exposés annuels des chefs des composantes militaires et de police, et des réunions du Groupe de travail sur le maintien de la paix et du Comité

d'état-major. Le Conseil discute de questions thématiques liées au maintien de la paix, y compris les partenariats avec les organisations régionales, la performance, la sûreté et la sécurité, et les transitions, pour ne citer que quelques-unes.

Le Conseil définit les mandats des opérations de maintien de la paix. À la mi-2019, sur les 14 opérations de maintien de la paix 11

Tentatives de réforme et d'amélioration du maintien de la paix

Le rapport de 1992 du Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali intitulé « Un agenda pour la paix » a suscité le Conseil à mettre l'accent sur diverses questions relatives au maintien de la paix au cours de l'année suivante. En 2000, à la suite des échecs de l'ONU en matière de protection des civils au Rwanda et à Srebrenica, le Secrétaire général Kofi Annan a chargé l'ancien Ministre algérien des Affaires étrangères Lakhdar Brahimi d'entreprendre un examen approfondi des opérations de paix de l'ONU; ce qui a été intitulé le rapport Brahimi a formulé des propositions de grande envergure pour améliorer les systèmes et processus de l'ONU en matière de gestion des opérations de maintien de la paix. Il est question notamment de renforcer la protection des civils et de mettre l'accent sur les objectifs de consolidation de la paix et de l'État de droit, ce qui a influencé la conception des mandats de maintien de la paix au début du XXIème siècle. De nombreuses recommandations du rapport n'ayant pas été pleinement mises en œuvre, voire pas du tout, le Secrétaire général Kofi Annan, dans son rapport « Dans une liberté plus grande » au Sommet mondial de 2005, a exhorté les États membres à « faire davantage pour doter l'ONU des moyens qui lui permettent de maintenir efficacement la paix, conformément à leurs attentes ». Il a suggéré, entre autres, la création des réserves stratégiques pouvant être déployées rapidement et la mise en place d'un système d'interconnexion des capacités de maintien de la paix.

Quinze ans après le rapport Brahimi, le Secrétaire général Ban Ki-moon a nommé le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix (HIPPO) sous la présidence de José Ramos-Horta, ancien président du Timor-Leste, afin d'entreprendre une évaluation globale de l'état des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Le HIPPO a remis son rapport au Secrétaire général le 16 juin 2015. Il a appelé à quatre changements essentiels pour permettre à l'ONU de positionner ses opérations de maintien de la paix, afin de mieux répondre aux défis actuels et futurs : assurer la primauté de la politique, utiliser de manière flexible l'éventail global des opérations de paix, renforcer les partenariats et un Secrétariat de l'ONU axé sur le terrain, et des opérations de paix axées sur les personnes.

En 2017, en réponse à la perte de casques bleus suite à des actes hostiles, le Secrétariat a chargé une équipe conduite par le Lieutenant général (en retraite) Carlos dos Santos Cruz, du Brésil, d'élaborer un rapport sur l'amélioration de la sécurité des casques bleus. Le rapport a conclu qu'un changement d'état d'esprit était nécessaire pour s'adapter aux nouveaux contextes dans lesquels le drapeau de l'ONU n'offre plus de protection « naturelle » et pour rompre avec un « syndrome du chapitre VI » qui conduit les casques bleus à se déployer sans avoir une pleine appréciation des risques de sécurité et de l'approche opérationnelle appropriée.

sont régulièrement renouvelées par le Conseil, tout comme le sont six missions politiques spéciales (MPS). Deux opérations de maintien de la paix ont des mandats à durée indéterminée et ne font pas régulièrement rapport au Conseil : l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST, 1948) et le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (UNMOGIP, 1949). La Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK, 1999) a un mandat à durée indéterminée mais fait régulièrement rapport au Conseil. En 2019, la plupart des mandats sont renouvelés chaque année, mais il y a quelques exceptions : la Force de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre (UNFICYP), la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abiyé (FISNUA) sont généralement renouvelées tous les six mois.

À la mi-2019, les MPS sur le terrain mandatées par le Conseil étaient la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI), le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), la Mission de soutien des Nations Unies en Libye (UNSMIL) et la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSOM). Les bureaux régionaux—actuellement en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en Asie centrale—sont des MPS qui ont été créées à travers un échange de lettres entre le Secrétaire général et le président du Conseil de sécurité, et ils jouent un rôle crucial dans la prévention des conflits dans ces régions.

À l'instar des missions de maintien de la paix, les mandats des MPS sur le terrain se sont devenus plus complexes au fil du temps et sont désormais souvent des opérations multidimensionnelles combinant des tâches politiques avec un mandat portant sur d'autres domaines, tels que les droits de l'homme, l'État de droit, la violence sexuelle dans les conflits et les enfants dans les conflits armés.

Le rapport Brahimi a plaidé en faveur de « mandats clairs, crédibles et réalisables », tandis que le rapport HIPPO a observé que les mandats sont devenus plus longs et plus spécifiques, et parfois moins réalistes, gérables ou réalisables. La Déclaration d'engagements communs de 2018 contient les engagements à « promouvoir des mandats clairs, ciblés, échelonnés, hiérarchisés et réalisables établis par le Conseil de sécurité, assortis des ressources appropriées, à rechercher des mesures propres à améliorer la cohérence entre les mandats et les ressources, et à appuyer l'application des résolutions du Conseil de sécurité dans le cadre de nos engagements bilatéraux et multilatéraux. » La

Le cycle des mandats

Bien que le calendrier d'expiration des mandats des missions est connu longtemps à l'avance, ce qui devrait permettre des discussions plus précoces et bien planifiées, l'essentiel de chaque processus de mandatement au Conseil se déroule sur quelques semaines :

- Environ 21 jours avant la fin du mandat de la mission, le rapport du Secrétaire général est distribué.
- Environ 15 jours avant l'expiration du mandat, le rapport est présenté au Conseil par le Représentant spécial ou un représentant du Secrétariat, généralement lors d'un exposé et des consultations.
- Environ 12 jours avant le renouvellement du mandat, une réunion formelle des pays fournisseurs de contingents et de police (TCC/PCC) est organisée. La négociation du mandat au niveau des experts se déroule sur dix jours, en moyenne. Habituellement, un ou deux cycles de négociations ont lieu, et les questions pendantes sont réglées par courriel ou bilatéralement.

Déclaration a donné le dernier élan à un débat sur le rôle du Conseil dans la définition des mandats des opérations de maintien de la paix et sur les moyens de les améliorer. Parmi les domaines identifiés figurent la qualité limitée des analyses et des options du Secrétariat pour le Conseil, le court délai de négociation des renouvellements de mandat, la tendance des membres du Conseil à ajouter des tâches mandatées sans tenir compte des considérations opérationnelles et le décalage entre les mandats et les ressources des missions.

Bien que le Conseil mandate le déploiement des opérations de maintien de la paix, la manière dont cette décision se traduit sur le terrain est fortement influencée par les négociations au sein de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, qui est responsable des questions administratives et budgétaires. Chaque année, la Commission adopte le budget des opérations de maintien de la paix, qui est distinct du budget ordinaire de l'ONU.

3.5 L'Organe subsidiaire consultatif

La Commission de consolidation de la paix

La Commission de consolidation de la paix (CCP), ainsi que le Fonds de consolidation de la paix (FCP) et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (BACP), ont été créés le 20 décembre 2005. La CCP n'est pas un organe opérationnel, et ne dispose pas d'un mécanisme d'exécution. Elle n'entreprend pas elle-même des activités de

consolidation de la paix. Son objectif est plutôt de donner des avis au Conseil de sécurité, le Conseil économique et social (ECOSOC) et tous les acteurs impliqués dans le processus de consolidation de la paix.

Le rapport de décembre 2004 du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement (« Un monde plus sûr : notre affaire à tous ») a demandé que l'on s'intéresse sérieusement au processus de consolidation de la paix à long terme et recommandé la création d'une Commission de consolidation de la paix pour combler le vide institutionnel de l'ONU dans ce domaine.12 L'année suivante, Annan, dans son rapport « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous », a fait la même recommandation.13 Les chefs d'État et de Gouvernement présents au Sommet mondial de 2005 ont décidé de créer la Commission de consolidation de la paix, évoquant « la nécessité d'une approche coordonnée, cohérente et intégrée de la consolidation de la paix et de la réconciliation post-conflit en vue d'instaurer une paix durable » et d'aider les pays à jeter les bases d'un développement durable. La CCP avait été créé le 20 décembre 2005 par la résolution 1645 du Conseil de sécurité et la résolution A/RES/60/180 de l'Assemblée générale. Le même jour, le Conseil a adopté la résolution 1646, qui a précisé que les P5 plus deux membres élus du Conseil seraient membres de la CCP.

Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont examiné le dispositif de consolidation de la paix en 2010 et 2015 ; un nouvel examen est prévu en 2020. L'examen de 2010, sous conduite des ambassadeurs

Le mandat de la Commission de consolidation de la paix

Les résolutions fondatrices de la Commission de consolidation de la paix l'ont mandaté, afin de:

- · réunir tous les acteurs intéressés, afin qu'ils mobilisent des ressources, donner des avis en la matière et de proposer des stratégies intégrées aux fins de la consolidation de la paix et du relèvement au lendemain d'un conflit ;
- · appeler l'attention sur les efforts de reconstruction et de renforcement des institutions nécessaires au relèvement au lendemain d'un conflit et favoriser l'élaboration de stratégies intégrées, afin de jeter les bases d'un développement durable ; et
- · faire des recommandations et donner des renseignements, afin d'améliorer la coordination entre tous les intéressés au sein du système des Nations Unies et en dehors, définir les pratiques optimales, aider à obtenir un financement prévisible pour les premières activités de relèvement et prolonger la période de mobilisation de la communauté internationale en faveur de l'entreprise de relèvement au lendemain d'un conflit.

d'Irlande, du Mexique et d'Afrique du Sud, a proposé, entre autres, d'améliorer l'échange entre la CCP et le Conseil, les liens de la CCP avec le terrain et la flexibilité de ses méthodes de travail.14 Nombre de ces propositions n'ont pas été mises en œuvre ou n'ont pas réussi à dynamiser le dispositif de consolidation de la paix. La première phase de l'examen décennal ont été menée par un groupe indépendant de sept personnes, le Groupe consultatif d'experts, qui a soumis un rapport en juin 2015 intitulé « Défi du maintien de la paix ». 15 L'une des principales issues est la nécessité d'une compréhension plus large de la consolidation de la paix, qui intervient avant, pendant et après le conflit. Il a proposé de remplacer le terme « consolidation de la paix » par « maintien de la paix ». En avril 2016, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté des résolutions substantiellement identiques sur l'examen décennal, qui ont compris une définition du maintien de la paix « comme un objectif et un processus visant à construire une vision commune de la société, qui englobe les activités visant à prévenir le déclenchement, l'escalade, la poursuite et la résurgence des conflits ».16

La composition et le fonctionnement de la CCP

La CCP comprend 31 États membres, qui siègent au sein de son Comité d'organisation. Il est composé de :

- sept membres élus par le Conseil de sécurité (les P5 plus deux membres non permanents);
- sept membres élus de l'ECOSOC;
- cinq pays figurant parmi ceux dont les contributions statutaires aux budgets de l'Organisation des Nations Unies et les contributions volontaires aux budgets des fonds, programmes et organismes des Nations Unies sont les plus importantes, à l'exception des membres du comité déjà sélectionnés au sein du Conseil de sécurité et de l'ECOSOC;
- · cinq pays figurant parmi ceux qui mettent le plus de militaires et de membres de la police civile à la disposition des missions des Nations Unies, à l'exception des membres du comité déjà sélectionnés au sein du Conseil de sécurité et de l'ECOSOC ou sélectionnés sur la base des contributions statutaires et volontaires à l'ONU; et
- sept membres élus par l'Assemblée générale en tenant compte de la répartition régionale équitable et de l'expérience post-conflit.

Le président de la CCP est élu pour un mandat d'un an. Les résolutions fondatrices prévoient que l'ordre du jour de la CCP sera basé sur des demandes d'avis émanant du Conseil, de l'Assemblée générale, de l'ECOSOC, du Secrétariat ou d'un État membre qui risque de chuter ou de rechuter dans un conflit. Trois pays inscrits à l'ordre du jour de la CCP en 2019 figurent également à l'ordre du jour du Conseil : le Burundi, la RCA et la Guinée-Bissau. Les deux autres situations à l'ordre du jour, en 2019, sont la Sierra Léone et le Libéria, qui sont tous deux inscrits à l'ordre du jour actif du Conseil jusqu'à une date relativement récente. Un exemple de situation qui a été inscrite à l'ordre du jour de la CCP à la demande du Gouvernement est la Guinée, qui est à l'ordre du jour de la CCP de 2011 à 2017. Des configuration pays sont créées pour examiner chacun de ces points de l'ordre du jour, avec des membres comprenant les États concernés (le pays lui-même, les États voisins et les donateurs), des organisations régionales et sous-régionales et des institutions financières internationales. Elles sont présidées par un diplomate de niveau d'ambassadeur.

Ces dernières années, la CCP a examiné des situations sans les inscrire à l'ordre du jour, comme la Gambie. Cela élargit l'éventail des situations de pays que la CCP examine et crée une approche plus flexible que la structure de la configuration pays.

Conformément aux résolutions A/RES/60/180 et S/RES/1645, la CCP a élaboré son propre règlement intérieur provisoire et ses méthodes de travail. Elle rend compte chaque année à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité et agit sur la base du consensus.

Le Fonds pour la consolidation de la paix

Le Fonds pour la consolidation de la paix a été créé pour financer des projets qui ciblent les besoins en matière de consolidation de la paix des pays sortant de conflits et apporte un soutien aux activités qui contribuent à la stabilisation immédiate postconflit. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (BACP) – et non la Commission de consolidation de la paix (CCP) – gère le Fonds de consolidation de la paix, qui comporte deux mécanismes : un mécanisme de réponse immédiate, utilisé pour répondre aux besoins urgents en matière de consolidation de la paix, et un mécanisme de consolidation de la paix et de relèvement, qui apporte aux pays un financement à moyen terme. Les décisions relatives aux projets soutenus par le Fonds pour la consolidation de la paix sont indépendantes de la CCP. Les projets sont approuvés par le Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix au nom du Secrétaire général, sur la base d'un examen impliquant le Groupe de contact pour la consolidation de la paix des Nations Unies (composé d'agences, de fonds, de programmes et du Secrétariat des Nations Unies). Au début, les pays inscrits à l'ordre du jour de la CCP ont constitué la majorité des bénéficiaires de ses financements. Depuis 2011, cette part a progressivement diminué, alors que le nombre de pays bénéficiant de l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix a augmenté. En 2018, le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé un montant record de 183 millions de dollars, couvrant 40 pays.

La CCP et le Conseil de sécurité ont traditionnellement échangé de la manière suivante :

- · des exposés par les présidents des configuration pays lors des réunions publiques du Conseil;
- · dialogues interactifs informels annuels avec la CCP, qui ont généralement lieu en juin, à peu près au moment de la présentation par la CCP de son rapport annuel au Conseil;
- · des sessions de bilan entre les représentants de la CCP et les membres du Conseil sur la CCP pour examiner les relations CCP-Conseil; et
- · des échanges informels, c'est-à-dire entre le rédacteur et le représentant de la CCP sur des situations figurant à l'ordre du jour des deux organes.

Relations entre le Conseil et la CCP

La CCP n'a pas eu une relation facile avec le Conseil. Des tensions ont existé depuis la création de la CCP en 2005, celles-ci sont survenues alors que la réforme du Conseil de sécurité est au point mort. Les P5 ont eu tendance à considérer la CCP comme un forum, créé par les États membres pour discuter des questions de paix et de sécurité, empiétant sur les prérogatives du Conseil de sécurité. Certains membres, en particulier les P5, ont remis en cause sa capacité à donner des avis sur les situations de conflit et ont trouvé que ses réunions faisaient double emploi avec les discussions et les informations fournies par le Secrétariat, lors des réunions du Conseil. Les partisans de la CCP, à leur tour, ont reproché au Conseil de ne pas être réceptif à la collaboration avec la CCP, limitant ainsi sa capacité au fil des ans à démontrer sa pertinence. Cependant, depuis la révision de 2015, les États membres ont montré un regain d'intérêt pour l'amélioration de la CCP et de son rôle consultatif auprès du Conseil. Un examen des méthodes de travail de la CCP a suscité des efforts pour mieux harmoniser le calendrier de travail de la CCP avec celui du Conseil de sécurité, élargir les situations de pays dont la CCP discute et dynamiser le Comité d'organisation. Les réformes du Secrétaire général António Guterres, qui mettent davantage l'accent sur la prévention, réduisent la fragmentation du système des Nations Unies et s'attaquent aux causes structurelles et profondes des conflits-tous des éléments du concept du maintien de la paix-ont contribué à susciter un intérêt accru à la CCP.

Il y a également des signes d'une plus grande ouverture des P5 envers la CCP. Le Conseil a demandé à la CCP, en janvier 2017, d'appuyer le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le

Sahel dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Il y a eu aussi un intérêt au potentiel de la CCP pour contribuer à des transitions plus harmonieuses entre les missions mandatées de l'ONU et celles qui ne le sont pas, lorsque les pays hôtes peuvent être confrontés à une baisse importante du soutien financier et politique disponible. Dans une déclaration présidentielle sur le rôle consultatif de la CCP adoptée en décembre 2018, le Conseil a reconnu les progrès accomplis par la CCP et a pris note des bonnes pratiques, y compris les « observations » de la CCP transmises dans une lettre datant d'octobre 2018 au Conseil avant le renouvellement du mandat de la MINUSCA, et le rôle de la CCP dans les transitions au Libéria et en Sierra Léone.17

ANNEXE 1: CRITÈRES D'INSCRIPTION DES COMITÉS DES SANCTIONS EXISTANTS

Co	mi	té	des	6
sa	nct	io	ns	

Critères d'inscription

Somalie 751

- se livrer ou apporter appui à des actes qui compromettent la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie ;
- agir en violation de l'embargo sur les armes ;
- faire obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire destinée à la Somalie, à l'accès à cette aide ou à sa distribution en Somalie ;
- recruter ou utiliser des enfants dans des conflits armés en Somalie, en violation du droit international en applicable :
- être responsables de violations du droit international applicable en Somalie commises contre des civils, y compris des enfants ou des femmes touchés par le conflit armé, telles que meurtres et mutilations, violences sexuelles ou sexistes, attaques d'écoles ou d'hôpitaux, enlèvements et déplacements forcés;
- participer à l'importation ou à l'exportation, directes ou indirectes, de charbon de bois de Somalie, qu'il provient ou non originaire de la Somalie;
- participer à tout commerce non local passant par des ports contrôlés par les Chabab, ce qui revient à aider financièrement une entité désignée ;
- · détourner des ressources financières et empêcher, de ce fait, les institutions fédérales de transition et celles qui sont appelées à leur succéder après la transition de fournir les services correspondant aux obligations qu'elles ont contractées aux termes de l'Accord de Djibouti.

Critères d'inscription

EIIL (Da'esh) et Al-Qaida 1267/1989/ 2253

- les actes ou activités indiquant qu'une personne, un groupe, une entreprise ou une entité est associé à l'EIIL (Da'esh) ou au réseau Al-Qaida, et qui peuvent, par conséquent, être inclus dans la liste des sanctions contre l'EIIL (Da'esh) et Al-Qaida sont les suivants :
- · le fait de concourir à financer, organiser, faciliter, préparer ou exécuter des actes ou activités de l'EIIL (Da'esh) ou du réseau Al-Qaida, en association avec ceux-ci, sous leur nom ou pour leur compte, ou le fait de les soutenir;
- · le fait de fournir, vendre ou transférer des armements et matériels connexes à l'EIIL (Da'esh) ou à Al-Qaida; et
- le fait de recruter pour le compte du réseau Al-Qaida et de l'EIIL (Da'esh) ou de soutenir, de toute autre manière, des actes ou activités du réseau Al-Qaida et de l'EIIL (Da'esh) ou de toute cellule, filiale ou émanation ou tout groupe dissident

Irak 1518

 les États membres sont tenus de geler les avoirs financiers sortis d'Irak ou acquis par Saddam Hussein, ou d'autres hauts responsables de l'ancien régime irakien ou des membres de leur famille proche, y compris les entités appartenant à ces personnes, ou se trouvant sous leur contrôle direct ou indirect.

RDC 1533

Critère primordial : les personnes et entités qui se livrent à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la RDC ou concourent à de tels actes. Ces actes sont :

- le fait de violer l'embargo sur les armes ;
- le fait de faire obstacle au désarmement, au rapatriement ou à la réinstallation des combattants :
- le fait de recevoir un appui venant de l'extérieur de la RDC;
- le fait d'utiliser des enfants dans les conflits armés;
- le fait de commettre des violations graves du droit international impliquant le ciblage d'enfants ou de femmes dans des situations de conflit armé, y compris des meurtres et des mutilations, des violences sexuelles, des enlèvements et des déplacements forcés ; ou empêcher l'accès à l'assistance humanitaire ou sa distribution en RDC; concourir à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la RDC :
- le fait d'apporter un concours aux groupes armés illégaux dans l'Est de la RDC en se livrant au commerce illicite de ressources naturelles, y compris l'or ;
- le fait d'agir au nom ou sur instruction d'une personne désigné ou au nom ou sur instruction d'une entité qui appartient à une personne désignée ou qu'elle contrôle;
- le fait de planifier, de diriger ou de participer des attaques contre les soldats de la paix de la MONUSCO ou des membres du personnel des Nations Unies ; et
- le fait de fournir à une personne ou une entité désignée ou en son nom un appui financier, matériel ou technologique, ou des biens ou services,

Soudan 1591

 ceux qui font obstacle au processus de paix, constituent une menace pour la stabilité au Darfour et dans la région, commettent des violations du droit international humanitaire ou des droits de l'homme ou d'autres atrocités, violent les mesures mises en œuvre par les États membres, conformément aux paragraphes 7 et 8 de la résolution 1556 (2004) et au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), telles gu'appliquées par un État, ou sont responsables de survols militaires à caractère offensif définis au paragraphe 6 de la résolution 1591 (2005).

Critères d'inscription

Liban 1636

· les personnes désignées par la Commission d'enquête internationale indépendante ou le Gouvernement libanais comme étant suspectes de participation à l'attentat terroriste à l'explosif, perpétré le 14 février 2005, à Beyrouth, au Liban, qui a couté la vie à l'ex-Premier Ministre libanais Rafiq Hariri et à 22 autres personnes.

RPDK 1718

- les personnes ou entités qui participent ou apportent un appui, y compris par d'autres moyens illicites, aux programmes de la République populaire démocratique de Corée en rapport avec les armes nucléaires, d'autres armes de destruction massive et les missiles balistiques, ou par des personnes ou entités agissant en leur nom ou sur leurs instructions. Les membres de la famille de ces personnes peuvent également être visés par l'interdiction de voyager.
- les entités et les personnes qui ont aidé à contourner les sanctions ou à violer les dispositions des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009).
- les personnes et entités qui ont contribué (i) aux programmes interdits de la RPDC, (ii) aux activités interdites par les résolutions ou (iii) au contournement des sanctions.

Libye 1970

- les personnes et entités qui ordonnent, contrôlent ou dirigent de toute autre manière la commission de violations graves des droits de l'homme contre des personnes se trouvant en Libye ou sont complices en la matière, y compris en préparant, commandant, ordonnant ou conduisant des attaques, en violation du droit international, notamment des bombardements aériens, contre des populations ou des installations civiles, ou en étant complices en la matière.
- les personnes et entités qui agissent pour des individus ou entités identifiés plus haut ou en leur nom ou sur leurs instructions ; les personnes et entités qui ont violé ou aidé à contourner les dispositions de la résolution 1970 (2011), en particulier l'embargo sur les armes, ou qu'elles ont aidé d'autres à les violer.
- dans le contexte de tentatives d'exportations illicites ou d'exportation illicite de pétrole brut depuis la Libye, le Comité pourra choisir d'imposer tout ou partie des mesures visées au paragraphe 10 de la résolution 2146 (2014) aux navires désignés, au cas par cas, pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours renouvelable par le Comité.
- · préparer, commander ou conduire des actes en violation du droit international des droits de l'homme ou du droit humanitaire, ou des actes qui constituent des abus des droits de l'homme, en Libye
- les attaques contre tout port aérien, terrestre ou maritime en Libye, ou contre des institutions ou installation libyennes d'Etat, notamment les installations pétrolières, ou contre une mission étrangère en Libye.
- · fournir un soutien à des groupes armés ou des réseaux criminels à travers l'exploitation illicite d'installations pétrolières ou de toute autre ressource naturelle en Libye
- agir pour, ou au nom de, ou à destination de personnes ou d'entités inscrits sur la liste
- menacer ou faire pression sur les institutions financières étatiques libyennes, ainsi que la Libyan National Oil Company, ou s'engager dans toute action qui pourrait entraîner ou résulter dans un détournement des fonds d'Etat libyens.
- planifier, diriger ou commanditer des attaques contre le personnel des Nations Unies, y compris des membres du Groupe d'experts.
- planifier, diriger ou commettre des actes de violence sexuelle et sexiste.

Critères d'inscription

Afghanistan 1988

- les personnes et les entités sont désignées sur la liste des sanctions de 1988 en tant que personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan;
- les actes ou activités indiquant qu'il y a lieu d'inscrire telle personne, tel groupe, telle entreprise ou telle entité sur la Liste sont les suivants :
- le fait de concourir à financer, organiser, faciliter, préparer ou exécuter des actes ou activités sous le nom, pour le compte et à l'appui de ceux qui étaient précédemment désignés comme Taliban, ou de concert avec eux ;
- · le fait de fournir, vendre ou transférer des armements ou matériels connexes à ces personnes;
- · le fait de recruter pour le compte de ces personnes ;
- le fait de soutenir de toute autre manière les actes ou activités des personnes précédemment désignées et autres personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan.

Guinée-Bissau 2048

- les personnes qui cherchent à empêcher le retour à l'ordre constitutionnel, ou prennent des mesures qui compromettent la stabilité de la Guinée-Bissau, en particulier celles qui ont joué un rôle de premier plan dans le coup d'État du 12 avril 2012 et qui visent, par leurs actes, à porter atteinte à l'état de droit, à contester la primauté du pouvoir civil et à aggraver l'impunité et l'instabilité dans
- les personnes qui agissent pour le compte des personnes identifiées à l'alinéa a) du paragraphe 6 ou en leur nom ou sur leurs instructions, ou qui leur fournissent soutien ou financement.

Critères d'inscription

RCA 2127

- le fait de se livrer ou d'apporter un appui à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité en RCA, notamment des actes qui menacent ou entravent la stabilisation et la réconciliation ou alimentent les violences ;
- le fait d'agir en violation de l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013) et prorogé au paragraphe 1 de la présente résolution ou d'avoir, directement ou indirectement fourni, vendu ou transféré à des groupes armés ou à des réseaux criminels opérant en RCA des armes ou du matériel connexe ou des conseils techniques, une formation ou une assistance, notamment financière, en rapport avec des activités violentes, ou en ayant été les destinataires:
- le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre, en RCA, des actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire ou constituant des atteintes aux droits de l'homme ou des violations de ces droits, notamment des attaques dirigées contre des civils, attentats à motivation ethnique ou religieuse, attentats commis contre des biens de caractère civil, y compris des centres administratifs, des tribunaux, des écoles et des hôpitaux, enlèvements, déplacements forcés;
- le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre des actes de violence sexuelle ou sexiste en République centrafricaine ;
- le fait de recruter des enfants ou utilisant des enfants dans le conflit armé en République centrafricaine, en violation du droit international ;
- le fait d'apporter un appui à des groupes armés ou à des réseaux criminels par l'exploitation ou le trafic illicites de ressources naturelles, telles que les diamants, l'or, la faune et la flore sauvage ou les produits qui en sont tirés en où de RCA;
- le fait de faire obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire destinée à la RCA. à l'accès à cette aide ou à sa distribution dans la RCA;
- le fait préparer, de donner l'ordre de commettre, de financer ou de commettre des attaques contre les missions de l'ONU ou les forces internationales de sécurité, notamment la MINUSCA, les missions de formation de l'Union européenne et les forces françaises, déployées sous les conditions prévues au paragraphe 65 de la résolution 2387 (2017) et qui les soutiennent, ainsi que contre le personnel humanitaire ;
- le fait de diriger une entité désignée par le Comité, ou lui avoir apporté un soutien ou avoir agi en son nom, pour son compte ou sur ses instructions.

Yemen 2140

- les personnes et entités se livrant ou apportant un appui à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen. Ces actes peuvent comprendre, sans s'y limiter :
- le fait d'entraver ou de compromettre la réussite de la transition politique prévue dans l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et l'Accord sur le mécanisme de mise en œuvre :
- le fait d'empêcher la mise en œuvre des décisions énoncées dans le rapport final issu de la Conférence de dialogue national sans exclusive en se livrant à la violence ou en s'attaquant aux infrastructures essentielles;
- le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre des actes qui violent le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme au Yémen ;
- le fait de violer l'embargo ciblé sur les armes ;
- le fait d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, l'accès à cette aide ou sa distribution au Yémen.

Critères d'inscription

Soudan du Sud 2206

- · Responsables ou complices d'activités ou de politiques faisant peser une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité au Soudan du Sud, ou comme ayant pris part, directement ou indirectement, à de telles activités ou politiques ;
- les activités ou politiques qui ont pour but ou pour effet d'étendre ou de prolonger le conflit au Soudan du Sud, ou de faire obstacle à la réconciliation, aux pourparlers ou au processus de paix, y compris les violations de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud (l'Accord) ;
- · les activités ou politiques qui compromettent les accords provisoires ou entravent la recherche d'une solution politique au Soudan du Sud, y compris le chapitre 4 de l'Accord revitalisé;
- · le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre au Soudan du Sud des actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme ;
- le fait de prendre pour cible des civils, notamment des femmes et des enfants, en préparant, en donnant l'ordre de commettre ou en commettant des actes de violence (notamment des meurtres, des mutilations, des actes de torture, des viols ou d'autres violences sexuelles), des enlèvements ou des disparitions et des déplacements forcés, en perpétrant des attaques contre des écoles, des hôpitaux, des lieux de culte ou des lieux où des civils ont trouvé refuge, ou en commettant d'autres actes qui constituent de graves atteintes aux droits de l'homme ou des violations du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire:
- le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre des actes de violence sexuelle ou fondée sur le genre au Soudan du Sud;
- le recrutement et l'emploi d'enfants par des groupes armés ou des forces armées dans le cadre du conflit armé au Soudan du Sud :
- le fait d'entraver les activités des missions de maintien de la paix ou des missions humanitaires ou diplomatiques déployées au Soudan du Sud, y compris celles du Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, l'acheminement ou la distribution de l'aide humanitaire ou l'accès à cette aide ;
- les attaques contre les Missions des Nations Unies, les présences internationales de sécurité ou d'autres opérations de maintien de la paix ou contre le personnel des organisations humanitaires;
- le fait d'agir, directement ou indirectement, au nom ou pour le compte de toute personne ou entité désignée par le Comité ;
- la participation de groupes armés ou de réseaux criminels à des activités qui déstabilisent le Soudan du Sud du fait de l'exploitation ou de commerce illégaux de ressources naturelles:
- les personnes qui dirigent toute entité, y compris tout gouvernement, toute opposition, toute milice ou tout autre groupe sud-soudanais, qui a pris part, ou dont les membres ont pris part à l'une des activités définies aux paragraphes 6 et 7 de la résolution 2206 (2015).

Critères d'inscription

Mali 2374

- · les personnes ou entités désignées comme étant responsables ou complices des activités ou politiques faisant peser une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité au Mali ou comme ayant contribué, directement ou indirectement, à ces activités ou politiques;
- le fait de prendre part à des hostilités en violation de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali signé en 2015;
- le fait de prendre des mesures qui font obstacle à la mise en œuvre de l'Accord, y compris par des retards persistants, ou menacent cette mise en œuvre.
- le fait d'agir pour le compte d'une personne ou entité se livrant aux activités visées aux alinéas a) et b) du paragraphe 8 de la résolution 2374 (2017), ou en son nom ou sur ses instructions, ou de lui fournir toute autre forme d'appui ou de financement, notamment en utilisant le produit de la criminalité organisée, dont la production et le commerce illicites de stupéfiants et de leurs précurseurs en provenance du Mali ou en transit dans le pays, la traite des êtres humains, le trafic de migrants, la contrebande et le trafic d'armes et le trafic de biens culturels :
- le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre, de financer ou de commettre des attaques contre : i) les différentes entités mentionnées dans l'Accord, y compris les institutions locales, régionales et nationales, les patrouilles mixtes et les Forces de défense et de sécurité maliennes; ii) les soldats de la paix de la MINUSMA et le personnel des Nations Unies et le personnel associé, notamment les membres du Groupe d'experts; iii) les forces internationales de sécurité, notamment la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, les missions de l'Union européenne et les forces françaises ;
- le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre au Mali des actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme ou des violations de ces droits, notamment des actes dirigés contre des civils, y compris les femmes et les enfants, en commettant des actes de violence (v compris des meurtres, des mutilations, des actes de torture, des viols ou d'autres violences sexuelles), des enlèvements, des disparitions forcées, des déplacements forcés ou des attaques contre des écoles, des hôpitaux, des lieux religieux ou des lieux où des civils ont trouvé refuge;
- l'emploi ou le recrutement d'enfants par des groupes armés ou des forces armées en violation du droit international, dans le cadre du conflit armé au Mali.

Notes de fin de page Partie III

- 1. S/2006/275 (2 mai 2006)
- 2. S/2006/724 (8 septembre 2006)
- 3. SPV/4465 et S/PRST/2002/2 (31 janvier 2002)
- S/2004/1031 (30 décembre 2004), S/2005/789 (16 décembre 2005), S/2007/6 (1 janvier 2007), S/2007/771 (31 décembre 2007), S/2008/795 (18 décembre 2008), S/2009/650 (15 décembre 2009), S/2010/654 (21 décembre 2010)
- 5. S/2002/207 (1 mars 2002)
- 6. S/RES/60/1 (24 octobre 2005)
- 7. S/PRST/2001/3 (31 janvier 2001)
- 8. S/2002/56 (14 janvier 2002)
- 9. S/RES/1977 (20 avril 2011)
- 10. S/2016/44 (16 janvier 2016)
- 11. S/PV.8218 (28 mars 2018)
- 12. A/59/565 (2 décembre 2004)
- 13. A/59/2005 (21 mars 2005)
- 14. A/64/868-S/2010/393 (21 juillet 2010)
- 15. S/2015/490 (30 juin 2015)
- 16. S/RES/2282 (27 avril 2016) et A/RES/70/262 (12 mai 2016)
- 17. S/PRST/2018/20 (18 décembre 2018)

Partie IV Relations avec les autres Organes

4.1 L'Assemblée générale

La Charte des Nations Unies régit la relation entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale et définit les interactions entre les deux organes. Elle délimite les pouvoirs de l'Assemblée générale pour traiter des différends et des situations qui peuvent menacer la paix et la sécurité internationales.

L'Assemblée générale peut discuter de toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un de quelconques organes prévus dans la Charte, et formuler sur ces questions ou affaires des recommandations aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de sécurité, sauf sur une question ou une situation que le Conseil est en train d'examiner, à moins que le Conseil ne le lui demande. Toute question, généralement comprise comme une action coercitive ou répressive, qui appelle une action est renvoyée au Conseil de sécurité (Articles 10, 11 [2] et 12 [1]).

L'Assemblée générale peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les situations qui semblent devoir mettre en danger la paix et la sécurité internationales (Article 11 [3]). Elle peut discuter des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales et faire des recommandations, (Article 12 [1]). L'Assemblée générale peut étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements, et faire, sur ces

principes, des recommandations soit au Conseil de sécurité, soit aux Membres de l'Organisation, soit aux Membres de l'Organisation et au Conseil de sécurité (Article 11 [1]).

La manière d'interpréter les restrictions imposées à l'Assemblée générale par l'Article 12 en ce qui concerne la formulation de recommandations sur des questions tant que le Conseil de sécurité « remplit, à l'égard d'un différend ou d'une situation quelconque, les fonctions qui lui sont attribuées par la présente Charte » a été activement discutée au cours des premières années de l'ONU. Au départ, il est entendu que l'Assemblée générale ne peut pas faire de recommandation sur une question de paix et de sécurité internationales tant que celle-ci est inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Cette interprétation a évolué, au fil du temps et, dans un avis de 1968, le conseiller juridique des Nations Unies a déterminé que, dans la pratique, l'Assemblée générale interprétait « exerce » comme signifiant « exerce en ce moment ».1 Il est désormais admis que l'Assemblée générale peut formuler des recommandations sur des questions que le Conseil examine. La Cour

Le Mécanisme international, indépendant et impartial pour la Syrie

Le 21 décembre 2016, l'Assemblée générale a adopté la résolution 71/248 créant un mécanisme international, indépendant et impartial (MIII) pour la Syrie par un vote de 105 voix contre 15 et 52 abstentions. Le MIII devait recueillir et analyser les preuves de crimes internationaux, avec l'idée que ces preuves pourraient être préservées pour un futur tribunal. C'est la première fois que l'Assemblée générale créait un tel organe. À l'époque, le Conseil de sécurité est paralysé depuis cinq ans sur la guestion de la responsabilité dans le conflit syrien. En 2014, un projet de résolution qui aurait déféré la question de la Syrie à la Cour pénale internationale a fait l'objet d'un véto de la part de la Chine et de la Russie.² Il y a peu d'espoir que le Conseil puisse créer un tribunal international pour enquêter et engager des poursuites pour les crimes en Syrie.

En vertu de la Charte des Nations Unies, seul le Conseil de sécurité peut créer des tribunaux pénaux dotés d'une juridiction contraignante sur les personnes et contraindre les États à coopérer avec eux. Le MII crée par l'Assemblée générale dépend de la coopération volontaire pour « collecter, consolider, préserver et analyser les preuves de violations du droit humanitaire international et de violations et abus des droits de l'homme » pour une utilisation future. L'Assemblée générale a, par conséquent, agi dans le cadre du mandat que lui confère la Charte des Nations Unies.

Le pouvoir de l'Assemblée générale de créer le MIII découle de l'Article 10 de la Charte des Nations Unies, qui lui confère le pouvoir de discuter et de faire des recommandations concernant « toutes questions ou toutes affaires dans le cadre de la présente Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de tout organe, prévu par la présente Charte ». En outre, l'Article 22 de la Charte confère à l'Assemblée générale le pouvoir de « créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions ».

Quand la formule « S'unir pour la paix » a-t-elle été utilisée ?

La formule « S'unir pour la paix » a été invoquée, explicitement ou implicitement, à plusieurs reprises, permettant à l'Assemblée générale d'examiner des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales soumises par le Conseil de sécurité lui-même :

- la situation au Moyen-Orient (canal de Suez), qui a conduit à la 1ère session d'urgence (ES-1) en 1956, après que le Conseil de sécurité a renvoyé la question dans la résolution 119 adoptée le 31 octobre 1956 (la France et le Royaume-Uni ont voté contre);
- la situation en Hongrie, qui a conduit à la 2ème session d'urgence (ES-2) en 1956, après que le Conseil de sécurité a renvoyé la question dans la résolution 120, adoptée le 4 novembre 1956 (l'URSS a voté contre) ;
- la situation au Moyen-Orient, qui a conduit à la 3ème session d'urgence (SE-3) en 1958, après que le Conseil de sécurité a renvoyé la question dans la résolution 129, adoptée à l'unanimité le 7 août 1958;
- · la situation au Congo, qui a conduit à la 4ème session d'urgence (SE-4) en 1960, après que le Conseil de sécurité a renvoyé la question dans la résolution 157 adoptée le 17 septembre 1960 (l'URSS a voté contre);
- · la situation en Afghanistan, qui a conduit à la 6ème session d'urgence (SE-6) en 1980, après que le Conseil de sécurité a renvoyé la question dans la résolution 462 adoptée le 9 janvier 1980 (l'URSS a voté contre); et
- · la situation au Moyen-Orient, qui a donné lieu à la 9ème session d'urgence (SE-9) en 1982, après que le Conseil de sécurité a soulevé la question dans la résolution 500, adoptée le 28 janvier 1982 (le Royaume-Uni et les États-Unis se sont abstenus) (« Compte tenu du fait que l'absence d'unanimité de ses membres permanents lors de la 2329ème réunion l'a empêché d'exercer sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, [il] décide de convoguer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale pour examiner la question »).

Toutes ces résolutions ont cité l'absence d'unanimité des membres permanents, qui a empêché le Conseil d'exercer sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme raison de convoquer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale.

L'initiative « S'unir pour la paix » a également été activée sans saisine du Conseil de sécurité par une demande directe à l'Assemblée générale par un État membre soutenue par la majorité des membres de l'Assemblée générale :

- la situation au Moyen-Orient, qui a conduit à la 5ème session d'urgence (ES-5) en 1967, convoquée par l'URSS;
- la question de la Palestine, qui a conduit à la 7ème session d'urgence (SE-7) en 1980, convoquée par le Sénégal;
- la question de la Namibie, qui a conduit à la 8ème session d'urgence (SE-8) en 1981, convoguée par le Zimbabwe ; et
- · la question de la Palestine, qui a conduit à la 10ème session d'urgence (ES-10), toujours en cours, convoquée par le Qatar en 1997.

internationale de justice a abordé l'interprétation de l'Article 12 (1), dans son avis consultatif de 2004 sur les « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé ». Elle

a conclu que la pratique, telle qu'elle a évolué, était conforme à l'article 12 (1). La CIJ a réaffirmé cette position dans son avis consultatif de 2010 sur la « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo ». L'Assemblée générale a formulé des recommandations sur des questions dont le Conseil est saisi, y compris l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, Chypre, le Moyen-Orient, le Myanmar, la Syrie et le Sahara occidental. Elle a adopté une résolution décidant de soumettre le rapport de la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme en RPDC, encourageant le Conseil à examiner les issues et recommandations pertinentes de la Commission.3 La résolution a encouragé également le Conseil à prendre les mesures appropriées pour assurer la reddition de comptes, y compris en envisageant de déférer la situation en RPDC à la Cour pénale internationale et de prendre des sanctions ciblées contre ceux qui pourraient avoir commis des actes susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité.

S'unir pour la paix

La résolution 337(V) de l'Assemblée générale, communément appelée « S'unir pour la paix », a été adoptée le 3 novembre 1950, face aux vétos soviétiques bloquant l'action du Conseil pendant la guerre de Corée. Cette résolution stipule que si le Conseil de sécurité, faute d'unanimité des membres permanents, n'exerce pas sa responsabilité principale d'agir comme il convient pour maintenir la paix et la sécurité internationales, l'Assemblée générale examinera immédiatement la question en vue de faire des recommandations aux membres pour des mesures collectives, y compris, dans le cas d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, l'emploi de la force armée, le cas échéant, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Lorsqu'elle n'est pas en session, l'Assemblée générale peut se réunir en utilisant le mécanisme de la session extraordinaire d'urgence. Une telle session d'urgence peut être demandée par un vote de neuf membres du Conseil—il s'agirait d'un vote de procédure, non soumis au véto—ou par un vote majoritaire de l'Assemblée générale.

« S'unir pour la paix » est important en son temps, mais ses deux principales innovations sont désormais superflues à la lumière de la pratique organisationnelle. Lorsque la résolution 337(V) a été adoptée, l'Assemblée générale a tendance à ne se réunir que de la mi-septembre à la fin décembre. Aujourd'hui, elle se réunit en session permanente, ce qui annule la nécessité de convoquer une session extraordinaire d'urgence, sauf si l'on souhaite convoquer une session d'urgence pour faire valoir un point de vue politique. En pratique, l'Assemblée

générale fait désormais régulièrement des recommandations concernant les mesures collectives sans l'emploi de la force coercitive, conformément aux Articles 11 (3) et 12 (1), y compris dans les situations dont le Conseil est activement saisi.

Élections au Conseil de sécurité

L'Assemblée générale élit chaque année cinq membres du Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans, prévu à l'Article 142 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Les membres ont parfois effectué des mandats plus courts : il y a eu des mandats d'un an, principalement dans les années 1960, soit pour sortir des impasses électorales, soit pour établir le cycle de rotation de deux ans. En 2016, l'Italie et les Pays-Bas ont accepté de partager un mandat fractionné, l'Italie occupant le siège en 2017 et les Pays-Bas en 2018.

L'Article 23 (1) stipule également que les membres non permanents du Conseil doivent être élus par l'Assemblée générale en prenant « spécialement en considération » trois conditions :

- leur « contribution [...] au maintien de la paix et de la sécurité internationales »;
- leur « contribution [...] aux autres fins » de l'ONU ; et
- une « répartition géographique équitable ».

Alors que la « répartition géographique équitable » a été définie et précisée dans les résolutions de l'Assemblée générale, la signification précise de la « contribution » reste vague et sujette à interprétation. Les États membres ainterprété les contributions au maintien de la paix et de la sécurité internationales comme incluant, entre autres, des ressources financières, des troupes ou des moyens militaires, du personnel civil ou de police. Les contributions à « d'autres fins » ont été liées à des contributions financières à des programmes des Nations Unies ou à d'autres formes d'aide publique au développement, ou encore à l'engagement politique de faire progresser un bien public mondial particulier.

Le 17 décembre 1963, avec l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1991 (XVIII),⁴ le nombre de membres élus est passé de six à dix et un système de « répartition géographique équitable » a été établi. Les sièges étaient répartis comme suit : cinq sièges pour les États d'Afrique et d'Asie (subdivisés par la suite dans la pratique en trois sièges pour le Groupe africain et deux sièges pour le Groupe Asie-Pacifique);

- deux sièges pour les États d'Amérique latine et des Caraïbes ;
- deux sièges pour les États d'Europe occidentale et autres États ; et
- un siège pour les États d'Europe de l'Est.

- En pratique, les sièges non permanents sont répartis de la manière suivante:
- · deux sièges pour le Groupe africain, les années impaires, un siège étant disponible, les années paires;
- deux sièges pour le Groupe des États d'Europe de l'Ouest et autres États, les années paires ;
- un siège pour le groupe Asie-Pacifique, les années impaires ;
- un siège pour le groupe Amérique latine et Caraïbes, les années paires;
- un siège pour le groupe d'Europe de l'Est, les années impaires ; et
- un « siège arabe transitoire » qui alterne entre le groupe africain et le groupe Asie-Pacifique, les années impaires.

Les États membres des Nations Unies officialisent leur intention de demander un siège au Conseil de sécurité en informant le président mensuel tournant de leur groupe régional respectif à New York. Ils le font par écrit, en précisant le mandat de deux ans qu'ils souhaitent obtenir. Le président incorpore ces informations dans le tableau des candidatures de l'ONU du groupe régional, qui est tenu à jour par

Groupes électoraux

Bien que la Charte des Nations Unies prévoie que les membres non permanents soient élus conformément à une répartition géographique équitable, elle n'a pas stipulé comment y parvenir. Néanmoins, le principe de la répartition géographique équitable a donné lieu à la création de groupes électoraux de l'ONU en tant que moyen d'obtenir une combinaison géographique particulière. Les groupes régionaux, tels qu'ils fonctionnent en 2019, sont :

- Groupe africain, 54 membres
- · Groupe Asie-Pacifique, 54 membres
- Groupe de l'Europe de l'Est (GEE), 23 membres
- Groupe Amérique latine et Caraïbes (GRULAC), 33 membres
- Groupe d'Europe de l'Ouest et autres (GEOA), 28 membres.

L'État de Palestine a obtenu le statut d'État observateur non membre de l'ONU à la suite de l'adoption par l'AG de la résolution 67/19(2012). Elle a le statut d'État observateur à l'Assemblée générale, mais est membre à part entière du groupe Asie-Pacifique.

Les États-Unis d'Amérique ne sont membres d'aucun groupe, mais assistent aux réunions du GAEO en tant qu'observateur et sont considérés comme un membre de ce groupe à des fins électorales. Israël, qui n'a appartenu à aucun groupe pendant de nombreuses années, a obtenu une admission temporaire au GEOA, en mai 2000, renouvelable tous les quatre ans. En 2004, Israël a obtenu le renouvellement permanent de son admission.

Qu'est-ce que le « Siège arabe transitoire »?

Le « siège arabe transitoire » est un accord informel, datant de 1967, en vertu duquel un État arabe occupait continuellement un siège au Conseil depuis 1968. Le Groupe africain et le Groupe Asie-Pacifique ont présenté alternativement un candidat arabe toutes les années impaires : le candidat arabe du Groupe africain provient généralement d'Afrique du Nord, sauf lorsque le Soudan a occupé le siège en 1972-1973.

chaque groupe et examiné lors des réunions mensuelles du groupe. À ce stade, la plupart des candidats préparent une note circulaire adressée à toutes les missions permanentes de l'ONU, à New York, pour les informer de leur candidature. Une note est souvent envoyée au Secrétariat ou au président de l'Assemblée générale ou aux deux, bien que cela ne soit pas exigé par le règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Les candidats au Conseil de sécurité cherchent à obtenir l'engagement des États membres à voter pour eux, souvent des années avant l'élection et souvent jusqu'au jour de l'élection. Faire campagne pour le Conseil de sécurité exige d'importants investissements en temps et en ressources financières, en particulier pour les élections contestées, bien que les fonds mobi-

lisés par les pays soient très variables.

Comment les membres sont-ils élus au Conseil de sécurité ?

En 2016, les élections au Conseil de sécurité, qui se sont tenues auparavant en octobre, ont été reportées à juin, conformément à la résolution 68/307 de l'Assemblée générale, adoptée le 18 septembre 2014, afin de donner aux membres plus de temps pour se préparer à devenir membres du Conseil. A l'instar des autres organes principaux de l'ONU, les élections au Conseil sont régies par le règlement intérieur de l'Assemblée générale et nécessitent un scrutin formel, même si les candidats ont été soutenus par leurs groupes régionaux et se présentent sur « une liste blanche ».

Afin d'obtenir son siège, un pays doit obtenir les voix des deux tiers des États membres présents et votants à l'Assemblée générale, que l'élection soit contestée ou non. Cela signifie que 129 voix au minimum sont nécessaires pour obtenir un siège, lorsque les 193 États membres participent. Les États membres qui s'abstiennent sont considérés comme ne votant pas. Un État membre peut être interdit de vote en raison d'arriérés de paiement des cotisations à l'ONU, conformément à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies.

Lorsque aucun candidat n'obtient les deux tiers des voix au premier tour, un second tour est organisé avec un scrutin restreint aux candidats ayant obtenu le plus de voix. Dans ce « scrutin restreint », le nombre de candidats inclus est limité à deux fois le nombre de sièges vacants à pourvoir: si un siège est à pourvoir, seuls les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour de scrutin participent au tour suivant du scrutin (Article 93 du règlement intérieur

de l'Assemblée générale) ; lorsque deux sièges ou plus sont à pourvoir, le nombre de candidats restants ne doit pas être supérieur au double du nombre de sièges restants à pourvoir (Article 94 du règlement intérieur de l'Assemblée générale). Tous votes en faveur d'autres candidats pendant le(s) tour(s) de scrutin restreint sont considéré comme nul. Le scrutin restreint peut se poursuivre pendant trois tours au maximum. Lorsque, à ce stade, un candidat ne parvient toujours pas à obtenir une majorité des deux tiers, le scrutin libre est ré-ouvert pour un maximum de trois tours pour tous les candidats, y compris les nouveaux venus. Ce schéma de scrutin restreint et non restreint se poursuit jusqu'à ce qu'un candidat ait obtenu les deux tiers des votes requis.

L'émergence de nouveaux candidats pendant les tours sans restriction est rare, mais pas sans précédent. Cela se produit le plus souvent lorsqu'il semble y avoir une impasse après plusieurs tours. Si une tendance se dessine en faveur d'un ou de plusieurs candidats après une succession de votes non concluants, il n'est pas rare que le ou les candidats ayant obtenu le moins de voix se retirent.

Bien qu'improbable, il est théoriquement possible qu'un État membre se présentant sur une « liste blanche » n'obtienne pas les votes requis des personnes présentes à l'Assemblée générale au premier tour du vote. Cet État candidat peut alors être contesté lors des tours suivants et peut finalement ne pas obtenir de siège.

L'Article 88 du règlement intérieur de l'Assemblée générale indique que lorsque le président annonce que le vote commence, le processus de vote ne peut être interrompu, sauf pour présenter une motion

Quelles sont les questions qui nécessitent une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale?

Conformément à l'Article 18 de la Charte des Nations Unies, les questions « importantes » qui requièrent une majorité des deux tiers des membres de l'AG présents et votants sont :

- les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales ;
- l'élection des membres non permanents du Conseil de sécurité ;
- l'élection des membres de l'ECOSOC et du Conseil de tutelle ;
- · l'admission de nouveaux Membres à l'ONU
- · la suspension des droits et privilèges de Membres ;
- l'exclusion de Membres:
- · les questions relatives au fonctionnement du régime de tutelle ;
- · et les questions budgétaires.

Les autres déterminations, y compris les autres questions qui requièrent une majorité des deux tiers, sont prises à la majorité des membres présents et votants.

Tours de votes prolongés

Dans plusieurs cas, des tours de vote prolongés ont été nécessaires pour pourvoir un siège contesté. En 2006, le Guatemala et le Venezuela ont effectué 47 tours de vote avant de se retirer, et le Panama a été élu au 48ème tour. En 1979, la Colombie et Cuba se sont disputées un siège pendant 154 tours, un record pour des élections au Conseil de sécurité, avant que le Mexique ne soit élu comme candidat de compromis au 155ème tour. En 1956, il y a eu 52 tours entre la Pologne et la Turquie, qui se sont terminés par un accord stipulant qu'ils siégeraient chacun pendant un an.

d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote. Par ailleurs, les explications sur le vote ne sont pas permises lorsque les votes sont effectués au scrutin secret, comme dans le cas des élections au Conseil de sécurité.

Après l'élection, et dans le cadre du processus d'initiation, les nouveaux membres élus sont invités à participer en tant qu'observateurs aux consultations du Conseil de sécurité à partir du 1er octobre avant de prendre leur siège le 1er janvier pour un mandat de deux ans non renouvelable.

Relations entre les Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale

Bien que l'Assemblée générale appelle à une plus grande interaction entre les présidents des deux organes, celle-ci n'a pas lieu régulièrement. À certains moments, par exemple pendant le processus de sélection du Secrétaire général, les présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale peuvent avoir une réunion mensuelle pour un échange de vues. Le

président de l'Assemblée générale peut publier un communiqué de presse à l'issue de ces réunions.

Rapports annuels et spéciaux du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

En vertu de la Charte des Nations Unies, la seule obligation claire du Conseil de sécurité envers l'Assemblée générale est de soumettre un rapport annuel à son examen, comme le stipule l'Article 24 (3) (« le Conseil de sécurité soumet, pour examen, des rapports annuels et, le cas échéant, des rapports spéciaux à l'Assemblée générale »). La Charte énonce également l'obligation de l'Assemblée générale de recevoir et d'examiner ces rapports, et précise que les rapports doivent inclure les « mesures que le Conseil de sécurité a décidées ou prises pour maintenir la paix et la sécurité internationales ».

Le rapport annuel couvre les activités et les questions examinées par le Conseil de sécurité. Il est diffusé sous la cote A/(session)/2 et publié dans le Supplément 2 des Documents officiels de l'Assemblée générale.

Le format du rapport annuel a été révisé au moins sept fois, d'abord en 1974, puis en 1985, 1993, 1994, 1995, 2002 et 2015. Les modifications apportées au rapport annuel ont été consignées dans des notes du président, y compris les notes S/1997/451, S/2002/199, S/2015/944 et S/2017/507.

Pendant de nombreuses années, le rapport annuel est une compilation des documents du Conseil, des communications reçues et des réunions, produite par le Secrétariat. Au fil du temps, l'actualité, le contenu et le format du rapport se sont améliorés. En 2002, une introduction plus analytique a été ajoutée. La pratique veut que l'introduction—concise et ne dépassant pas 10.000 mots—soit rédigée par la délégation assurant la présidence du Conseil en juillet (sauf si ce membre quitte le Conseil à la fin de l'année, auquel cas elle revient au président du mois suivant), des réunions informelles étant organisées pour discuter du processus de rédaction. Le rapport doit être approuvé par tous les membres actuels du Conseil et ceux qui ont siégé au Conseil pendant la période couverte. D'autres changements, exposés dans la note S/2015/944, ont inclus le remplacement de la période couverte d'un cycle de mi-année par un cycle d'année civile.

Depuis 1993, le rapport annuel est adopté lors d'une réunion publique du Conseil. Une note du président est publiée après l'adoption. Le rapport est présenté à l'Assemblée générale par le président du Conseil en exercice, qui, selon le nouveau cycle de l'année civile, est censé être adopté lors d'une session de l'Assemblée générale, au printemps. La présentation du rapport annuel est l'occasion pour les membres de l'Assemblée générale de commenter le contenu du rapport, ainsi que la mise en œuvre par le Conseil de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil n'a jamais présenté de rapport spécial à l'Assemblée générale.

Nomination du Secrétaire général

En 1946, l'Assemblée générale a adopté la résolution 11(I), qui a déterminé les rôles respectifs du Conseil et de l'Assemblée générale dans le processus de sélection. La résolution exigeait des majorités de vote, tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale, et a prévu que la recommandation et la nomination soient discutées en réunions fermées et que le vote, lorsqu'il est effectué par le Conseil, soit secret. Au fil des ans, le Conseil a eu recours à de « straw poll » pour évaluer la viabilité de plusieurs candidats avant de procéder à un vote officiel. Le processus de vote par « straw poll » permet de voter de manière informelle et sans tenir de réunion officielle dans la salle du Conseil. L'étape finale du processus de sélection est une résolution du Conseil recommandant la nomination du prochain Secrétaire général à l'Assemblée générale. Cette résolution du Conseil n'a pas toujours été adoptée à l'unanimité, et comme cette question est considérée comme importante, elle ne peut être adoptée avec un membre permanent votant contre. La nomination

Admission du Soudan du Sud

- · La demande d'admission à l'ONU la plus récente est celle du Soudan du Sud.
- Le Conseil a examiné cette demande lors de sa 6580ème réunion séance, le 11 juillet 2011, et l'a renvoyée au Comité d'admission des nouveaux membres (Article 59 du Règlement intérieur provisoire).
- · Le Comité a décidé à l'unanimité de recommander au Conseil d'admettre la République du Soudan du Sud, comme membre de l'ONU et a recommandé l'adoption d'un projet de résolution à cet effet.
- Lors de sa 6582ème réunion, le 13 juillet 2011, le Conseil a adopté la résolution 1999, recommandant à l'Assemblée générale d'admettre la République du Soudan du Sud, comme membre de l'ONU. Le Conseil a également adopté une déclaration présidentielle avec sa recommandation.5
- Dans une lettre du 13 juillet 2011 du président du Conseil au Secrétaire général, le Conseil a demandé à ce dernier de transmettre à l'Assemblée générale la résolution 1999 et les comptes rendus complets des débats des 6580ème et 6582ème réunions (Article 60 du Règlement intérieur provisoire).
- Le 14 juillet 2011, l'Assemblée générale a décidé d'admettre la République du Soudan du Sud, comme membre de l'ONU par sa résolution 65/308.

effective a traditionnellement été faite à travers une résolution de l'Assemblée générale, par exemple A/RES/71/4 du 13 octobre 2016 nommant le Secrétaire général António Guterres, en qualité de Secrétaire général du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021.

Admission à l'ONU

Les États sont admis comme membres de l'ONU par décision de l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité (Article 4 [2]). Les droits et privilèges de membres de l'Assemblée générale peuvent également être suspendus et rétablis sur recommandation du Conseil (Article 5), et le Conseil peut recommander l'exclusion d'un membre qui a enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la Charte (Article 6).

4.2 Le Conseil économique et social

L'ECOSOC coordonne le travail des 15 institutions spécialisées de l'ONU, des huit commissions techniques et des cinq commissions régionales, reçoit les rapports des six fonds et programmes de l'ONU et émet des recommandations politiques à l'intention du système

des Nations Unies et des États membres. En vertu de la Charte des Nations Unies, l'ECOSOC est chargé de promouvoir des niveaux de vie plus élevé, le plein emploi et le progrès économique et social, de rechercher des solutions aux problèmes internationaux dans les domaines économique, social et sanitaire, de faciliter la coopération internationale dans les domaines de la culture et de l'éducation et d'encourager le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'ECOSOC compte 54 membres élus par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans.

La Charte ne comporte qu'un seul article sur les relations entre le Conseil de sécurité et l'ECOSOC. L'Article 65 stipule que « le Conseil économique et social peut fournir des informations au Conseil de sécurité et l'assister si celui-ci le demande. »

La résolution 85 sur la nécessité d'apporter une aide à la Corée, adoptée le 31 juillet 1950, est, la première fois, où l'Article 65 était mentionné dans une résolution du Conseil. Elle a demandé à l'ECO-SOC, ainsi qu'au Secrétaire général, aux institutions de l'ONU et aux organisations non gouvernementales, d'apporter une assistance au Commandement de l'ONU pour le secours et le soutien de la population civile de Corée. Il v a eu deux références antérieures aux relations entre le Conseil de sécurité et l'ECOSOC. En août 1948, à propos de la question palestinienne, le Royaume-Uni a proposé que le compte rendu complet des débats du Conseil sur la question des réfugiés soit transmis à l'ECOSOC pour « toute action qu'il pourrait entreprendre ». Dans une lettre datée du 14 mars 1949, le Secrétaire général atransmis au président du Conseil de sécurité la résolution 214 B (VIII) adoptée par l'ECOSOC, le 16 février 1949, sur les droits de l'homme en Palestine.

Dans les années 1990, lorsque le Conseil a commencé à discuter de questions qui recoupaient le travail de l'ECOSOC, comme le développement, la protection des civils dans les conflits armés, les droits de l'homme, l'impact des conflits armés sur les enfants ou les liens entre la paix et le développement durables, ses décisions ont comporté davantage de références au rôle et aux contributions de l'ECOSOC.

En 1992, le Secrétaire général Boutros Boutros Ghali a noté dans son rapport « Un Agenda pour la paix » la pertinence potentielle de l'Article 65 dans le cadre d'un système d'alerte précoce. Il a recommandé que le Conseil de sécurité invite l'ECOSOC à soumettre des rapports, conformément à l'Article 65 de la Charte, sur « les développements économiques et sociaux qui peuvent, s'ils ne sont pas atténués, menacer la paix et la sécurité internationales ». Le Conseil de sécurité, dans la déclaration présidentielle publiée à l'issue d'une réunion ministérielle

sur la situation en Afrique le 24 septembre 1998, et dans sa résolution 1170 de 1998,6 a également demandé à l'ECOSOC d'envisager une réponse globale aux défis auxquels l'Afrique est confrontée. Le Conseil a réaffirmé l'importance de l'interaction avec l'ECOSOC à cet égard dans une déclaration présidentielle du 31 janvier 2002.7

La nécessité d'une coopération et d'une collaboration plus étroites entre le Conseil de sécurité et l'ECOSOC pour relever les défis de la consolidation de la paix dans les pays sortant d'un conflit a également été régulièrement évoquée. Avec la création de la CCP en 2005, les rôles du Conseil de sécurité et de l'ECOSOC au sein de la CCP a créé un autre lien entre les deux.

Exposés du président de l'ECOSOC au Conseil

En 2002, le président de l'ECOSOC a fait un exposé au Conseil, pour la première fois, lors d'une réunion sur la situation en Afrique.

Groupes consultatifs spéciaux sur le Burundi et la Guinée-Bissau

La résolution 55/217 de l'Assemblée générale de décembre 2000 sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique a demandé à l'ECOSOC d'envisager la création d'un groupe consultatif spécial sur les pays africains sortant d'un conflit en vue d'évaluer leurs besoins et d'élaborer un programme de soutien à long terme qui commence par l'intégration des aides au développement.

En 2002, les groupes consultatifs spéciaux de l'ECOSOC (GCS) ont été créés avec pour mandat d'évaluer les besoins économiques et humanitaires des pays concernés, d'examiner les programmes d'aide pertinents et de fournir des conseils sur la manière d'assurer que l'aide de la communauté internationale en faveur du pays concerné est « adéquate, cohérente, bien coordonnée et efficace et favorise les synergies ».14 Afin de réaliser ces objectifs, les groupes se sont rendus dans les pays et ont eu de larges consultations avec les autorités nationales et leurs partenaires de développement.

Le GCS sur la Guinée-Bissau a été créé en octobre 2002 et a compris le Brésil, les Pays-Bas, le Portugal et l'Afrique du Sud. Le GCS sur le Burundi a été créé, en juillet 2003 et a compris la Belgique, l'Éthiopie, la France, le Japon et l'Afrique du Sud. Les deux groupes se sont réunis généralement au niveau des Ambassadeurs, les représentants permanents de la Guinée-Bissau et du Burundi participant aux réunions respectives. Les groupes consultatifs ont invité le président du groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, le président de l'ECOSOC et, dans le cas de la Guinée-Bissau, le président du Groupe des amis de la Guinée-Bissau, à participer à leurs travaux. Il a été mis fin aux deux GCS, lorsqu'ils ont été ajoutés à l'ordre du jour de la CCP : le GCS sur le Burundi en 2006 et le GCS sur la Guinée-Bissau en 2008.

Alors que les défis de la consolidation de la paix au Burundi et en Guinée-Bissau sont maintenant traités par la Commission de consolidation de la paix, l'ECOSOC conserve son rôle de conseil auprès d'Haïti sur une stratégie de développement à long Cette réunion a été suivie par la participation de l'ECOSOC à deux autres réunions⁸ sur la situation en Afrique, en mai et juillet de la même année, ainsi que sur les femmes, la paix et la sécurité9 et la région d'Afrique centrale. 10 L'année suivante, le président de l'ECO-SOC a participé à une discussion de récapitulation¹¹ sur le travail du Conseil et à des réunions sur la Guinée-Bissau et le Burundi.¹² Entre 2004 et 2007, le président de l'ECOSOC a présenté sept exposés au Conseil sur une série de questions, y compris les pays sortant d'un conflit, la consolidation de la paix post-conflit, les crises complexes et la réforme du secteur de la sécurité. La participation de l'ECOSOC aux réunions du Conseil a diminué depuis 2009, avec quatre exposés entre 2009 et 2019. Le dernier exposé a eu lieu en 2018 lors d'un débat public du Conseil sur le renforcement du multilatéralisme et du rôle de l'ONU.13

terme pour promouvoir le redressement socio-économique et la stabilité à travers le Groupe consultatif spécial sur Haïti. Le premier groupe consultatif sur Haïti a été créé en 1999 en réponse à une demande du Conseil de sécurité, utilisant l'Article 65 de la Charte des Nations Unies pour demander conseil à l'ECOSOC. Il aété réactivé en 2004.

Le Groupe est composé des représentants permanents du Canada (président), de l'Argentine, du Bénin, des Bahamas, du Brésil, du Chili, de la Colombie, d'El Salvador, de la France, d'Haïti, du Mexique, du Pérou, de l'Espagne, de Trinité-et-Tobago et des États-Unis d'Amérique. Dans sa décision 2004/322, l'ECOSOC a également décidé que le Groupe inviterait la participation du président de l'ECOSOC et du représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti. Le mandat du groupe est de donner des avis consultatifs sur la stratégie de développement à long terme d'Haïti, afin de « promouvoir le redressement socio-économique, la reconstruction et la stabilité, en accordant une attention particulière à la nécessité d'assurer la cohérence et l'autonomie du soutien international à Haïti, sur la base des priorités de développement national à long terme, en s'appuyant sur le Plan stratégique pour le développement d'Haïti ».15

Ces groupes consultatifs ont créé une passerelle entre le Conseil de sécurité et l'ECOSOC, ce qui a permis de renforcer la coopération pendant quelques années en reliant les aspects socio-économiques et politiques du redressement post-conflit. Il a également joué un rôle important dans le travail du groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique. Il y a eu deux missions sur le terrain où le Conseil de sécurité et l'ECOSOC ont collaboré. Alors que le Conseil de sécurité a effectué une visite en Afrique de l'Ouest, du 22 au 28 juin 2004, les 27 et 28 juin, la mission a été rejointe en Guinée-Bissau par le président du groupe de travail spécial de l'ECOSOC sur la Guinée-Bissau. La mission de visite du Conseil de sécurité en Haïti, du 13 au 16 avril 2005, s'est déroulée conjointement avec la mission du Groupe consultatif d'experts sur Haïti de l'ECOSOC.

4.3 Le Conseil de tutelle

Le Conseil de tutelle est un organe principal de l'ONU, chargé de superviser l'administration des territoires sous tutelle placés sous le système de tutelle. Le système de tutelle a été créé pour la supervision des territoires sous tutelle placés sous son autorité par des accords individuels avec les États qui les administrent. Les principaux objectifs du système sont de promouvoir le progrès des habitants des territoires sous tutelle et leur développement progressif vers l'autonomie ou l'indépendance. Le Conseil de tutelle est composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité—Chine, France, Russie, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique. Dans le passé, il a également inclus des États membres administrant des territoires sous tutelle et des États membres élus par l'Assemblée générale. Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1er novembre 1994, un mois après l'indépendance de Palau, le dernier territoire sous tutelle des Nations Unies.

La Charte des Nations Unies a conféré au Conseil de sécurité la responsabilité d'approuver les termes des accords de tutelle pour les territoires stratégiques sous tutelle, ainsi que de les modifier ou de les amender. Il a également été mandaté pour exercer toutes les fonctions de l'ONU relatives aux territoires stratégiques sous tutelle. L'Assemblée générale est responsable des territoires ordinaires sous tutelle.

4.4 La Cour internationale de justice

La Charte des Nations Unies a prévu une relation symbiotique entre le Conseil de sécurité et la CIJ. Elle a fait de la CIJ le principal organe judiciaire de l'ONU (Article 96). En vertu de l'Article 96, l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité « peut demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur toute question juridique ». La CIJ est l'un des outils à la disposition du Conseil pour le règlement pacifique des différends affectant la paix et la sécurité internationales. En vertu de l'Article 36 (3), le Conseil « doit aussi tenir compte du fait que, d'une manière générale, les différends d'ordre juridique devraient être soumis par les parties à la Cour internationale de Justice conformément aux dispositions du Statut de la Cour ». (Voir la partie 1 pour plus de détails sur la CI7 et l'utilisation de l'Article 36 [2]).

La Charte a conféré à la CIJ le pouvoir de donner des avis consultatifs. L'Assemblée générale a demandé plusieurs de ces avis à la Cour, le plus récent concernant l'Archipel des Chagos en 2017. Dans son avis final, rendu le 25 février 2019, la Cour a conclu que « le processus de décolonisation de Maurice n'avait pas été légalement achevé, lorsque ce pays a accédé à l'indépendance » et que le « Royaume-Uni est dans l'obligation de mettre fin à son administration de l'Archipel des Chagos, dans les plus brefs délais possibles ».16 La possibilité pour le Conseil de demander un avis consultatif est apparue, à plusieurs reprises, dans ses délibérations au cours des premières années d'existence de l'ONU. Un projet de résolution présenté par la Belgique le 26 août 1947 pour demander un avis consultatif sur la compétence du Conseil à traiter de la situation en Indonésie (où des combats avec la puissance coloniale néerlandaise avaient éclaté après la fin de la Seconde Guerre mondiale) n'a pas obtenu la majorité requise. Un projet de résolution syrien proposé le 27 juillet 1948, demandant un avis consultatif sur le statut juridique de la Palestine après la fin du mandat britannique, n'a pas non plus obtenu la majorité requise.

Le Conseil et l'exécution des arrêts de la CIJ

L'exécution des arrêts de la CIJ est un autre domaine potentiel d'échange entre la Cour et le Conseil. L'Article 94 (2) de la Charte confère au Conseil le pouvoir de « faire des recommandations ou décider' » des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt si l'une

Avis consultatif sur la présence de l'Afrique du Sud en Namibie

Le Conseil n'a demandé un avis consultatif qu'une seule fois. Le 29 juillet 1970, il ademandé un avis consultatif sur les « conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie ». Cette demande s'est inscrite dans le contexte du mépris de l'Afrique du Sud des résolutions antérieures de l'ONU, y compris les résolutions 264, 269 et 276 du Conseil, qui lui ont demandé de mettre fin à sa présence en Namibie.

Dans son avis consultatif du 21 juin 1971, la Cour a estimé que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie est illégale et que les États membres des Nations Unies sont tenus de s'abstenir de tout acte et de toute relation avec le gouvernement sud-africain qui impliquerait la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration, ou qui prêterait appui ou assistance à celles-ci. Dans sa résolution 301 du 20 octobre 1971, le Conseil a pris note avec satisfaction de l'avis consultatif, a approuvé ses issues opérationnelles et a demandé à tous les États de se comporter, conformément à l'avis consultatif. La France et le Royaume-Uni se sont abstenus sur cette résolution.

Article 94 (2): Nicaragua contre les États-Unis d'Amérique

Le 20 octobre 1986, dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité, le Nicaragua ademandé la tenue d'une réunion d'urgence pour examiner la non-exécution par les États-Unis d'Amérique de l'arrêt rendu par la CIJ, le 27 juin 1986, à leur encontre dans l'affaire des Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre ce pays. Dans son arrêt, la Cour a estimé que les États-Unis d'Amérique ont violé l'interdiction de l'emploi de la force en soutenant les « Contras », rebelles opérant contre le gouvernement nicaraguayen, et en posant des mines dans les eaux nicaraguayennes. Le 28 octobre, les États-Unis d'Amérique ont opposé leur véto à un projet de résolution demandant l'exécution intégrale et immédiate de l'arrêt de la CIJ. Dans une déclaration faite avant le vote, les États-Unis d'Amérique ont rejeté la juridiction et la compétence de la Cour pour rendre l'arrêt du 27 juin. La France, la Thaïlande et le Royaume-Uni se sont abstenus lors du vote.

des parties au litige le lui demande. Dans la pratique, cependant, le Conseil n'a jamais fait usage de son pouvoir d'exécution d'un arrêt de la CIJ, même s'il convient de noter que les parties au litige se sont, le plus souvent, conformées aux arrêts de la CII.

Relations entre le Conseil de sécurité et la CIJ

Depuis 2000, le Conseil a suivi, chaque année, un exposé fait par le président de la CIJ sur les cas pendants devant la Cour, les arrêts récents et le budget de la Cour. Les rôles complémentaires que jouent la Cour et le Conseil dans la promotion de l'État de droit et les liens de fond entre les questions examinées par ces organes ont également fait l'objet de discussions.

Le 11 août 2014, une mission de visite du Conseil s'est rendue à La Haye. Les membres du Conseil ont rencontré le greffier de la CIJ et plusieurs juges et ont participé à une session de dialogue interactif avec les juges de la CIJ, coprésidée par le Luxembourg et le Chili. La discussion a porté sur le travail de la CII, les défis à relever pour faire accepter au niveau international ses avis consultatifs et la juridiction contraignante de la Cour, ainsi que sur les relations du Conseil avec la CII.

Élection des juges de la CII

La CIJ est composée de 15 juges élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil. Cinq sièges sont à pourvoir tous les trois ans, normalement en novembre. En cas de vacance d'un poste, le Conseil et l'Assemblée générale organisent tous deux des élections. Le nouveau juge occupera le siège pour le reste du mandat.

Conformément à l'Article 2 du Statut :

La Cour est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

L'Article 8 du Statut stipule que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des

membres de la Cour au vote secret. Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix (c'est-à-dire la majorité de tous les électeurs, qu'ils votent ou non) dans l'Assemblée générale et dans le Conseil de sécurité. Un candidat doit par conséquent obtenir un minimum de 97 voix dans l'Assemblée générale et de huit voix dans le Conseil de sécurité. Lors du vote au Conseil, il n'y a pas de distinction entre les membres permanents et non permanents.

Chaque électeur peut voter pour cinq candidats au premier tour. Si le nombre de candidats obtenant la majorité absolue est inférieur à cinq au premier tour, il est procédé à un second tour pour les postes restants et le vote se poursuit jusqu'à ce que cinq candidats aient obtenu la majorité requise. Si plus de candidats que le nombre requis obtiennent la majorité absolue sur le même bulletin de vote dans l'un ou l'autre organe, un nouveau vote sur tous les candidats sera organisé. Dans le cas où les cinq candidats élus par un organe ne sont pas les mêmes que ceux élus par l'autre, les deux organes procéderont (indépendamment) à un nouveau vote pour pourvoir les sièges non pourvus. Ce processus se poursuivra pendant trois réunions et, lorsque certains postes ne sont toujours pas pourvus, le Conseil et l'Assemblée générale pourront décider de convoguer une conférence de six membres (trois de chaque organe) pour recommander un candidat à l'Assemblée générale et au Conseil.

4.5 Le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et le Secrétariat

Conformément à l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général est le « plus haut fonctionnaire » de l'Organisation et est nommé par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité. L'Article 98 stipule que le Secrétaire général exerce son rôle de chef de l'administration dans « toutes les réunions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle, et remplit toutes autres fonctions dont il est chargé par ces organes ».

Les pouvoirs les plus importants du Secrétaire général découlent de l'Article 99 qui lui confère le droit « d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales ». En vertu de l'Article 3 du Règlement intérieur provisoire, le président organise une réunion du Conseil de sécurité, lorsque le Secrétaire général « attire l'attention du Conseil de sécurité sur une affaire dans les conditions prévues à l'article 99 de la Charte ».

Historiquement, ce mandat a été utilisé très rarement (par exemple, il a été invoqué par le Secrétaire général en 1960 en réponse à la crise au Congo et en 1979 en réponse à l'occupation de l'Ambassade américaine, en Iran). Néanmoins, les Secrétaires généraux successifs aparfois joué un rôle actif et indépendant en identifiant les préoccupations ou les menaces potentielles à la paix et à la sécurité internationales et en les évoquant de manière informelle avec les membres du Conseil lors de consultations ou au cours des déjeuners mensuels organisés par le président du Conseil de sécurité.

La résolution 1625, adoptée le 14 septembre 2005 à l'issue d'une réunion au sommet du Conseil de sécurité sur la prévention des conflits, aencouragé le Secrétaire général à fournir au Conseil des informations sur les développements de la situation dans les régions exposées à des conflits armés, conformément à l'Article 99. Le Conseil a suivi des exposés réguliers portant sur la prospection par le Secrétariat, lors des consultations de novembre 2010 à 2012, ce qui est un exemple de l'exercice des pouvoirs du Secrétaire général, en vertu de l'Article 99. Le Secrétaire général utilise également tacitement les pouvoirs de l'Article 99, lorsqu'il lance des missions d'établissement des faits, des commissions d'enquête et l'offre de bons offices ou de médiation comme mécanismes de prévention et de règlement des conflits.

Notes de fin de page Partie IV

- http://legal.un.org/unjuridicalyearbook/volumes/1968/ or 1. http://legal.un.org/repertory/art12/english/rep_supp4_vol1_art12.pdf
- S/2014/348 (22 mai 2014) 2.
- 3. A/RES/69/188 (21 janvier 2015)
- 4. A/RES/1991 (XVIII) (17 décembre 1963)
- 5. S/PRST/2011/14 (13 juillet 2011)
- S/PRST/1998/29 (24 septembre 1998) 6.
- 7. S/PRST/2002/2 (31 janvier 2002)
- 8. S/PV.4538 (2 mai 2002) et S/PV.4577 (18 juillet 2002)
- 9. S/PV.4635 (28 octobre 2002)
- 10. S/PV.4630 (22 octobre 2002)
- 11. S/PV.4748 (30 avrill 2003)
- 12. S/PV.4860 (18 novembre 2003) et S/PV.4876 (4 décembre 2003)
- 13. S/PV.8395 (9 novembre 2018)
- 14. Résolution ECOSOC E/2002/1 (15 juillet 2002)
- 15. Résolution ECOSOC 2015/18 (17 septembre 2015)
- 16. A/71/292 (22 juin 2017)

Appendice Développements des méthodes de travail pendant la pandémie de la Covid-19

Confronté, à la mi-mars 2020, à la situation inédite de ne pouvoir se réunir à l'ONU, à New York, en raison des restrictions imposées à la suite de la pandémie de la COVID-19, le Conseil de sécurité a dû trouver les voies lui permettant de poursuivre son travail essentiel, en particulier l'adoption de résolutions prorogeant les mandats des missions et les régimes de sanctions. En l'espace de deux mois, le Conseil a recréé la plupart de ses formats de réunion et a élaboré une procédure de vote par écrit qui, bien que plus lourde, a permis l'adoption de résolutions et de déclarations présidentielles. Il a également trouvé une voie pour convenir d'autres décisions sans se réunir physiquement.

Malgré le retour progressif du Conseil à ses méthodes de travail fondées sur des réunions présentielles en cours en 2021, cette annexe présente un résumé de la manière dont le Conseil a pu s'adapter pour mener à bien son travail pendant cette période. De mars 2020 à juin 2021, chaque président du Conseil a rédigé une lettre adressée aux représentants permanents des membres du Conseil, définissant les méthodes de travail convenues chaque mois. Ces lettres, qui constituent un nouveau format par écrit, ont indiqué clairement que les mesures sont temporaires, extraordinaires et provisoires et qu'elles ne seraient pas considérées comme un précédent.

Réunions: À la fin du mois de mars 2020, les membres du Conseil ont convenu de se réunir en utilisant une plateforme virtuelle. Bien qu'ils n'aient pas convenu de considérer ces réunions comme des réunions officielles du Conseil, ils se sont entendus que ces réunions seraient conduites dans « l'esprit du règlement intérieur provisoire du Conseil ». Dès le mois de mai, les membres du Conseil ont organisé

des vidéoconférences (VTC) publiques et fermées qui reproduisaient les différents formats de réunion du Conseil, y compris les communications (VTC publique), les consultations (VTC fermées), l'adoption (VTC publique) et les débats publics (VTC publique, mais où seuls les membres du Conseil et les intervenants ont pris la parole; les États membres ont pu soumettre des déclarations). Au départ, les VTC publiques n'ont diffusé sur le web que les intervenants, mais à la mi-avril, l'ensemble de la réunion est diffusé en direct sur le webcast de l'ONU. A partir de mai et dans le but de reproduire aussi fidèlement que possible le format des débats ouverts, certaines réunions publiques ont été ouvertes à la participation indirecte des nonmembres (contributions écrites pour inclusion dans un document de compilation (voir infra). En mai, les réunions des organes subsidiaires se sont également tenues sur une plateforme virtuelle. Des sessions de dialogue interactif informelles (DII) et les réunions organisées selon la formule Arria se sont également tenues virtuellement, les DII se déroulant sous forme de VTC fermées et les réunions organisées selon la formule Arria se déroulant sous forme de VTC publiques et fermées. Des formats virtuels ont également été proposés pour d'autres réunions informelles du Conseil (présentation du programme de travail, sessions de récapitulation à la fin d'une présidence). Les membres du Conseil n'ont toutefois pas convenu d'une méthodologie pour la tenue des votes de procédure dans une situation où les réunions ne sont pas officielles.

Comptes rendus des réunions : Les membres du Conseil ont convenu que le président ferait circuler dans les 48 heures, comme document du Conseil, un document de compilation contenant les interventions des orateurs, des membres du Conseil et des non membres du Conseil qui ont demandé l'inclusion de leurs déclarations dans ce document.

Adoptions: À la fin du mois de mars, les membres du Conseil ont convenu que les résolutions du Conseil de sécurité seraient adoptées par une procédure écrite. Les membres du Conseil ont du soumettre leur vote au directeur de la Division des Affaires du Conseil de sécurité dans les 24 heures qui ont suivi le début du vote. Dans la pratique, cette période a été raccourcie, le cas échéant, comme début juillet lorsque les membres du Conseil ont voté cinq projets de résolution en six jours sur le mécanisme d'aide transfrontalier en Syrie. Dans les 12 heures suivant la fin de la période de vote, le président du Conseil convoque une réunion par vidéoconférence des membres du Conseil pour annoncer le résultat. Les résolutions adoptées par cette procédure

par écrit ont le même statut juridique que celles votées dans la salle du Conseil. En ce qui concerne les déclarations présidentielles, une fois qu'un consensus a été atteint au cours d'une période de non-objection par voie électronique, le Président du Conseil annonce l'adoption d'une déclaration présidentielle par vidéoconférence publique. Les déclarations présidentielles adoptées de cette manière ont le même statut que celles adoptées dans la salle du Conseil.

Multilinguisme : Les discussions virtuelles ont été menées uniquement en anglais entre fin mars et fin août 2020. Lorsqu'une plateforme d'interprétation à distance a commencé à être utilisée pour les VTC publiques, elle a permis aux membres du Conseil de prononcer leurs déclarations dans les autres langues officielles de l'ONU.

Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité (S/96/Rev.7)

Chapitre I Réunions

Article premier

Le Conseil de sécurité, sous réserve des dispositions de l'article 4 relatif aux réunions périodiques, se réunit sur convocation du Président toutes les fois que celui-ci le juge nécessaire et sans que l'intervalle entre les réunions puisse excéder quatorze jours.

Article 2

Le Président réunit le Conseil de sécurité à la demande de tout membre du Conseil de sécurité.

Article 3

Le Président réunit le Conseil de sécurité lorsqu'un différend ou une situation est soumis à l'attention du Conseil de sécurité dans les conditions prévues à l'Article 35 ou à 1'Article 11 (3) de la Charte, ou lorsque l'Assemblée générale fait des recommandations ou renvoie une question au Conseil de sécurité dans les conditions prévues à 1'Article 11 (2) de la Charte, ou lorsque le Secrétaire général attire l'attention du Conseil de sécurité sur une affaire dans les conditions prévues à 1'Article 99 de la Charte.

Article 4

Les réunions périodiques du Conseil de sécurité prévues à l'Article 28 (2) de la Charte ont lieu deux fois par an, aux dates fixées par le Conseil de sécurité.

Article 5

Les réunions du Conseil de sécurité se tiennent normalement au Siège de l'Organisation. Un membre du Conseil de sécurité ou le Secrétaire général peut proposer que le Conseil de sécurité se réunisse en un autre lieu. Si le Conseil de sécurité accepte cette proposition, il se prononce sur le choix de ce lieu et sur la période pendant laquelle le Conseil de sécurité s'y réunit.

Chapitre II Ordre du jour

Article 6

Le Secrétaire général porte immédiatement à la connaissance de tous les représentants au Conseil de sécurité toutes les communications émanant d'Etats, d'organes des Nations Unies ou du Secrétaire général concernant une question à examiner par le Conseil de sécurité conformément aux dispositions de la Charte.

Article 7

L'ordre du jour provisoire de chaque séance du Conseil de sécurité est établi par le Secrétaire général et approuvé par le Président du Conseil de sécurité.

Il ne peut être inscrit à l'ordre du jour provisoire que les questions qui ont été portées à la connaissance des représentants au Conseil de sécurité conformément à l'article 6, les questions visées à l'article 10 ou celles que le Conseil de sécurité a précédemment décidé d'ajourner.

Article 8

L'ordre du jour provisoire de chaque séance est communiqué par le Secrétaire général aux représentants au Conseil de sécurité trois jours au moins avant la séance, mais, en cas d'urgence, il peut être communiqué en même temps que l'avis de convocation.

Article 9

Le premier point de l'ordre du jour provisoire de chaque séance du Conseil de sécurité est l'adoption de l'ordre du jour.

Article 10

Toute question figurant à l'ordre du jour d'une séance du Conseil de sécurité et dont l'examen n'est pas achevé au cours de ladite séance est portée automatiquement à l'ordre du jour de la séance suivante à moins que le Conseil de sécurité n'en décidé autrement.

Article 11

Le Secrétaire général communique chaque semaine aux représentants au Conseil de sécurité un exposé succinct indiquant les questions dont le Conseil de sécurité est saisi ainsi que le point où en est l'examen de ces questions.

Article 12

L'ordre du jour provisoire de chaque réunion périodique est communiqué aux membres du Conseil de sécurité vingt et un jours au moins avant l'ouverture de la réunion. Toute modification ou addition ultérieure à l'ordre du jour provisoire est portée à la connaissance des membres cinq jours au moins avant la réunion. Le Conseil de sécurité peut néanmoins, en cas d'urgence, apporter, à tout moment d'une réunion périodique, des additions à l'ordre du jour.

Les dispositions de l'article 7, paragraphe 1, et de l'article 9 s'appliquent également aux réunions périodiques.

Chapitre III Représentation et vérification des pouvoirs

Article 13

Chaque membre du Conseil de sécurité est représenté aux réunions du Conseil de sécurité par un représentant accrédité. Les pouvoirs des représentants au Conseil de sécurité sont communiqués au Secrétaire général vingt-quatre heures au moins avant que ces représentants occupent leur siège au Conseil de sécurité. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères. Le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères de chaque membre du Conseil de sécurité est autorisé à siéger au Conseil de sécurité sans présenter de pouvoirs.

Article 14

Tout Membre des Nations Unies qui n'est pas membre du Conseil de sécurité et tout Etat qui n'est pas membre des Nations Unies, s'il est invité à prendre part à une ou plusieurs séances du Conseil de sécurité, doit présenter des pouvoirs accréditant le représentant désigné

par lui à cet effet. Les pouvoirs de ce représentant sont communiqués au Secrétaire général vingt-quatre heures au moins avant la première séance à laquelle celui-ci doit assister.

Article 15

Les pouvoirs des représentants au Conseil de sécurité et ceux de tout représentant désigné conformément à l'article 14 sont examinés par le Secrétaire général qui soumet un rapport à l'approbation du Conseil de sécurité.

Article 16

En attendant que soient reconnus les pouvoirs d'un représentant au Conseil de sécurité conformément à l'article 15, ce représentant siège à titre provisoire, avec les mêmes droits que les autres représentants.

Article 17

Tout représentant au Conseil de sécurité dont les pouvoirs soulèvent des objections au sein du Conseil de sécurité continue à siéger avec les mêmes droits que les autres représentants jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris une décision à ce sujet.

Chapitre IV Présidence

Article 18

La présidence du Conseil de sécurité échoit, à tour de rôle, aux membres du Conseil de sécurité dans l'ordre alphabétique anglais de leurs noms. Chaque Président demeure en fonctions pendant un mois.

Article 19

Le Président dirige les séances du Conseil de sécurité et, sous l'autorité du Conseil de sécurité, représente celui-ci en tant qu'organe des Nations Unies

Article 20

Si le Président du Conseil de sécurité estime que, pour s'acquitter comme il convient des devoirs de sa charge, il doit s'abstenir de diriger les débats lors de l'examen d'une question déterminée au regard de laquelle le membre qu'il représente se trouve dans une position particulière, il fait part de sa décision au Conseil. La présidence échoit

alors, en ce qui concerne ledit examen, au représentant du membre suivant du Conseil de sécurité dans l'ordre alphabétique anglais, étant entendu que les dispositions du présent article seront applicables aux représentants au Conseil de sécurité successivement appelés à la présidence. Cet article n'affecte pas les fonctions de représentation qui incombent au Président conformément à l'article 19, ni les devoirs que lui prescrit l'article 7 du présent règlement.

Chapitre V Secrétariat

Article 21

Le Secrétaire général agit en cette qualité à toutes les réunions du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général peut autoriser un adjoint à le suppléer aux réunions du Conseil de sécurité.

Article 22

Le Secrétaire général ou son adjoint agissant en son nom peut présenter des exposés oraux ou écrits au Conseil de sécurité sur toute question faisant l'objet de l'examen du Conseil.

Article 23

Le Secrétaire général peut être désigné par le Conseil de sécurité, conformément à l'article 28, comme rapporteur pour une question déterminée.

Article 24

Le Secrétaire général fournit le personnel nécessaire au Conseil de sécurité. Ce personnel fait partie du Secrétariat.

Article 25

Le Secrétaire général avise les représentants au Conseil de sécurité des séances que doivent tenir le Conseil de sécurité et ses commissions et comités.

Article 26

Le Secrétaire général assure la préparation des documents nécessaires au Conseil de sécurité et les fait distribuer aux représentants quarante-huit heures au moins avant la séance dans laquelle ils sont examinés, sauf en cas d'urgence.

Chapitre VI Conduite des débats

Article 27

Le Président donne la parole aux représentants dans l'ordre où ils l'ont demandée.

Article 28

Le Conseil de sécurité peut désigner une commission, un comité ou un rapporteur pour une question déterminée.

Article 29

Le Président peut accorder un tour de priorité a tout rapporteur désigné par le Conseil de sécurité.

Le Président d'une commission ou d'un comité ou le rapporteur chargé par la commission ou le comité de présenter son rapport peuvent bénéficier d'un tour de priorité pour commenter le rapport.

Article 30

Si un représentant soulève une question d'ordre, le Président se prononce immédiatement sur ce point. S'il y a contestation, le Président en réfère au Conseil de sécurité pour décision immédiate, et la règle qu'il a proposée est maintenue, à moins qu'elle ne soit annulée.

Article 31

Les projets de résolution, les amendements et les propositions de fond sont en principe soumis aux représentants par écrit.

Article 32

Les propositions principales et les projets de résolution ont priorité dans l'ordre où ils sont présentés.

La division est de droit si elle est demandée, à moins que l'auteur de la proposition ou du projet de résolution ne s'y oppose.

Article 33

Ont priorité, dans l'ordre où elles figurent ci-dessous, sur toutes les propositions principales et projets de résolution visant la question en discussion, les propositions tendant :

- A suspendre la séance;
- A ajourner la séance;
- A ajourner la séance à un jour ou à une heure déterminés;
- A renvoyer une question à une commission, au Secrétaire général

ou à un rapporteur;

- A remettre la discussion d'une question à un jour déterminé ou sine die; ou
- · A introduire un amendment.

Il est statué sans débat sur toute proposition touchant la suspension ou le simple ajournement de la séance.

Article 34

Il n'est pas nécessaire qu'une proposition ou un projet de résolution présentés par un représentant au Conseil de sécurité soient appuyés pour être mis aux voix.

Article 35

Une proposition ou un projet de résolution peuvent être retirés à tout moment tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un vote. Si la proposition ou le projet de résolution ont été appuyés, le représentant au Conseil de sécurité qui les a appuyés pourra toutefois demander qu'ils soient mis aux voix en faisant siens la proposition ou le projet de résolution initiaux qui bénéficieront du même tour de priorité que si leur auteur ne les avait pas retirés.

Article 36

Si une proposition ou un projet de résolution font l'objet de deux ou plusieurs amendements, le Président déterminera dans quel ordre ils seront mis aux voix. En général, le Conseil de sécurité vote d'abord sur l'amendement qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition originale, et ensuite sur l'amendement suivant qui s'en' éloigne le plus, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix, mais, lorsqu'un amendement à une proposition ou à un projet de résolution comporte une addition ou une suppression, il est mis aux voix en premier lieu.

Article 37

Tout Membre des Nations Unies qui n'est pas membre du Conseil de sécurité peut être convié, à la suite d'une décision du Conseil de sécurité, à participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question soumise au Conseil de sécurité lorsque le Conseil de sécurité estime que les intérêts de ce Membre sont particulièrement affectés, ou lorsqu'un Membre attire l'attention du Conseil de sécurité sur une affaire en vertu de 1'Article 35 (1) de la Charte.

Article 38

Tout Membre des Nations Unies convié, conformément aux dispositions de l'article précèdent ou en vertu de 1'Article 32 de la Charte, à participer aux discussions du Conseil de sécurité peut présenter des propositions et des projets de résolution. Ces propositions et ces projets de résolution ne peuvent être mis aux voix que si un représentant au Conseil de sécurité en fait la demande.

Article 39

Le Conseil de sécurité peut inviter des membres du Secrétariat ou toute personne qu'il considère qualifiée à cet égard à lui fournir des informations ou à lui donner leur assistance dans l'examen des questions relevant de sa compétence.

Chapitre VII Vote

Article 40

La procédure de vote du Conseil de sécurité est conforme aux articles pertinents de la Charte et du Statut de la Cour internationale de Justice.

Chapitre VIII Langues

Article 41

L'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont à la fois les langues officielles et les langues de travail du Conseil de sécurité.

Article 42

Les discours prononcés dans l'une quelconque des six langues du Conseil de sécurité sont interprétés dans les cinq autres langues.

Article 43

[Supprimé.]

Article 44

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues du Conseil de sécurité. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une de ces langues. Les interprètes du Secrétariat peuvent prendre pour base de leur interprétation dans les autres langues du Conseil de sécurité celle qui aura été faite dans la première de ces langues.

Article 45

Les comptes rendus sténographiques des séances du Conseil de sécurité sont rédigés dans les langues du Conseil.

Article 46

Toutes les résolutions et les autres documents sont publiés dans les langues du Conseil de sécurité.

Article 47

Les documents du Conseil de sécurité sont publiés, si le Conseil en décide ainsi, dans toute langue autre que les langues du Conseil.

Chapitre IX Publicité des séances procès-verbaux

Article 48

A moins qu'il n'en décide autrement, le Conseil de sécurité siège en public. Toute recommandation à l'Assemblée générale au sujet de la nomination du Secrétaire général est discutée et décidée en séance privée.

Article 49

Sous réserve des dispositions de l'article 51, le compte rendu sténographique de chaque séance du Conseil de sécurité est mis à la disposition des représentants au Conseil de sécurité et des représentants de tous autres Etats qui ont participé à la séance, au plus tard à 10 heures le premier jour ouvrable qui suit la séance.

Article 50

Dans les deux jours ouvrables qui suivent l'heure indiquée à l'article 49, les représentants des Etats qui ont participé à la séance font part au Secrétaire général des rectifications qu'ils désirent voir apporter au compte rendu sténographique.

Article 51

Le Conseil de sécurité peut décider que, pour une séance privée, le

procès-verbal ne sera établi qu'en un seul exemplaire. Ce procès-verbal est conservé par le Secrétaire général. Les représentants des Etats qui ont participé à la séance font part au Secrétaire général, dans un délai de dix jours, des rectifications qu'ils désirent y voir apporter.

Article 52

Les rectifications demandées sont considérées comme approuvées à moins que le Président n'estime qu'elles sont d'une importance telle qu'il doive les soumettre aux représentants au Conseil de sécurité. Dans ce cas, ces derniers présentent, dans les deux jours ouvrables, les observations qu'ils désirent faire. Si aucune objection n'est formulée dans ce délai, les rectifications demandées sont effectuées.

Article 53

Le compte rendu sténographique visé à l'article 49 ou le procès-verbal visé à l'article 51 qui n'a pas fait l'objet d'une demande de rectification dans les délais prévus respectivement par les articles 50 et 51 ou qui a été rectifié conformément aux dispositions de l'article 52 est considéré comme approuvé. Il est signé par le Président et devient le procès-verbal officiel du Conseil de sécurité.

Article 54

Le procès-verbal officiel des séances publiques du Conseil de sécurité ainsi que les documents annexes sont publiés aussitôt que possible dans les langues officielles.

Article 55

A l'issue de chaque séance privée, le Conseil de sécurité fait publier un communiqué par les soins du Secrétaire général.

Article 56

Les représentants des Membres des Nations Unies qui ont participé à une séance privée ont, à tout moment, le droit de consulter le procès-verbal de cette séance au cabinet du Secrétaire général. Le Conseil de sécurité peut, à tout moment, y donner accès aux représentants autorisés d'autres Membres des Nations Unies.

Article 57

Le Secrétaire général présente, une fois par an, au Conseil de sécurité la liste des procès-verbaux et documents qui, jusqu'à ce moment, ont été considérés comme confidentiels. Le Conseil de sécurité fait le départ entre ceux qui doivent être mis à la disposition des autres

Membres des Nations Unies, ceux qui doivent être publiés et ceux qui doivent conserver un caractère confidentiel.

Chapitre X Admission de nouveaux membres

Article 58

Tout Etat qui désire devenir Membre de l'Organisation présente une demande au Secrétaire général. Cette demande doit contenir une déclaration, faite dans un instrument formel, par laquelle cet Etat accepte les obligations de la Charte.

Article 59

Le Secrétaire général porte immédiatement à la connaissance des représentants au Conseil de sécurité la demande d'admission. A moins que le Conseil de sécurité n'en décide autrement, le Président renvoie la demande d'admission à l'examen d'un comité du Conseil de sécurité dans lequel sont représentés tous les membres du Conseil de sécurité. Ce comité examine les demandes d'admission qui lui sont renvoyées et présente ses conclusions au Conseil trente-cinq jours au moins avant le début de la session ordinaire de l'Assemblée générale ou, dans le cas de convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, quatorze jours au moins avant le début de cette session.

Article 60

Le Conseil de sécurité décide si, à son jugement, l'Etat qui sollicite son admission est un Etat pacifique, capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire, et s'il convient, en conséquence, de recommander l'admission de cet Etat à l'Assemblée générale.

Si le Conseil de sécurité recommande l'admission de l'Etat qui a présenté la demande, il transmet à l'Assemblée générale sa recommandation accompagnée d'un compte rendu complet des débats.

Si le Conseil de sécurité ne recommande pas l'admission de l'Etat qui a présenté la demande ou remet à plus tard l'examen de cette demande, il présente à l'Assemblée générale un rapport spécial accompagné d'un compte rendu complet des débats.

Le Conseil de sécurité présente sa recommandation vingt-cinq jours au moins avant le début de la session ordinaire de l'Assemblée générale et quatre jours au moins avant le début d'une session

extraordinaire, pour mettre l'Assemblée générale en mesure de l'examiner lors de la plus proche session qu'elle tient après la réception de la demande d'admission.

Dans des circonstances spéciales, le Conseil de sécurité peut décider de faire une recommandation à l'Assemblée générale concernant une demande d'admission après l'expiration des délais prescrits à l'alinéa précèdent.

Chapitre XI - Relations avec les autres organes de l'organisation des Nations Unies

Article 61

Toute séance du Conseil de sécurité tenue conformément au Statut de la Cour internationale de Justice pour procéder à l'élection de membres de la Cour se poursuivra jusqu'à ce que la majorité absolue des voix soit allée, en un ou plusieurs tours de scrutin, à autant de candidats qu'il sera nécessaire pour que tous les sièges vacants soient pourvus.



